

LES
ACCORDS COMMERCIAUX
ENTRE
L'INDOCHINE ET LE JAPON

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1933, à 14 heures

PAR

Jean MORICE

Lauréat de Droit romain de la Faculté de Lyon
Breveté de l'Ecole Coloniale
(Section Magistrature)

Président : M. OUALID *professeur.*

Suffragants. { MM. PIROU, *professeur.*
 { SOLUS, *professeur.*

PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON et Cie

160, RUE SAINT-JACQUES

—
1933

Les accords commerciaux
entre
l'Indochine et le Japon

*La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent
être considérées comme propres à leurs auteurs.*

LES
ACCORDS COMMERCIAUX
ENTRE
L'INDOCHINE ET LE JAPON

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1933, à 14 heures

PAR

Jean MORICE

Lauréat de Droit romain de la Faculté de Lyon
Breveté de l'Ecole Coloniale
(Section Magistrature)

Président : M. OUALID, professeur.
Suffragants. { MM. PIROU, professeur.
SOLUS, professeur.

PARIS
LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

—
1933



BIBLIOGRAPHIE

I. DOCUMENTS

- Dossier *confidentiel* du Comité du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture de l'Indochine, relatif aux travaux préparatoires à l'Arrangement.
- Dossier de l'Agence Economique de l'Indochine.
- Régime douanier des Colonies françaises. Législation et tarifs (publié par l'Institut Colonial de Marseille), Marseille, 1925.
- Régime douanier des Colonies françaises. Législation et tarifs (publié par l'Institut Colonial de Marseille), Marseille, 1930.
- La réforme du régime douanier colonial et la Fédération intercoloniale (publié par la Fédération intercoloniale, 17 rue d'Anjou), Paris, 1913.
- Statistiques des Douanes de l'Indochine.

II. OUVRAGES

- Abor** (Raoul). — *Conventions et traités de droit international intéressant, l'Indochine*, Hanoi, 1929.
- Blanchard** (Claude). — « La crise de la Soierie lyonnaise : Le Japon concurrent redoutable » (article paru dans *Le Petit Parisien* du 12 octobre 1933).
- Bachot** (Jean) et **Cucherousset** (Henri). — *Notes Japonaises*, Hanoi, 1925.
- Boulenger** (Jacques). — *Les voyages aventureux de Fernand Mendez Pinto (1537-1558)*, Paris, 1932.
- Caullery** (Maurice). — *La réforme du régime douanier colonial*, Paris, 1930.
- Deblierre** (Ch.). (Sénateur du Nord, Membre de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères). — Article paru dans *Les Annales Coloniales* du 15 septembre 1931.
- Dubosq** (André). — *Le problème du Pacifique*, Paris, 1927.
- Dumoutier** (G.). — *L'Indochine et ses anciennes relations commerciales avec le Japon* (Conférence faite le 5 décembre 1891 à Tokio, à la Société Japonaise de Langue française).
- Estrade** (Jean). — *Le Japon, ses voies et moyens de communication intérieurs et extérieurs*, Paris, 1905 (thèse).
- Gourdon** (Henri). — *L'Indochine*, Paris, 1931.
- Grousset** (René). — *Le Réveil de l'Asie*, Paris, 1924.
- Hovelaque** (Emile). — *Les peuples d'Extrême-Orient; le Japon*, Paris, 1921.

- Joutel** (Georges-G.). — « Un accord qu'il faut réviser : La Convention douanière nippo-indochinoise » Article paru dans *La Presse Coloniale*, du 3 septembre 1932.
- Kawakami** (K.K.). — *Le problème du Pacifique et la politique japonaise*, Paris, 1923.
- La Mazellères** (Marquis de). — *Le Japon, Histoire et Civilisation*, Paris, 1923.
- Leclère** (Adhémar). — *Histoire du Cambodge, depuis le premier siècle de notre ère*, Paris, 1914.
- Maybon** (Ch.-B.). — *Histoire moderne du Pays d'Annam*, Paris, 1920.
- Maybon** (Albert). — *Le Japon d'aujourd'hui*, Paris, 1924.
- Nagaoka** (H.). — *Histoire des relations du Japon avec l'Europe aux XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, 1905.
- Outrey** (Ernest). — *Notes sur le Japon*, Paris, 1918.
- Okakura** (Kakuzo). — *Les idéaux de l'Orient. Le Réveil du Japon*, Paris, 1917.
- Percheron** (M.). — « La France devant l'Asie » (article paru dans *Le Journal*, n° du 24 mai 1933 comme conclusion à une suite d'articles sur la situation des Japonais en Extrême-Orient.
- Péroz** (Lt.-Colonel). — *France et Japon en Indochine*, Paris, 1906.
- Pouvourville** (Albert de). — « Entre Indochine et Japon ». Article paru dans *Le Midi colonial* du 8 octobre 1931.
- « La politique monétaire du Japon et ses répercussions en Indochine ». Article paru dans *La Dépêche coloniale* des 15-16 février 1932.
- « Les aspects divers de l'action japonaise sur les rives du Pacifique ». Article paru dans *Le Journal* du 18 août 1933.
- Sarraut** (Albert). — *La mise en valeur des colonies*, Paris, 1929.
- Tessan** (François de). — *Par les chemins japonais, essais sur le Vieux et le Jeune Japon*, Paris, 1918.

III. REVUES ET JOURNAUX

- Agence financière et coloniale* du 4 janvier 1927 : « Les Missions japonaises en Indochine. »
- L'Asie française*, en particulier le n° du mois de mars 1911.
- Bulletin de l'Agence économique de l'Indochine.*
- Dépêche Coloniale.*
- Forces*, numéro du 15 septembre 1933, p. 10 et 11.
- Indochine* (Revue), numéros des 5-20 septembre 1932, p. 164-166, Paris.
- Japon. *Bulletin d'informations économiques et financières*, directeur J. C. Balet (publié par la « Société d'Etudes et d'informations économiques », 282, boul. Saint-Germain, Paris).
- Journal officiel de l'Indochine.*
- Le Midi colonial* (n° du 8 juin 1932). Article de M. Outrey, député de la Cochinchine.
- Le Monde colonial illustré.*
- Revue du Pacifique*, directeur : Léon Archimbaud, député.
- Le Temps.*
etc. etc.

AVANT-PROPOS

Le 13 mai 1932, un arrangement commercial fut signé à Paris, entre la France et le Japon, afin de régler les relations de l'Indochine française avec l'Empire du Soleil Levant. Cette convention, dont la conclusion a demandé plus de vingt années de laborieuses négociations, est à la fois le résultat de toute une évolution historique et le signe de la nouvelle orientation de notre politique extrême-orientale.

C'est pourquoi il nous a paru impossible de l'étudier sans rappeler la succession des événements qui marquèrent, dès avant l'ère de Meiji, les relations du Japon, tant avec l'Europe qu'avec l'Indochine.

De même, nous aurons l'occasion de signaler au cours de cet ouvrage les difficultés rencontrées pour arriver à concilier des intérêts, tous fort respectables, mais totalement divergents.

Bien qu'il n'apporte aux problèmes à résoudre qu'une solution provisoire, nous sommes néanmoins disposés à voir dans cet accord les prémices d'une entente qui sera, sans aucun doute, profitable aux deux pays.

CHAPITRE PREMIER

LES RELATIONS DU JAPON AVEC LES NATIONS EUROPÉENNES ET AVEC L'INDOCHINE AVANT 1853

I. Découverte du Japon par les Portugais. — Relations commerciales et religieuses des Européens avec les Japonais aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. — Rupture de ces relations. — Faveurs accordées aux Hollandais; leur rôle d'intermédiaires entre le Japon et le reste du monde.

II. Commerce Japonais avec le Tonkin et la Cochinchine à cette époque. — Colonies japonaises dans ces pays. — Décadence rapide de ce commerce après les édits de Iyemitsu. — Remplacement des Japonais par les Hollandais en Indochine.

I. — Lorsque les premiers Européens découvrirent l'Archipel Nippon, l'existence de ce pays était déjà connue en Europe depuis longtemps, ainsi qu'en font foi les anciennes relations de voyages, telles que celles de Marco Polo. Il s'était même formé autour de ce pays, que l'on nommait « Sipangu » et que personne n'avait encore visité, une légende d'immense richesse qui, par la suite, se trouva justifiée, sans cependant que l'opulence de ces contrées troublées par les guerres féodales atteignît à ce que l'imagination des voyageurs avait inventé.

D'autre part, les Japonais connaissaient, grâce aux Chinois avec lesquels ils étaient en relations constantes, l'existence des nations occidentales. Leurs connaissances à ce sujet étaient même suffisamment précises pour

faire l'étonnement des premiers navigateurs portugais qui débarquèrent dans leurs îles.

Une légère incertitude flotte autour de la date du premier contact entre Japonais et Européens, ainsi qu'autour de la personnalité des aventuriers qui prirent part à cette première expédition. Cependant, malgré la diversité des témoignages des historiens et annalistes tant européens que japonais, voici ce que nous croyons pouvoir avancer à ce sujet :

Les textes japonais signalent qu'en 1541 quelques Européens abordèrent à Jin Guira Oura, dans la province de Bungo, étant venus sur un navire chinois ; mais ce fait n'ayant pas été connu aux Indes où les Européens avaient leurs comptoirs, il n'eut aucune répercussion. Seuls les historiens japonais en font état et à voir l'identité des circonstances de ce voyage avec celles du suivant, qui est certain, on pourrait être tenté de croire à une erreur de chronologie. Mais en 1542, quelques auteurs disent 1543, des Portugais débarquèrent d'une jonque chinoise, pour la seconde fois si l'on tient pour certain le voyage de 1541.

Ces étrangers étaient les trois Portugais FERNANDO MENDEZ PINTO, CRISTOFO BORRELO et DIEGO ZEIMOTO qui, à la suite d'aventures qui leur seraient survenues en Chine, s'étaient embarqués sur la jonque du corsaire chinois Samipocheca et qu'une tempête poussa sur la côte de l'île de Tanega Shima. Sur ce voyage, nous avons quelques détails par les mémoires de Mendez Pinto lui-même. Le « Nautaquin » (Daymio) de l'île les reçut avec une grande courtoisie, leur demandant de nombreux détails sur leur pays, le Portugal. Voici ce que nous dit Mendez Pinto dans son récit : « Il

(le Daymio) nous fit héberger chez un riche marchand qui nous traita magnifiquement durant le temps que nous passâmes dans l'île.

» Le jour suivant, le corsaire débarqua toute sa marchandise et la vendit si bien en trois jours seulement qu'il se refit de la perte des vingt-six voiles qu'on lui avait prises (en Chine). Quant à nous trois, nous employâmes le temps à pêcher, chasser et visiter les temples de ces païens dont les prêtres nous recevaient fort bien, car les Japonais sont courtois et de bonne compagnie¹. »

Déjà à cette époque, les Japonais avaient l'esprit vif et ouvert aux nouveautés qu'ils s'assimilaient fort bien, ainsi que le prouve le fait suivant : Le Seigneur de l'île ayant été émerveillé par les exploits de chasse de Diego Zeimoto, obtint de ce dernier qu'il lui donnât son arquebuse et lui apprit à s'en servir; or, Mendez Pinto étant retourné au Japon en 1556, il eut connaissance, par des gens dignes de foi, qu'en moins de quatorze ans trois cent mille arquebuses avaient été « construites » au Japon et y étaient en usage.

Mendez Pinto se rendit ensuite à la Cour du Daymio du Bungo, dans le sud de la grande île du Japon, ce Seigneur désirant le connaître; puis repassant par Tanega Shima, il s'embarqua pour Liampo, comptoir portugais en Chine, enrichi des nombreux présents de ses hôtes. Les récits de Mendez Pinto et de ses deux compagnons excitèrent à tel point l'esprit de lucre de leurs compatriotes que, mobilisant tout ce que Liampo contenait de vaisseaux, de marchandises et d'hommes

1. Fernando Mendez Pinto, *Les voyages aventureux*, publiés par Jacques Boulenger, Paris, 1932. p. 183.

valides, ils s'embarquèrent en hâte pour ce nouvel Eldorado. Mais cette expédition mal préparée fut détruite par une tempête et ses survivants, échoués aux îles Lequio, ne regagnèrent leur comptoir sur des navires chinois qu'après de nombreuses tribulations.

Enfin, dès 1549, les premiers missionnaires se rendirent au Japon et parmi eux se trouvaient Saint François Xavier et son interprète le Japonais Anjiro, qui avait quitté son pays avec Mendez Pinto et s'était depuis converti au christianisme. Quant aux marchands portugais, ils prenaient l'habitude de venir commercer dans les ports du Nippon où ils réalisaient d'énormes profits atteignant parfois douze cents pour cent !

Missionnaires et marchands furent surpris, et ne manquèrent pas de le dire, par le degré de civilisation atteint par le peuple japonais, pourtant plongé à cette époque depuis plus d'un siècle dans de sanglantes luttes féodales. C'est ainsi que saint François Xavier déclare : « Les Japonais dépassent en vertu et en probité tous les peuples jusqu'ici connus. Ils sont d'un naturel très doux, incapables de fourberie et l'honneur pour eux est le plus grand des biens¹. »

D'autre part, dans le récit qu'il fait de son dernier voyage au Japon qui eut lieu en 1556, Mendez Pinto rapporte le trait suivant : Après une chasse à la baleine à laquelle Mendez Pinto et ses compagnons portugais venaient de prendre part avec le Daymio du Bungo, ce dernier « s'étant mis à souper, il ne tarda pas à nous envoyer chercher... afin que la reine pût nous voir manger avec les doigts. On nous couvrit donc une table de

1. Cité par E. Hovelague, *Des peuples d'Extrême-Orient : Le Japon*, Paris, 1921, p. 151.

viandes fort bien apprêtées et les bons mots que firent les dames lorsqu'elles nous virent prendre dans les plats avec la main donnèrent plus de plaisir au roi et à la reine que n'importe quelle comédie : car on mange dans ces pays avec deux bâtonnets et l'on tient pour incivil de porter la main sur les viandes¹. »

Pourtant ils ne faisaient là que se conformer aux usages de l'Europe, usages qui se maintinrent encore très longtemps. Nous ne nous attarderons pas à décrire ces différences de mœurs qui sont tout à l'avantage des Japonais, car on les trouvera aisément dans d'autres ouvrages.

Si les marchands se précipitèrent sur le Japon, les missionnaires montrèrent un égal empressement, et si au début leurs succès furent insignifiants, en moins de quarante ans il y eut au Japon plus de deux cents églises et près de six cent mille chrétiens, parmi lesquels de nombreux Daymios et Samouraïs et même des parents et femmes des Shoguns². La civilisation matérielle et les sciences de l'Occident envahissaient le Pays du Soleil Levant en même temps que sa religion y faisait de nombreux adeptes. Cet envahissement se trouvait favorisé par le fait que ce pays sortait d'une longue période d'anarchie et de luttes féodales et qu'à cette époque se dressent trois grands chefs : ODA NOBUNAGA, HIDEYOSHI et IYEASU, qui pour vaincre leurs rivaux et le bouddhisme et établir l'ordre qui va régner pendant deux siècles au Japon, auront parfois besoin de

1. Fernando Mendez Pinto, *Les voyages aventureux*, publiés par Jacque Boulenger, Paris, 1932, p. 279.

2. Le shogun était le chef de la féodalité japonaise et exerçait le pouvoir à la place du Mikado.

s'appuyer sur des forces telles que les missionnaires et les marchands étrangers.

Les Portugais furent donc les premiers à commercer avec le Japon ; mais malgré tous leurs efforts, ils ne purent conserver longtemps ce monopole de fait ; bientôt les Espagnols leur firent concurrence et, un peu plus tard les Anglais, et surtout, à partir de 1609, les Hollandais.

Au début, et alors que Nobunaga était le maître du Japon, les étrangers et les missionnaires furent très bien vus dans ce pays et encouragés. En effet, ils apportaient à Nobunaga des armes contre le bouddhisme et les clans féodaux : contre le bouddhisme, les missionnaires lui apportaient la foi chrétienne qui, encouragée par Nobunaga, faisaient de rapides progrès ; contre les clans féodaux qui lui étaient hostiles, les commerçants étrangers lui apportaient leurs armes à feu qui rendaient vaine la résistance des rebelles. Ainsi, par pure politique, il permit aux missionnaires de faire progresser le christianisme au Japon et aux marchands d'y faire prospérer leur commerce. Aussi, ayant besoin d'eux, ferma-t-il les yeux sur leurs rivalités incessantes.

Les Européens qui fréquentaient alors les ports du Japon étaient loin d'être toujours d'accord. Ils appartenaient, en effet, à des nations rivales et souvent en guerre les unes contre les autres. A diverses reprises, Espagnols et Portugais demandèrent que les Hollandais fussent exclus du commerce avec le Japon ; mais jamais leurs demandes de ce genre ne furent prises en considération : Nobunaga et ses successeurs se souciaient fort peu d'épouser les querelles des étrangers et voyaient surtout les avantages que le pays retirait de leur venue.

Lorsque Nobunaga mourut en 1582, Hideyoshi, qui le secondait depuis longtemps déjà, le remplaça et acheva son œuvre : il soumit tous les daymios indépendants et, ayant fait l'unité du Japon, l'organisa, le centralisa. Au début et pour les mêmes raisons que son prédécesseur, il favorisa de tout son pouvoir les chrétiens et les étrangers, développant l'industrie, le commerce et créant la marine japonaise. Il encourageait surtout les corsaires et les aventuriers japonais qui, avec des vaisseaux imités de ceux des Européens, portèrent le champ de leur activité jusque dans l'Insulinde et au Siam. Pour en accroître le rendement, il appliqua aux mines du pays des méthodes européennes d'exploitation.

Etant donné les facilités qui étaient accordées au commerce avec les étrangers, les ports de Hirado et de Nagasaki, dans lesquels le trafic était le plus actif, devinrent le rendez-vous de tous les aventuriers des nations européennes.

Les ambitions d'Hideyoshi étaient démesurées et, entre autres projets, il nourrissait celui de conquérir la Corée et la Chine contre lesquelles, d'ailleurs, de 1592 à sa mort survenue en 1598, il lança plusieurs expéditions. Dans ce but, il aurait voulu s'assurer l'alliance des Portugais et obtenir que ceux-ci lui fournissent des vaisseaux modernes. Mais les Portugais, sans refuser nettement, car ils ne pouvaient le faire sans dommage pour leur commerce, se souciaient fort peu de fournir au Japon des armes et des vaisseaux pour les concurrencer sur mer, ne donnèrent pas à Hideyoshi l'aide qu'il espérait.

Déçu dans les espoirs qu'il fondait sur les Portugais, exaspéré d'un autre côté par la formidable traite des esclaves japonais qu'ils pratiquaient à la faveur de la

grande misère qui sévissait alors au Japon et effrayé des persécutions que les Jésuites avaient déchaînées contre les adeptes de Bouddha et dont toute la violence lui était apparue lors de son expédition dans le Kyushu en 1586, Hideyoshi, changeant brusquement d'attitude, proscrivit le christianisme le 25 juillet 1587 et bannit les missionnaires. En 1588, Nagasaki, qui était devenu à la fois le centre du commerce portugais et du christianisme au Japon, fut rattaché au Gouvernement central du Shogun pour lui permettre de mieux surveiller les étrangers et surtout les missionnaires.

Mais devant l'attitude pacifique des missionnaires et des chrétiens, le décret de bannissement de 1587 resta lettre morte et la propagande religieuse continua comme par le passé, seulement un peu plus discrète.

Enfin, à bout de patience, en 1597, Hideyoshi déclancha une série de persécutions et, le 5 février, fit crucifier à Nagasaki vingt-quatre chrétiens dont deux Jésuites et plusieurs Franciscains. Il mourut l'année suivante.

À la mort de Hideyoshi, les missionnaires reprirent avec une nouvelle ardeur leur propagande et Iyeyasu, qui avait remplacé son ancien allié et devint shogun en 1603, ferma d'abord les yeux sur leurs agissements tout en favorisant de tout son pouvoir les marchands à quelque nation qu'ils appartenissent et malgré les rivalités qui existaient entre eux.

Cependant, par crainte de troubles politiques, si Iyeyasu protégeait les commerçants étrangers, il leur interdisait désormais de propager la religion chrétienne. Dans une loi qu'il promulgua en 1602, il dit : « Nous ordonnons que les étrangers pourront librement résider où ils veulent au Japon. Mais nous leur défendons rigou-

reusement de propager leur foi. » Il admit, aussi bien que les Espagnols et les Portugais, les Anglais et les Hollandais, derniers arrivés au Japon, à commercer dans tels ports qu'il leur semblerait bon ; ils purent créer des comptoirs et le Shogun accepta même pour eux le principe de l'exterritorialité. Les Hollandais furent particulièrement bien traités et Iyeyasu leur promit par écrit de les défendre et de les protéger à l'égal de ses propres sujets.

Si en 1611, puis en 1614, Iyeyasu déclara le christianisme religion interdite, ordonnant au peuple de retourner au bouddhisme et mettant à prix la tête des missionnaires, c'est parce que les chrétiens se montraient entièrement dévoués à l'influence étrangère et peu soucieux de son autorité et parce qu'il avait sous les yeux les désordres causés par les rivalités des divers ordres religieux et des étrangers de nations différentes. En 1615, les chrétiens dirigés par les missionnaires espagnols et portugais (le Portugal était alors sous la domination espagnole depuis 1580) aggravèrent leur situation et justifèrent les craintes du Shogun en soutenant les Toyotomi dans leur lutte contre le clan des Tokugawa auquel appartenait Iyeyasu. Ils furent vaincus et, bien que Iyeyasu fût mort en 1616, son successeur Hidetada renouvela aussitôt l'interdiction du christianisme. Le discrédit jeté sur les missionnaires rejaillissant sur tous les étrangers, les seuls ports de Nagasaki et d'Hirado restèrent ouverts aux navires des nations chrétiennes qui étaient soumis de plus à un contrôle sévère. L'interdiction de 1616 fut renouvelée successivement en 1620 et en 1622 et sanctionnée par la peine de mort.

Les Hollandais, qui n'avaient pas entrepris la conver-

sion des Japonais au christianisme, conservaient une plus grande liberté. Ne songeant qu'aux profits qu'ils pouvaient retirer de leur commerce avec le Japon et n'ayant sur ce pays aucune visée politique ou religieuse, se soumettant docilement par ailleurs aux prescriptions du Shogun, ils conservèrent en partie la faveur de ce dernier. Ils s'assurèrent par cette attitude l'avantage sur leurs concurrents.

Le troisième shogun Tokugawa, Iyemitsu, par un édit de 1633, renouvela la prohibition du christianisme dans ses états et, de plus, établit un contrôle très sévère sur toutes les relations même commerciales avec les étrangers de race blanche. En 1636, un nouvel édit plus sévère encore fut rendu, visant surtout les Portugais dont, entre autres restrictions, le droit de prendre des domestiques japonais était rigoureusement limité.

Quant aux chrétiens japonais, en 1638, ils organisèrent le formidable soulèvement de Shimaraba que Iyemitsu réprima avec la dernière rigueur. A la suite de cette révolte, le « Bakufu » (sorte de Conseil de Gouvernement du Shogun) interdit sous peine de mort de pratiquer la religion chrétienne. Sous la même sanction il fut défendu aux Japonais de se livrer au commerce maritime, de posséder ou de construire des navires de haute mer et même de franchir les frontières de l'Empire. L'étude des langues étrangères et la lecture des ouvrages européens étaient aussi proscrits.

Les libres relations du Japon avec les nations occidentales avaient duré moins d'un siècle et, pour une grande part, la responsabilité de la rupture incombe aux Européens qui, par leurs querelles, leurs intrigues et leurs ambitions, firent craindre aux Japonais que se

réalisa la réponse faite à Hideyoshi par un capitaine espagnol : « Mon roi commence par envoyer des religieux convertir le peuple, et lorsque les convertis sont devenus nombreux, il envoie des troupes qui, avec leur aide, n'ont pas de peine à achever la conquête. »

De tous les étrangers, seuls désormais les Chinois et les Hollandais continuèrent à avoir accès au Japon. Encore ces derniers furent-ils seulement autorisés à avoir un comptoir dans l'îlot de Deshima, en face de Nagasaki, où ils étaient surveillés comme des prisonniers.

Depuis ce moment, les Hollandais restèrent les seuls intermédiaires entre le Japon replié sur lui-même et le reste du Monde.

II. — A partir des derniers édits de Iyemitsu, on ne vit plus sur les mers d'Extrême-Orient d'autres Japonais que des chrétiens exilés et réfugiés en Chine, au Tonkin, en Annam ou même au Cambodge, où presque partout ils finirent par se fondre dans les populations locales. Mais auparavant ils s'étaient livrés dans ces mêmes contrées à un trafic des plus actifs, y fondant plusieurs colonies prospères.

A cette époque, comme de nos jours, le Tonkin, la Cochinchine (Annam actuel) et le Cambodge (qui comprenait alors la Cochinchine actuelle) produisaient une foule de denrées qui ne se trouvaient pas au Japon. C'était la source d'un commerce fructueux qui poussa les Japonais à fonder sur divers points de la péninsule indochinoise des colonies dont nous allons retracer sommairement l'histoire.

La plus ancienne qui soit connue est celle de Pho Van Dôn, sur la côte tonkinoise (aujourd'hui Van Ninh,

près de la frontière chinoise). La colonie fondée en 1148 par des trafiquants malais, siamois et birmans, sur un territoire concédé par le roi, était déjà florissante quand les Japonais s'y installèrent pour s'y livrer au commerce de la soie. Par la suite, ils se rendirent à Hanoï (alors Thang Long) ; mais le roi ne tolérant pas le séjour des étrangers dans la capitale, ils obtinrent avec d'autres commerçants chinois et siamois l'autorisation de s'installer en aval sur le Fleuve Rouge. La colonie ainsi fondée s'appela successivement Pho Khach (Ville des Etrangers) et Pho Yen ; ses ruines subsistent encore près de Hung Yen. Les Japonais s'y approvisionnaient en étoffes de soie, en épices et en laque et y vendaient surtout du fer, du bronze, des éventails, des parapluies et des porcelaines. En 1637, des Hollandais remplacèrent dans cette ville les Japonais auxquels désormais tout trafic avec l'étranger était interdit.

Une autre colonie japonaise, la plus importante de l'Indochine, existait aussi du début du xvi^e siècle à Fai Foo dans la Cochinchine (Annam actuel). Cette ville était alors uniquement composée de comptoirs étrangers : chinois, japonais, hollandais, portugais, siamois, malais et birmans. Elle était magnifiquement située avec un bon port et la possibilité de drainer toutes les richesses de la contrée.

Les Chinois et les Japonais y venaient depuis longtemps tandis que les Portugais ne fréquentèrent Fai Foo que vers 1600 et les Hollandais plus tard encore.

Voici ce que nous dit le P. Cristoforo Borri à propos des colonies chinoise et japonaise de cette ville : « Les Chinois et les Japonais sont ceux qui font le principal négoce de la Cochinchine en une foire qui s'assemble

tous les ans dans un de ses ports.. Le roi de Cochinchine (le Chua du Sud) permit autrefois aux Japonais et Chinois de choisir là un lieu et place commode pour s'y bâtir une ville pour la plus grande aisance de la foire dont nous avons parlé. Cette ville s'appelle Fai Foo, laquelle est si grande qu'on peut bien dire qu'il y en a deux, l'une des Chinois, l'autre des Japonais. Chacune ayant pris leur quartier à part et leurs gouverneurs séparés, et vivant à leur mode : les Chinois selon les lois et coutumes particulières de la Chine et les Japonais selon les leurs¹. »

A Fai Foo, la période des échanges commençait après les fêtes du Têt (Jour de l'An annamite), au début de février, et durait jusqu'en septembre.

Lors des premiers édits de proscription de la religion chrétienne au Japon, on vit de nombreux convertis japonais venir à Fai Foo remplir leurs devoirs religieux et retourner ensuite chez eux. Puis lorsque les relations avec les étrangers furent interdites et la religion chrétienne considérée comme un crime, la colonie japonaise de cette ville s'accrut d'un grand nombre de chrétiens japonais qui avaient quitté leur pays plutôt que de se soumettre ; la population s'en trouva augmentée : mais le commerce avec le Japon devenait en même temps le monopole des Hollandais.

Le Seigneur de Cochinchine favorisait le commerce, car il en retirait de grands avantages. En effet, il avait établi en quelque sorte des droits de douanes : c'est ainsi qu'il était perçu de 2.000 à 8.000 ligatures à l'arrivée et de 200 à 800 au départ des navires chargés et que les navires sans cargaison se voyaient refuser l'entrée du

1. Cité par Ch.-B. Maybon, *Histoire moderne des Pays d'Annam*, Paris, 1920, p. 51.

port. Les droits pour le commerce avec le Japon étaient à Fai Foo de 4.000 ligatures par navire à l'arrivée et de 400 au départ. Le Seigneur de Cochinchine gagnait de la sorte environ 30.000 ligatures par an.

Cependant le calme ne régnait pas toujours à Fai Foo, souvent troublé par les rivalités entre Hollandais et Portugais et par des persécutions contre les chrétiens, surtout sous le règne de Hieng Vuong (vers 1650). Finalement les Hollandais furent chassés et, le 8 février 1700, s'embarquèrent pour Batavia. Quant aux Japonais, ils ne purent rester qu'en abjurant la foi chrétienne. D'autre part, la source de l'émigration japonaise vers les pays d'Annam ayant été tarie par les derniers édits de Iyemitsu, les colonies japonaises ne se renouvelant pas finirent par se fondre dans la population locale.

En dernier ressort, les Chinois restèrent seuls à commercer avec les ports de l'Annam, les derniers trafiquants européens s'étant détournés de ce pays en faveur de la Chine à cause de la cupidité croissante des Seigneurs de Cochinchine.

Mais auparavant deux nouvelles colonies japonaises, en Cochinchine et au Cambodge, avaient été fondées vers 1681 par les Japonais de Fai Foo. Un corps d'armée chinois fort de 10.000 hommes, du parti Ming, ayant été rejeté à la mer par les Tartares, les deux cents jonques qui le portaient subirent une violente tempête qui réduisit son effectif à cinquante jonques et 3.000 hommes sous les ordres du général Tang. Ils débarquèrent en vue de Tourane et firent leur soumission au Seigneur de Cochinchine qui, pour s'en débarrasser, les envoya conquérir le Cambodge. Les Japonais de Fai Foo se joignirent à eux. En route, ils se partagèrent en deux troupes : la première, celle de Tang, pénétra par le

Coi Kap et s'établit à Mytho ; la seconde, celle de Tran, alla vers le Dong-Naï, dans la province de Bien Hoa, et se fixa à Ban Lan qui devint rapidement un centre actif de commerce. Au bout de huit ans, la colonie de Mytho essaya, mais sans succès, de se rendre indépendante du Seigneur de Cochinchine.

Ainsi, les relations de l'Indochine avec le Japon, après avoir été très actives, soit entre les mains des Japonais, soit entre celles des Hollandais devenus des intermédiaires entre le Japon et le reste du monde, finissent par tomber à néant au début du XVIII^e siècle, surtout à cause des difficultés apportées à ce commerce par l'avidité et les tracasseries des Seigneurs du Tonkin et de la Cochinchine et de leurs mandarins.

Pour que des relations régulières renaissent entre ces deux contrées, il faudra attendre, d'une part, que le Japon soit réouvert aux nations occidentales, d'autre part que l'Indochine soit guidée par la France dans la voie du progrès.

CHAPITRE II

LES RELATIONS DU JAPON AVEC LA FRANCE ET L'INDOCHINE DEPUIS SA RÉOUVERTURE AU COMMERCE JUSQU'A LA CONVENTION DU 9 AOÛT 1911.

I. Les relations de la France avec le Japon ne datent que de l'ouverture de ce dernier aux Puissances et du traité de 1858. — Conclusion du traité du 9 octobre 1858 et de la Convention de Yedo du 25 juin 1866. — Régime établi par ces accords.

II. Efforts du Japon pour obtenir, par la révision de ces traités, la suppression de l'exterritorialité et l'indépendance commerciale. — Etapes de cette révision : traité du 4 août 1896 et Convention du 19 août 1911.

III. Régime des relations de l'Indochine française avec le Japon avant 1911. — L'article 19 de la Convention du 19 août 1911.

I. — Lorsque, vers 1690, les navires français commencèrent à fréquenter la mer de Chine, le Japon était déjà fermé aux étrangers depuis plusieurs années, de telle sorte que la France ne fit aucun commerce avec ce pays tant que dura son isolement volontaire.

Il serait pourtant erroné de croire que, pendant plus de deux siècles, le Japon soit resté complètement privé de toute influence occidentale et sans relations avec le reste du monde. Mais il est certain que les Hollandais, qui avaient réussi à conserver un comptoir dans le misérable îlot de Deshima, furent pendant toute cette période les seuls Européens à entretenir des rapports avec l'Empire du Soleil Levant. Ce lien fragile avec l'Europe ne

fut jamais rompu, bien qu'à plusieurs reprises les Hollandais aient songé à abandonner leur établissement de Deshima.

D'autre part, il s'est trouvé que si, au début, l'importation des livres européens et leur étude furent interdites, dès le Shogun Yoshimune (1716-1745) cette interdiction fut levée et peu à peu certains livres furent traduits et un dictionnaire japonais-hollandais établi. Les sciences surtout et en particulier la médecine commencèrent à se répandre et, malgré la défense du Bakufu, la vaccine devint d'un usage fréquent. De plus, avant même que l'interdiction ait pris fin, les puissants clans du Sud-Ouest, tels que celui de Satzuma, avaient continué, par l'intermédiaire des Hollandais, à étudier les sciences occidentales.

Enfin, sous divers prétextes, des étrangers au service de la Hollande parvinrent à visiter et à étudier une grande partie du Japon. Les plus célèbres sont KAEMPFER (1651-1716), THUNBERG (1743-1828) et SIEBOLD. Ce dernier fut même pendant plusieurs années autorisé à faire aux étudiants japonais de Nagasaki des cours de sciences naturelles ; banni en 1830 pour avoir relevé certaines cartes du Japon, rectifiant de la sorte quelques erreurs des géographes européens, il revint dans ce pays quand il se fut réouvert au commerce international.

Jusqu'en 1858, environ cinq ans après l'arrivée de l'escadre de Perry, le commerce européen au Japon continua à se faire en pratique uniquement par Nagasaki.

Au début de l'année 1853, les Hollandais de Deshima avaient avisé le Shogun de la décision prise par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique d'obtenir, par

tous les moyens, l'ouverture de certains ports japonais, à leurs navires et à leur commerce, du danger qu'il y aurait à refuser. En effet, le 8 juillet 1853, le Commodore Perry entra, à la tête d'une escadre américaine, dans la baie de Yedo, sommait le Japon de s'ouvrir au commerce et se retirait après avoir annoncé qu'il viendrait l'année suivante chercher la réponse ; ce qu'il fit en effet. Le Gouvernement shogunal, hors d'état de résister, se laissa imposer le traité de Kanagawa, signé le 31 mars 1854 et ratifié le 21 février 1855. Par ce traité, le Japon ouvrait aux Etats-Unis les deux ports de Shimoda et de Hakodate avec le droit pour leurs nationaux d'y résider librement, exempts des restrictions subies par les Hollandais à Nagasaki. Il accordait aussi aux Etats-Unis le traitement de la nation la plus favorisée et le droit de nommer des consuls dans les deux ports à eux ouverts.

D'autres traités provisoires furent ensuite conclus par le Japon avec d'autres puissances ; mais la France n'y prit pas part.

Ce fut là le signal de la révolution qui couvait déjà depuis longtemps contre le gouvernement shogunal : d'une part, les nationalistes ne voulaient pas de l'établissement des étrangers dans l'Archipel, d'autre part, les légitimistes, qui voulaient rétablir le Mikado dans son ancienne autorité et tenaient les Shoguns pour des usurpateurs, refusaient au gouvernement shogunal le droit de traiter avec les Puissances. Puis les troubles qui s'étaient calmés reprirent avec une violence accrue lorsque les Puissances exigèrent, en 1858, le remplacement des traités provisoires par des traités définitifs. Cette fois, la France s'était jointe aux autres nations.

Le chef du Bakufu (Gouvernement shogunal), qui était alors Ii Naosuke, daymio de Hikone, n'ayant pu obtenir le consentement du Mikado à la signature desdits traités et craignant d'irriter l'opposition, eut recours au subterfuge suivant : il fit prendre au Shogun Iesada, pour signer les traités définitifs, le titre de « Tai Kun » qui n'a jamais été porté par aucun souverain de Chine ou du Japon, mais qui avait seulement servi à désigner la Reine Victoria dans ses relations avec la Chine. C'est donc au nom du prétendu Tai Kun que furent signés en 1858 les traités définitifs.

Celui avec la France fut signé le 9 octobre 1858 et les ratifications en furent échangées le 22 septembre 1859. Il fut signé parmi les derniers. A ce traité était annexé sept règlements commerciaux, le septième fixant les droits de douane.

Ce traité, analogue à ceux signés avec les autres grandes puissances (Etats-Unis, Angleterre et Russie), était rédigé en trois langues : japonais, français et hollandais, la version hollandaise devant faire foi en cas de difficulté d'interprétation.

Il autorisait la nomination réciproque par les deux parties contractantes d'un agent diplomatique dans la capitale et de consuls et agents consulaires dans les ports. Les villes et ports de Hakodate, Yokohama et Nagasaki étaient ouverts à dater du 15 août 1859 au commerce et aux sujets français, Niigata à partir du 1^{er} janvier 1860 et Hiogo à partir du 1^{er} janvier 1863¹. Il réglementait la libre circulation des sujets français

1. En réalité Hiogo ne fut ouvert au commerce que le 1^{er} janvier 1868 à la même date qu'Osaka, et Niigata fut ouvert en même temps que Yedo (Tokyo) le 1^{er} janvier 1869.

dans l'Empire Nippon et établissait en leur faveur l'exterritorialité, le privilège des juridictions consulaires : un Français ne pouvait en aucun cas être traduit devant les juridictions japonaises. Les questions monétaires et douanières y étaient aussi prévues. Enfin, la France bénéficiait de la clause de la nation la plus favorisée et la possibilité d'une révision du traité moyennant un an de préavis était prévue à dater du 15 août 1872.

Quant au septième règlement annexé au traité du 9 octobre 1858 et fixant les droits de douane, nous en reproduisons l'essentiel : « Les droits à payer au gouvernement japonais sur toutes les marchandises débarquées dans le pays le seront conformément aux tarifs suivants :

» *Première classe.* — Tous les articles contenus dans cette classe seront libres de droits : l'or et l'argent monnayés ou non, les vêtements de toute sorte en usage dans le moment, les ustensiles de ménage et les livres imprimés non destinés à être vendus mais étant la propriété de personnes voulant résider au Japon. — *Deuxième classe.* — Un droit de 5 % sera payé sur les articles suivants : tous les matériaux employés à la construction, au gréement, aux réparations ou à l'équipement des bâtiments, les appareils de toute espèce pour la pêche de la baleine, les provisions salées de toute sorte, le pain et ses analogues, les animaux vivants de toute espèce, le charbon, les bois de construction pour maisons, le riz, le millet, les machines à vapeur, le zinc, le plomb, l'étain, la soie écrue, les étoffes de coton et de laine. — *Troisième classe.* — Un droit de 35 % sera payé sur toutes les liqueurs enivrantes, soit qu'elles

aient été préparées par distillation, par fermentation ou de toute autre manière. — *Quatrième classe.* — Toutes les marchandises non comprises dans les classes précédentes paieront un droit de 20 %. Tous les articles de production japonaise qui seront exportés comme chargement paieront un droit de 5 %, à l'exception de l'or et de l'argent monnayé et du cuivre en barre. Le riz et le blé récoltés au Japon ne seront pas exportés comme chargement ; mais tous les sujets français résidant au Japon et les bâtiments français pour leurs équipages et pour leurs passagers pourront recevoir une provision suffisante de ces denrées. Les grains étrangers apportés dans l'un des ports ouverts du Japon par un bâtiment français pourront être exportés sans obstacle s'ils n'ont pas été en partie débarqués... »

On voit que l'ensemble des traités de 1858 imposait au Japon non seulement l'exterritorialité, mais un tarif douanier tout à l'avantage des Puissances qui, elles, conservaient toute leur liberté pour taxer les marchandises japonaises à l'importation dans leur pays. Aussi la conclusion de ces traités fut-elle la cause d'un soulèvement général qui eut pour résultat le retour du pouvoir effectif entre les mains du Mikado qui redevint le véritable souverain du Japon avec Tokio pour capitale. C'est dans cette ville que se rassemblèrent les révoltés pour préparer à la fois la guerre contre les étrangers et le renversement du gouvernement shogunal. Mais l'empereur Komei (1846-1867), après les avoir protégés, se rendit compte qu'il était follement dangereux de faire la guerre à toutes les Puissances réunies et, d'autre part, il fut effrayé par la violence des révolutionnaires. En conséquence, il se rapprocha du Shogun

Iemochi (1858-1866), encore mineur, et de son tuteur Hitotsubashi en septembre 1863. Furieux, les révoltés essayèrent de s'emparer du palais impérial, le 20 août 1864, mais furent repoussés, tandis qu'en septembre de la même année les flottes réunies de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis et des Pays-Bas bombardaient les batteries établies à Shimonoseki par le clan Choshu qui leur avait déclaré la guerre.

En novembre 1865, les quatre mêmes puissances envoyèrent leurs flottes à Osaka pour contraindre le Mikado à ratifier les traités de 1858 qui, on s'en souvient, avaient été signés au nom du prétendu Tai Kun, ce qui eut lieu le 25 juin 1866 par la convention de Yedo, conclue entre le Japon, d'une part, et la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et les Pays-Bas, d'autre part, et signée au nom du Japon par le shogun autorisé par le Mikado.

Cette convention réglait quelques détails laissés dans l'ombre par les traités de 1858 qui continuaient à s'appliquer et surtout elle remplaçait le tarif douanier imposé au Japon en 1858 par un autre encore plus avantageux pour les Puissances et plus désastreux pour le Japon. Comme dans le précédent tarif les articles d'importation étaient répartis en quatre classes : la première classe comprenait presque tous les objets manufacturés qui n'étaient soumis qu'à des droits spécifiques insignifiants, par exemple pour l'acier 0 \$ 60 par 60 kil. 453. La deuxième classe, dont les articles étaient exempts de tous droits, visait entre autres : les céréales, le riz, les haricots, les farines, le charbon, le goudron, les effets d'habillement à l'usage des étrangers, les livres, les métaux précieux, le plomb pour caisses à thé, le salpê-

tre, le sel, les animaux de boucherie ou de trait, les viandes salées, etc... La troisième classe, celle des articles prohibés, se composait d'un seul article : l'opium. Quant à la quatrième classe, elle englobait tous les autres articles ; ils ne payaient qu'un droit de 5 % *ad valorem* ; on y trouvait entre autres : les articles de Paris, les armes et munitions de guerre, les machines, la parfumerie, les tissus de soie, etc.

A l'exportation, le nouveau tarif imposé au Japon en 1866 se divisait aussi en quatre classes. La première classe, dont les articles payaient de légers droits spécifiques, comprenait le camphre, les graines de vers à soie, le chanvre et le coton. La seconde classe était celle des marchandises exemptes de tous droits : l'or et l'argent monnayés ou non, le cuivre non monnayé. La troisième était celle des articles dont l'importation était prohibée : farines et céréales, salpêtre. Enfin, les objets de la quatrième classe étaient frappés d'un droit de 5 % *ad valorem* et comprenaient tous les autres articles.

Evidemment, les puissances conservaient de leur côté le droit qu'elles enlevaient au Japon d'établir tous droits qui leur sembleraient bons.

C'était priver ce jeune Etat en pleine formation des fonds nécessaires à son équipement moderne que seules l'exportation de ses produits et des droits de douane raisonnables pouvaient lui permettre de se procurer. En 1877, le ministre des Affaires étrangères Terajima écrivait à ce sujet :

« Quand nous avons signé les traités, notre gouvernement et notre peuple n'avaient pas l'idée de ce qu'était le commerce extérieur et laissèrent les puissances étrangères tout arranger à leur guise, mais, après dix ans

d'expérience, nous savons aujourd'hui que les traités violent notre indépendance et de la manière la plus dure. De plus, comme notre gouvernement s'est donné pour tâche d'instruire et de faire progresser notre peuple, nos dépenses publiques augmentent chaque année et, comme les traités nous empêchent d'augmenter nos droits de douane, force nous est d'augmenter nos impôts. Si le poids s'en fait écrasant, notre politique de progrès et l'ouverture du pays aux étrangers deviendront également impopulaires et le mécontentement de la masse y deviendra un sérieux obstacle. C'est parce que nous redoutons ce danger par-dessus tout que nous demandons à recouvrer notre droit d'établir des tarifs de douane, comme aussi parce que c'est notre seul moyen de combler le déficit financier, de calmer l'opinion publique, de développer les relations avec les étrangers et le commerce international. »

II. — Au moment de la signature de la convention de Yedo, le Japon était en proie à de violentes convulsions : la révolte gagnait de proche en proche et les clans du Sud-Ouest s'étaient rendus indépendants. Puis le shogun mourut et son tuteur lui succéda le 6 janvier 1867 et prit le nom de Yoshinobu, et le 3 février de la même année, le Mikado Komei étant mort, son fils, âgé de quatorze ans, MUTSUHITO, monta sur le trône. Le 3 janvier 1868, les révolutionnaires unis aux clans du Sud-Ouest s'étant emparés du Palais impérial proclamèrent Mutsuhito majeur et lui firent abolir le shogunat. Un nouveau gouvernement fut formé par les Kuge, les Daymios du Sud-Ouest et les chefs révolutionnaires, tous hostiles au shogunat. Tout le Japon finit par se soumettre à l'empereur

à la fin de 1868. Alors une série de mesures transformèrent le Japon : les clans furent abolis, la terre donnée aux paysans le 15 février 1872 ; le Japon fut divisé en départements et la population répartie en trois classes : nobles, samouraï et bourgeois, ayant tous les mêmes droits civils et politiques ¹.

Cependant, dès que la restauration du pouvoir mikadonal fut accomplie, le Japon commença la lutte pour la révision des traités qui l'opprimaient.

Le cas du Japon n'était cependant pas un cas isolé ; en effet, les Etats civilisés ne traitent pas sur un pied d'égalité les Etats barbares ou demi-civilisés. Ce fut le cas des pays musulmans, de la Chine et des Etats de l'Indochine. Les clauses des traités conclus avec ces Etats par les Puissances européennes étaient toujours les mêmes que pour le Japon : juridiction consulaire, tarif douanier imposé, clause de la nation la plus favorisée jouant seulement au profit de la nation européenne.

Il n'en reste pas moins que pendant longtemps le Japon fut le plus durement traité de tous les pays capitulaires. Par exemple, en ce qui concerne la juridiction consulaire, les appels en étaient portés pour la France à Saïgon, pour l'Angleterre à Hong-Kong, pour l'Allemagne à Leipzig, de telle sorte qu'il était pratiquement interdit aux Japonais, soit de faire appel, soit de se défendre aux appels interjetés contre eux.

Aussi le Japon a-t-il orienté tous ses efforts vers la suppression de cet état de choses. Il y est parvenu en deux étapes, obtenant dans la première l'abolition des

1. L'influence de la France, qui avait montré des préférences pour le shogun, souffrit longtemps de la restauration mikadonale.

juridictions consulaires, dans la seconde l'égalité commerciale et douanière.

Au début, toutes les démarches tentées dans ce but échouèrent, bien que l'Europe cherchât à obtenir, en compensation de concessions possibles, l'ouverture de l'archipel entier au commerce international, ce qui aurait pu constituer une monnaie d'échange. C'est que les puissances n'avaient aucune confiance dans le Japon d'alors qui, jusqu'en 1885, resta soumis à un régime autocratique ayant trop de points communs avec l'ancienne cour si hostile aux étrangers. Tout ce que le Japon put obtenir durant cette période fut son admission, par l'acte diplomatique de Berlin du 3 mars 1877, dans l'Union postale universelle, créée par le traité de Berne du 9 octobre 1874, et le retrait des postes britannique (1879) et française (1880).

En 1885, l'empereur, voulant préparer l'établissement du régime constitutionnel parlementaire qu'il avait promis pour 1890, substitua au Conseil d'Etat dirigé par un Kuge un véritable Conseil des ministres, homogène, et dont le premier président fut le comte Ito de 1885 à 1888. Dès lors, les gouvernements étrangers prêtèrent une oreille beaucoup plus favorable aux demandes japonaises. Leur confiance s'accrut au fur et à mesure que l'organisation du Japon s'améliorait par d'heureuses réformes et que ce pays s'enrichissait.

Une conférence réunit à Tokio, le 1^{er} mai 1886, les représentants de douze puissances et, après un an de travail, mit sur pied, en avril 1887, un texte ¹ qui, modifiant

1. Voici le texte auquel la Conférence de Tokio s'était arrêtée : « l'exterritorialité ne sera pas supprimée tout d'un coup mais sera d'abord modifiée. Dans ce but, les étrangers qui se trouvent au Japon auront des statuts différents selon le lieu de leur résidence. Pendant les trois ans qui suivront la

peu à peu l'exterritorialité arrivait dans un délai de quinze ans (en 1901) à sa complète suppression et à l'ouverture du Japon tout entier au commerce international. Ce projet comportait aussi un nouveau tarif douanier qui fixait les droits d'entrée comme il suit : 5 % sur certains articles spécifiés, 7,5 % sur le coton et la laine, de 20 à 25 % sur les articles de luxe et 10 % sur tous les autres articles.

La partie concernant les droits de douanes aurait certainement été acceptée par tous ; mais l'opposition des Samuraï à l'idée d'ouvrir tout l'archipel au commerce étranger et de nommer dans leur propre pays des juges étrangers fit échouer tout le projet et ajourner *sine die* la conférence de Tokio. Cet échec entraîna aussi la démission du ministre des Affaires étrangères, le comte Inoue.

Dès lors, la tactique du Gouvernement japonais change : au lieu de réunir en conférence les représentants des douze puissances principales avec lesquelles le Japon voulait traiter, il chercha à négocier la révision

révision des traités les étrangers vivant dans les sept treaty ports resteront complètement exempts de la juridiction japonaise et conserveront la juridiction consulaire. Mais, même pendant ces trois années, les étrangers qui résideront ou posséderont dans l'intérieur seront soumis à la juridiction japonaise, excepté pour les offenses capitales qui seront jugées d'après la loi nationale de l'accusé. Dans les procès civils et criminels des étrangers résidant à l'intérieur, des jurisconsultes étrangers rempliront les fonctions de jurés, mais les jurés seront à la solde du Gouvernement japonais et ne représenteront pas leur propre pays. Pendant douze années à dater de 1891 cette année y comprise, l'arrangement sera le suivant : On ne fera plus de distinction entre les étrangers vivant dans les treaty ports et ceux qui se trouvent à l'intérieur ; en toute matière civile et criminelle la loi japonaise sera appliquée par des cours mixtes de juges japonais et de jurés étrangers représentant leurs propres gouvernements. A l'expiration de cette période de douze ans, la juridiction du gouvernement japonais s'étendra sans aucune restriction à tous les étrangers. »

(Le terme de juré employé dans ce texte devait être remplacé par celui de juge dans le texte définitif) ; Stead, *Japan by the Japanese*, p. 208.

des traités avec chacune séparément et dans leurs capitales respectives.

De nouveau, l'accord sembla près de se faire en 1889 et des traités avaient déjà été signés avec l'Allemagne, les Etats-Unis et la Russie, lorsqu'une indiscretion commises par le *Times* de Londres provoqua au Japon une telle agitation que tout fut remis en question et l'application même des traités déjà conclus renvoyée à une date très ultérieure et indéterminée. Le Ministère Kuroda fut obligé de démissionner le 25 octobre 1889 et, au sortir d'une réunion des « genrô » et des ministres, l'un d'eux, le comte Okuma, ministre des Affaires étrangères, fut victime d'un attentat nationaliste où il perdit une jambe.

De plus, le Japon était alors complètement absorbé par la promulgation de la Constitution qui avait eu lieu le 11 février 1889 et la préparation des premières élections, devant avoir lieu en juillet 1890, à la Chambre des représentants, qui se réunit par la suite le 20 octobre 1890.

La question de la révision qui semblait enterrée pour longtemps reprit alors une nouvelle vigueur et ses bases furent changées par suite de la nouvelle attitude de l'Angleterre. En effet, le Gouvernement anglais, qui s'était montré jusqu'ici le plus intransigeant, manifesta un grand désir d'aboutir. C'est que le marquis de Salisbury, qui était alors à la fois « Premier » et ministre des Affaires étrangères, comprit toute l'importance que le Japon était appelé à prendre dans la politique d'Extrême-Orient et voulut s'assurer son appui contre les ambitions des Etats-Unis, de l'Allemagne et de la Russie.

Aussi, lorsque le vicomte Aoki, alors ministre des Affaires étrangères, lui demanda le 28 avril 1890 la suppression pure et simple de la nomination des juges étran-

gers, de tout délai pour la promulgation des nouveaux codes et du droit pour les Européens d'acquérir la propriété foncière, lord Salisbury, loin de rompre les négociations, répondit en proposant l'adoption d'un protocole soumettant la suppression des juridictions consulaires au Japon à l'application satisfaisante pendant douze mois des nouveaux codes en préparation et faisant coïncider avec la date de la suppression celle de l'entière ouverture du Japon au commerce international. Le vicomte Aoki, tout en demandant des modifications de détails, trouvait les bases du projet satisfaisantes.

Une fois la Constitution appliquée, les retards apportés à la révision des traités vinrent du côté japonais. La Chambre basse était en effet composée en majorité de nationalistes et de conservateurs. Au sujet des codes nouveaux et de la révision des traités, les gouvernements successifs furent constamment en conflit avec la Chambre des représentants qui fut dissoute à plusieurs reprises.

C'est ainsi que les négociations conduites à Londres par le vicomte Aoki pour le Japon et M. Bertie pour la Grande-Bretagne aboutirent à la signature du traité du 16 juillet 1894 entre ces deux pays, cependant que la nouvelle Chambre japonaise réunie le 12 mai 1894 avait dû être dissoute le 2 juin.

Les autres puissances suivirent l'exemple de l'Angleterre, et la France, en particulier, signait à Paris, le 4 août 1896¹, avec le Japon un traité similaire, ratifié le 16 mars 1898 pour prendre effet à partir du 4 août 1899. Ce traité, ainsi que ceux conclus avec les autres

1. Les plénipotentiaires étaient MM. Hanotaux et Sone.

Puissances, était fait pour une durée de douze ans; il pouvait à partir de la onzième année être dénoncé avec un préavis d'un an. Le Japon était donc lié pour jusqu'à l'année 1911.

Les traités de 1894-1898 et les lois japonaises promulguées aussitôt après faisaient aux étrangers, dans l'Empire japonais, la situation suivante :

Ils jouissent comme les Japonais de la liberté religieuse et civile, du respect de la propriété privée, de l'inviolabilité et du libre choix du domicile, des garanties judiciaires de la liberté individuelle, etc. S'ils sont soumis aux impôts comme les Japonais, ils échappent aux contributions militaires et emprunts forcés, ainsi qu'au service militaire. Ils peuvent acquérir et transmettre par succession, testament ou donation, ainsi qu'exercer la profession de leur choix, à l'exception de l'agriculture. Si les étrangers ont le droit de navigation dans tous les ports, le cabotage est réservé aux nationaux.

Les étrangers ont au Japon le droit de louer la terre même à bail emphytéotique, d'en acquérir la superficie et aussi de prendre des hypothèques. Ils ne peuvent cependant pas en acquérir la pleine propriété au sens actuel du mot. Au Japon, la durée de l'emphytéose est de vingt à cinquante ans, mais, étant donné que c'est là un droit réservé aux agriculteurs et que cette profession est interdite aux étrangers, c'est là une concession sans utilité pour eux.

Les traités de 1894-1898 comportent tous la clause de la nation la plus favorisée au profit des deux parties contractantes.

Ainsi, le Japon était désormais ouvert tout entier au commerce et au séjour des étrangers et les juridictions

consulaires entièrement supprimées, les juridictions japonaises étant chargées d'appliquer la loi à tous.

Par contre, au point de vue douanier, les traités nouveaux étaient moins avantageux pour le Japon. Il avait dû supprimer tous droits à l'exportation ; et si, en ce qui concerne l'importation, le Japon put avoir un tarif général, c'était là un droit tout théorique, car, pour les principaux articles du trafic, un tarif spécial avait été annexé aux traités signés par la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, et l'application de ces tarifs spéciaux plus réduits s'étendait par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée à vingt autres nations.

Le premier tarif général japonais fut promulgué en 1897. Il entra en vigueur en janvier 1899 et le resta jusqu'au 30 septembre 1906 ; les droits y variaient de 5 % pour les produits bruts et matières premières à 20 % pour les objets manufacturés pour s'élever à 40 % pour les objets de luxe, le tabac et l'alcool.

Le second tarif, promulgué le 31 mars 1906 et appliqué à partir du 1^{er} octobre 1906, avait surtout pour but l'établissement d'une classification plus claire et plus précise des articles tout en élevant dans une faible mesure les droits perçus.

Cependant, en ce qui concerne les vingt nations ayant obtenu la clause de la nation la plus favorisée et entre autres la France, les articles les plus importants payaient des droits très inférieurs à ceux prévus au tarif général. Le tarif spécial annexé au traité français comportait les droits suivants : 5 % sur les aciers et les machines à imprimer, 7,5 % sur les fers, 8 % sur les filés de laine, 8,5 % sur les mousselines de laine écruës ou blanches et 10 % sur la teinture d'aniline, le rouge Andrinople et les

tissus de coton en couleurs, l'extrait de bois de campêche, les satins de soie ou de soie et coton, les mousselines de laine teintes ou imprimées, les autres tissus de laine pure ou mélangée, les draps de pure laine, les savons communs, les chandelles et bougies, les vins, les instruments de dessin, la bijouterie d'imitation, les lorgnettes et la parfumerie.

On voit que la liberté du Japon en matière commerciale et douanière était encore très limitée. Aussi, lorsque la période de douze années pour laquelle étaient conclus les traités de 1894-1898 fut près d'expirer, un nouveau tarif général fut voté au Japon qui, promulgué le 15 avril 1910, devait entrer en vigueur le 17 juillet 1911. Ce tarif était applicable à tous les pays n'ayant pas de traités avec le Japon, et, pour ceux ayant un traité, il devait s'appliquer à tous les articles ne figurant pas dans un tarif conventionnel. Il comprenait surtout des droits spécifiques : Les matières brutes étaient exemptes de droits, les produits semi-manufacturés payaient des droits très légers, les produits manufacturés étaient taxés de 15 à 40 % et les articles de luxe de 50 % environ.

Le but de ce tarif était surtout d'amener les Puissances, par la crainte des droits élevés qu'il établissait, à consentir d'importantes concessions en échange d'un abaissement du tarif pour les objets les intéressant particulièrement. Les concessions espérées furent d'ailleurs effectivement accordées au Japon dans les nouveaux traités signés en 1911. Les négociations avec la France furent les plus longues et la convention de commerce et de navigation du 19 août 1911 qui en fut le résultat est une des dernières en date. Du 3 août 1911, date d'expiration du traité du 4 août 1896, au 24 février 1912, date

d'entrée en vigueur du nouveau traité, il fallut recourir à une convention provisoire.

Les traités de 1911 diffèrent peu de ceux de 1894-1898; tout leur intérêt réside dans leurs clauses douanières. Au traité français en particulier était annexé un protocole en quatre articles et deux tableaux de tarifs préférentiels¹. Ces tableaux indiquent les droits, très inférieurs à ceux du tarif général japonais de 1911, perçus à l'importation sur les principaux produits français (tableau A), et aussi les droits frappant à leur entrée en France certains produits japonais (tableau B). Tous les traités de 1911 comportent des tableaux similaires.

C'était pour le Japon un immense succès, car, s'il aliénait de nouveau une partie de sa liberté commerciale en concédant aux Puissances des tarifs préférentiels, il ne le faisait plus comme auparavant, contraint et forcé, mais librement et en échange de concessions semblables de la part des Puissances pour les principaux produits de son industrie naissante. On peut affirmer sans crainte d'erreur que les traités de 1911 sont la source de l'essor rapide qu'a pris le commerce japonais d'exportation.

La convention du 19 août 1911 accordait aux deux parties contractantes le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée². De plus, l'article 19 prévoyait la possi-

1. On trouvera reproduit au *Journal Officiel* du 29 février 1912, avec le décret du 28 février 1912 qui la promulgue, le texte intégral de la convention franco-japonaise du 19 août 1911, y compris le protocole et les deux tableaux.

2. L'article 5 traitant de cette clause en ce qui concerne les droits de douane est ainsi conçu : « Les droits de douane perçus à l'entrée en France et au Japon sur les produits de l'autre pays ne pourront être autres ou plus élevés que ceux imposés aux produits similaires originaires du pays le plus favorisé.

« Les droits perçus à la sortie de France et du Japon sur les produits destinés à l'autre pays ne pourront également être autres ou plus élevés que ceux imposés aux mêmes produits destinés au pays le plus favorisé. »

bilité d'étendre, par une déclaration concertée des deux nations signataires, l'application de la convention aux colonies françaises. On ne saurait trop insister sur l'importance de cet article 19 pour notre sujet, car c'est lui qui a servi de base aux premières demandes du Japon tendant à étendre à l'Indochine française l'application de la convention de 1911¹.

L'Indochine française a en effet toujours été un peu volontairement tenue à l'écart du commerce japonais, et depuis longtemps le Japon a demandé à y bénéficier d'un régime plus libéral ; il prit pour base de ses revendications, tout au moins dans les premières années qui suivirent 1911, l'article 19 en question.

III. — Au moment où furent signés aussi bien le traité du 4 août 1896 que la convention du 19 août 1911, l'Indochine était sous l'empire de la loi douanière du 11 janvier 1892 rangée parmi les colonies dites assimilées. Par suite, le tarif qui était appliqué aux marchandises venant de l'étranger, par conséquent aux marchandises japonaises, était le tarif général métropolitain, sauf quelques dérogations accordées, après une demande de la colonie, par un décret en Conseil d'Etat, après accord entre les ministres compétents.

Du fait de ce régime, on aurait pu croire que, l'Indochine étant une colonie soumise à l'assimilation douanière, les concessions de tarifs préférentiels faites au Japon par la France dans les traités de 1896 et de 1911

1. « Art. 19. — Les dispositions de la présente convention sont applicables à l'Algérie. Elles pourront être ultérieurement étendues en tout ou partie aux Colonies, possessions françaises ou pays de protectorat par une déclaration concertée entre les deux gouvernements.

» Il est entendu en outre, que la présente convention est applicable à toutes les colonies et possessions du Japon. »

devraient s'appliquer automatiquement à cette colonie. Il n'en fut rien cependant, car il est un principe constant en doctrine française, c'est que les traités commerciaux passés par la métropole ne peuvent être appliqués aux colonies qu'à la suite d'une déclaration expresse du gouvernement.

L'Indochine se trouvant à moins d'une semaine de mer du Japon alors qu'un mois la sépare de la France, il était difficile d'accorder au Japon, dans nos possessions d'Extrême-Orient, les mêmes avantages qui lui étaient donnés pour la France métropolitaine, surtout en ce qui concerne les droits de douanes.

Aussi le traité du 4 août 1896 ne fut-il jamais déclaré applicable à l'Indochine. Cependant, le 10 juin 1907, le Japon et la France signaient à Paris la déclaration suivante : « Les deux gouvernements de la France et du Japon se réservant d'engager des pourparlers en vue de la conclusion d'une convention de commerce en ce qui concerne les relations entre le Japon et l'Indochine française conviennent ce qui suit :

» Le traitement de la nation la plus favorisée sera accordé aux fonctionnaires et sujets du Japon dans l'Indochine française pour tout ce qui concerne leurs personnes et la protection de leurs biens et ce même traitement sera appliqué aux sujets et protégés de l'Indochine française dans l'Empire du Japon et cela jusqu'à l'expiration du traité de commerce et de navigation signé entre la France et le Japon le 4 août 1896. »

On le voit, la question douanière était entièrement laissée de côté, le tarif général indochinois continuant à s'appliquer aux produits japonais.

On commençait à craindre le Japon qui, par ses vic-

toires sur la Chine d'abord, puis sur la Russie, avait affirmé sa supériorité militaire sur une puissance que l'on considérait alors un peu comme le champion de l'Occident en Extrême-Orient.

En 1906, le lieutenant-colonel Peroz¹ dénonçait toutes les lacunes de notre organisation militaire en Indochine et il voyait ce pays à la merci du Japon qui pourrait s'en emparer à son heure. Mais on comprenait aussi que le danger japonais en Indochine n'était pas purement militaire comme le croyait cet auteur, et que sur le terrain économique, le Japon commençait à pouvoir nous faire une concurrence redoutable que sa proximité de notre colonie lui rendrait plus aisée encore.

Aussi, le 19 août 1911, en même temps que la convention de commerce et de navigation, la France et le Japon signaient à Paris une déclaration dont voici le texte :

« Il est convenu entre les gouvernements de France et du Japon ce qui suit :

» En attendant que l'Indochine française soit comprise dans l'application de la convention de commerce et de navigation signée en date de ce jour, les dispositions de la déclaration du 10 juin continueront à être en vigueur. »

Tandis que des conventions de février et d'octobre 1912 étendaient l'application de la convention du 19 août 1911 à nos autres colonies, l'Indochine était systématiquement tenue à l'écart et le tarif minimum n'y était pas accordé aux produits japonais.

Il était cependant indispensable de trouver un *modus vivendi* qui, tout en sauvegardant les intérêts de la métropole en Indochine et en ne livrant pas sans défense à la

1. Peroz (Lt Colonel), *France et Japon en Indochine*, Paris, 1906.

concurrence japonaise les industries naissantes de cette colonie, donnât quelques satisfactions au Japon. Plus de vingt années furent nécessaires pour y parvenir.

CHAPITRE III

PREMIERES TENTATIVES FAITES PAR LE JAPON POUR OBTENIR L'APPLICATION A L'INDOCHINE FRANCAISE DE LA CONVENTION DU 19 AOUT 1911.

I. Position du problème en 1911-1912. — Opinion publique française aveuglément favorable au Japon pendant la guerre de 1914-1918. — Premières interventions du Comité de l'Indochine.

II. Echec d'une tentative détournée de reprise de la question faite par le Japon à l'occasion de la Conférence Internationale de Washington.

I. — Lorsque la convention de commerce et de navigation de 1911 fut conclue entre le Japon et la France, l'Indochine française était soumise au régime douanier de l'assimilation en vertu de la loi du 11 janvier 1892. La loi du 29 mars 1910 et le décret du 30 juin 1911 avaient bien apporté quelques adoucissements à l'assimilation, mais avaient en même temps élevé l'ensemble des droits protecteurs. C'était donc les tarifs métropolitains qui s'appliquaient en Indochine aux produits étrangers, japonais entre autres, sauf quelques dérogations accordées sur demande à la colonie par décrets rendus en Conseil d'Etat. A première vue, il semble qu'il aurait été normal, comme des conventions de 1911 et 1912 le faisaient pour nos autres possessions, d'étendre à l'Indochine, en usant de la faculté contenue dans l'article 19, l'application de la convention du 19 août 1911. Le résul-

tat aurait été l'octroi au Japon du tarif minimum dans notre colonie d'Extrême-Orient comme nous l'avons fait dans le reste de notre Empire. Cependant, l'Indochine fut tenue — volontairement ¹ — en dehors de ces accords et cette exception était parfaitement justifiée.

D'une part, à cette époque, des tendances diverses s'opposaient dans l'opinion et au Parlement au sujet du régime douanier à appliquer à cette colonie, les partisans de l'autonomie et ceux de l'assimilation s'affrontaient et il eût été inopportun de conclure des accords qui auraient risqué, dans un bref délai, de ne plus se trouver en harmonie avec la législation. D'autre part, les conséquences économiques attachées à l'octroi du tarif minimum au Japon pour ses importations en Indochine étaient d'une gravité exceptionnelle.

En effet, si déjà en 1911 nous vendions à l'Indochine pour près de *cent millions* de marchandises, il était néanmoins certain que, sans les droits protecteurs du tarif général, les produits japonais auraient fait à nos importations une concurrence telle que le marché indochinois eût été perdu pour nous. Plus encore, peut-être, que plus tard où le taux des salaires s'y était élevé considérablement, le Japon était pour nous un adversaire redoutable sur le terrain économique, grâce à une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse et à la grande différence des frets.

Invitée par le gouvernement général à délibérer sur cette question, la Chambre de commerce de Saïgon ², après une étude très approfondie, se déclara, dans sa

1. Déclaration faite à la Chambre des Députés le 27 novembre 1911.

2. Chambre de Commerce de Saïgon, Procès-verbal de la 490^e séance du lundi 28 octobre 1912 (Archives du Comité de l'Indochine).

séance du 28 octobre 1912, unanime à repousser l'application à l'Indochine de la convention de 1911. Elle mettait en évidence les conséquences fâcheuses qu'aurait pour certaines de nos industries, telles que les filatures de Rouen et des Vosges, l'octroi au Japon du tarif minimum. Cette concession eût semblé établir l'égalité entre le Japon et les autres pays, mais en réalité c'eût été lui accorder le bénéfice d'un régime préférentiel, de faveur. En effet, alors que la moyenne du fret France-Saïgon était d'environ 60 francs la tonne, celle du fret Japon-Saïgon ne dépassait pas 15 francs la tonne. Sous prétexte d'égalité, le Japon se serait vu de la sorte accorder un avantage tout gratuit et d'autant plus injustifié qu'il n'aurait pas eu de contre-partie sérieuse.

L'obtention même de quelques facilités pour l'entrée au Japon des riz indochinois, le principal article d'exportation de notre colonie, ne pouvait justifier de tels sacrifices de notre part : Dans les bonnes années, le Japon n'importe presque pas de riz ; par suite, même si aucun droit n'était perçu sur ce produit à l'entrée de ce pays, les Japonais n'achèteraient pas le riz indochinois dont ils n'auraient aucun besoin ; quand la récolte de riz du Nippon est déficitaire, le besoin d'assurer malgré tout le ravitaillement de la population oblige le Japon à abaisser lui-même les droits de douane sur le riz. C'est ainsi qu'en 1912 le droit sur les riz indochinois a été abaissé successivement de un yen à 64 sens, puis à 40 sens par 100 kins.

Les exportations vers le Japon des riz indochinois, qui, pour la période de 1903-1910, n'étaient que de 7.33 % de

l'exportation totale de ce produit par notre colonie, avaient plutôt tendance à diminuer encore ¹.

Peu après la séance de la Chambre de commerce de Saïgon, le chef du service des Affaires économiques du Gouvernement général déposait le rapport que lui avait demandé le Gouverneur général sur le même sujet ². M. Brenier arrive à des conclusions à peu près semblables à celles de la Chambre de commerce de Saïgon. Après avoir fait remarquer d'une part que les importations de produits indochinois au Japon ne dépassent guère 1 % du commerce spécial de cette colonie, et d'autre part que, malgré le développement récent en 1911 de l'industrie japonaise, le Japon, pays maritime, a un commerce extérieur (deux milliards et demi de francs) inférieur à celui de la petite Suisse continentale (plus de trois milliards en 1911) ; l'auteur indique qu'il importe de savoir si certaines industries japonaises ne sont pas susceptibles d'un accroissement important à l'abri du nouveau tarif japonais et dans quelle mesure l'application du tarif minimum en Indochine pourrait jouer à leur profit sur le marché de cette colonie.

Puis, transportant la question sur le terrain très à l'ordre du jour à cette époque de l'autonomie douanière ou

1. En 1910 l'Indochine a exporté 1.108.561 tonnes de riz qui se répartissent de la façon suivante entre les destinations diversées :

Japon : 27.073; France et Colonies : 263.369; Europe et pays au delà de Port-Saïd : 189.583; Indes Néerlandaises : 181.284; Philippines : 134.592; Chine : 310.349. On voit quelle quantité infime de riz le Japon a acheté cette année-là à l'Indochine; cela représente environ 2,6 % de l'exportation totale

2. Rapport sur l'application aux marchandises japonaises en Indochine du tarif minimum des douanes fait par M. Brenier, Chef du Service des Affaires Economiques au Gouvernement Général, le 19 décembre 1912 à Hanoi (Archives du Comité de l'Indochine).

On ne saurait trop signaler l'importance de ce rapport qui devait par la suite servir de base à tous les travaux concernant cette question.

tout au moins d'une politique douanière spéciale de l'Indochine par l'élargissement des « tarifs spéciaux » accordés par décrets. « Il est inadmissible, écrit-il, *à priori*, que le même régime exactement convienne à la métropole et à une colonie qui en est distante de plus de 7.000 milles marins (plus de 12.000 kilomètres) alors qu'en outre cette colonie dispose de richesses naturelles susceptibles de développement et d'industrialisation et qu'elle possède dans une des ses parties, le Tonkin, le charbon et une main-d'œuvre abondante et intelligente, élément de prospérité industrielle dont on ne saurait exagérer la portée. »

De plus, le Japon favorisait déjà d'une façon active ses industries et son commerce d'exportation, non seulement par son nouveau tarif, mais aussi par les importantes subventions qu'il accordait à ses compagnies de navigation. A titre d'exemple, les subventions de l'Etat permettaient au début de 1911 à la « Nipon Yusen Kaisha » de consentir aux filateurs de coton japonais une ristourne de 8 roupies sur un fret officiel de 17 roupies.

Comme le faisait judicieusement remarquer M. Brenier, « il ne s'agit pas du tout de ne rien acheter au Japon ; il s'agit de ne pas lui accorder le tarif douanier le plus avantageux alors qu'il s'est refusé à nous faire la moindre concession pour nos riz, par exemple. On remarquera que, ce faisant, le Japon n'a pas seulement eu pour but de donner satisfaction aux grands propriétaires et à la masse agricole, mais aussi des préoccupations coloniales, favoriser les riz de Corée et de Formose. C'est du même principe qu'il s'agirait de s'inspirer ».

D'ailleurs, économiquement, l'Indochine ne court aucun risque en n'accordant pas le tarif minimum aux

produits japonais, car le « Japon nous achète et continuera à nous acheter surtout *deux matières premières dont il a besoin : le riz et le coton*. Il ne boudera pas contre son propre ventre jusqu'à ce que ses colonies puissent lui donner le surplus dont il a besoin, et contre l'aliment de son industrie la plus importante comme *tissage*, celle du coton ».

« Il peut avoir besoin aussi de nos coprahs, de nos arachides, de notre caoutchouc, etc., etc., bref de nos *matières premières tropicales*, encore une fois, qu'il nous prendra même si nous ne changeons rien aux droits actuellement perçus sur ses produits fabriqués. »

En somme, les conclusions de ce rapport étaient :

1^o La nécessité de faire triompher le principe du régime douanier spécial à l'Indochine.

2^o De créer, et cela dans l'intérêt même, bien compris, de la métropole, une industrie coloniale complémentaire destinée à approvisionner les marchés trop éloignés de la France.

Et pour atteindre ces deux buts principaux, il était inopportun d'accorder en bloc le tarif minimum au Japon, sans faire un choix des produits pour lesquels cette faveur pouvait être accordée sans danger.

On le voit, les avis émanant aussi bien du Gouvernement général de l'Indochine que des milieux industriels et commerciaux de la colonie étaient unanimes pour repousser le projet d'application *en bloc* à l'Indochine de la convention de 1911. Aussi, il ne fut donné aucune suite à ce projet ¹.

1. Certaines personnes signalaient même; mais nous reproduisons cette opinion sous toutes réserves, qu'il n'y avait aucun intérêt à accroître les échanges commerciaux avec le Japon, car l'injustice des tribunaux japonais vis-à-vis des firmes étrangères était telle que chaque année les étran-

Il n'en fut plus question jusqu'à la guerre. Mais à ce moment, de façon à assurer le ravitaillement de la population européenne de l'Indochine, malgré la chasse active que les croiseurs allemands faisaient aux navires de commerce, le Gouvernement général, après avoir consulté les Chambres de commerce et sur leur avis favorable, prit un arrêté édictant, *pour la durée des hostilités*, un régime de faveur pour certaines denrées alimentaires de provenance étrangère, y compris naturellement celles d'origine japonaise.

Le Gouvernement japonais, qui n'avait pas perdu l'espoir de voir étendre à l'Indochine le traitement favorable dont les produits japonais jouissaient dans nos autres possessions en vertu de la convention du 19 août 1911 et des conventions postérieures spéciales, demanda l'application de ladite convention à l'Indochine. Il choisissait d'ailleurs particulièrement bien le moment pour formuler une pareille demande : l'opinion publique française attachait une importance très grande à l'entrée en guerre du Japon à nos côtés et aurait vu d'un œil favorablement indifférent qu'en reconnaissance des concessions lui fussent faites en Indochine, concessions dont elle ignorait absolument la valeur.

La Chambre de commerce de Saïgon, sans attendre qu'une menace précise se soit manifestée, protestait dans sa séance du 26 février 1915 et par une lettre du 27 février 1915 de son président au Gouverneur de Cochinchine, contre toute extension éventuelle de l'arrêté du gouverneur général et demandait que la

gers perdaient des sommes considérables plutôt que d'en poursuivre le recouvrement devant les tribunaux qui donnaient invariablement raison aux Japonais.

durée de ces mesures soit strictement limitée à celle de la guerre.

L'agence Fournier, dans son bulletin du 6 mai 1915, publiait que « des accords *seraient* intervenus ou sur le point d'intervenir entre les Gouvernements français et japonais, aux termes desquels le Japon obtiendrait, entre autres avantages, le bénéfice du tarif minimum des douanes pour ses exportations en Indochine ».

Les négociations auxquelles faisait ainsi allusion le bulletin de l'agence Fournier n'ont laissé aucune trace officielle, et c'est pourtant sur ce précédent vrai ou supposé que le Gouvernement japonais s'est appuyé toutes les fois qu'il s'est agi de reprendre les conversations au sujet de l'extension à l'Indochine de la convention de 1911.

En 1915, la situation était la même que celle de 1912 décrite plus haute, et l'appui que le Japon apportait aux alliés dans leur lutte contre les empires centraux ne justifiait pas un abandon de notre attitude première sur cette question. Aussi, le Comité de l'Indochine¹, prenant en mains les intérêts franco-indochinois, entreprit une campagne destinée à éclairer à la fois le Parlement et les industriels et commerçants de France et d'Indochine.

1. Le Comité de l'Indochine — qui ne fait et ne veut faire aucune politique —, mais qui, sur le plan économique, occupe une situation importante du fait même des capitaux français et indochinois qu'il représente — le Comité de l'Indochine a rempli, dans toutes les conférences et conversations qui ont précédé le traité — un rôle aussi considérable que discret. Grâce à la documentation exceptionnelle qu'il possède et que, depuis vingt-cinq années, il a réunie sur toutes les affaires et possibilités de l'Indochine il a pu seconder puissamment, auprès des pouvoirs publics, les efforts faits dans la colonie par les corps élus et les Chambres de Commerce et d'Agriculture. Et, par les précisions qu'il a données, avec une claire ténacité, aux départements intéressés, on peut dire qu'il a obtenu le maximum de ce que pouvaient espérer les industriels et négociants locaux qu'il représente dans la métropole. Une grande quantité des chiffres et des faits, que le présent travail affirme, ont été puisés dans ses archives.

Les nécessités de la guerre nous ayant obligés à entr'ouvrir au Japon les portes de l'Indochine pour les produits alimentaires, il s'agissait de ne pas se laisser entraîner à étendre ces concessions et à les consolider au delà de la durée des hostilités. C'est pourquoi, le 10 mai 1915, le Comité de l'Indochine adressa aux Chambres de commerce de France et d'Indochine, à toutes les grandes associations syndicales et aussi à toutes personnes en relations d'affaires avec notre colonie d'Extrême-Orient, une lettre-circulaire ¹ demandant à tous leur col-

1. Nous reproduisons le texte de cette lettre dont l'influence fut de première importance :

« Monsieur,

« Notre Comité vient d'apprendre d'une façon indirecte, mais certaine, que des accords sont intervenus ou sur le point d'intervenir entre les Gouvernements japonais et français dont une clause serait l'octroi au Japon du tarif minimum sur les marchandises japonaises à leur entrée en Indochine.

» Vous n'ignorez certainement pas que le Japon, de par sa situation géographique, grâce à sa main-d'œuvre très bon marché, à l'appui incessant de son gouvernement, aux ristournes de fret très importantes de ses Compagnies de Navigation, aux primes d'exportation données à ses industriels, véritables copies des cartels allemands, pourra, lorsqu'il n'aura plus qu'à payer le tarif minimum, être un concurrent invincible des produits métropolitains; qu'en outre, les maisons japonaises installeront très vite en Indochine, et même en France, des succursales dont le développement obligera les maisons françaises à disparaître, tout au moins en Indochine, par suite de l'impossibilité dans laquelle elles se trouveraient de soutenir longtemps une pareille concurrence. Pareille éventualité fermerait pour la France un marché de 110 millions de marchandises diverses qui sont actuellement vendues en Indochine.

» Vraiment les sacrifices de milliards que la France a consentis pour l'Indochine ne doivent pas aboutir à la main mise économique du Japon sur la plus belle de nos colonies.

» Notre Comité, dont vous connaissez sans doute l'existence qui date déjà de treize ans, et qui n'a cessé de rendre des services incontestables à l'Indochine, en défendant, sur tous les points, les intérêts de la France et de ses commerçants, industriels et colons, s'est ému de la situation que nous venons de vous exposer. Renouelant une initiative qu'il avait déjà prise en 1903, au sujet du tarif des douanes, colonial et métropolitain, il a ouvert une enquête sur les mesures à prendre en vue de maintenir le statu quo actuel, en l'améliorant autant que possible dans le sens des intérêts dont il a la garde.

» C'est avec confiance qu'il s'adresse aujourd'hui à votre esprit de solidarité pour vous demander votre collaboration, à cette enquête et, d'une manière générale, à l'action qui doit s'en suivre.

» Si vous voulez arrêter à temps la menace japonaise en Indochine, il convient que d'ores et déjà, sans plus attendre :

laboration pour éclairer les pouvoirs publics sur la gravité de la situation. A la suite de cet appel, les protestations affluèrent de tous côtés dans les Ministères des Affaires étrangères et du Commerce¹ en même temps

» 1° Vous écriviez directement au Ministre du Commerce et au Ministre des Affaires étrangères, pour leur faire connaître comment vous seriez lésé par l'application en Indochine du tarif minimum, octroyé aux marchandises japonaises, et comment vous avez le devoir de protester contre tous actes consentant ce tarif minimum, sans que vous-même, les Chambres de Commerce françaises et d'une manière générale tous les corps constitués habilités aient été préalablement consultés.

» 2° Que vous nous adressiez copie de vos lettres à ces ministres, afin que de notre part nous veillions à ce qu'elles ne se perdent pas dans les dossiers.

» Nous formerons ainsi dans ces Ministères l'action revendicatrice du commerce, de l'industrie et de l'agriculture indochinois et français et nous préparerons d'autre part les événements d'intervention directe de notre Comité auprès des pouvoirs publics, afin de soutenir vos propres démarches et d'aboutir à un résultat dans le délai le plus prochain, car, nous ne saurions trop le répéter, la question est urgente.

» Sous l'impulsion unique des intérêts généraux de ce pays, dans la crise redoutable que nous traversons le Gouvernement pourrait peut-être ne pas se rendre un compte exact du mal irréparable que causeraient à la France des concessions économiques faites au Japon, sans contrepartie politique du reste, il faut bien le reconnaître, le Japon n'étant pas à même d'en donner.

» Nous avons la conviction de réussir à enrayer ce courant d'abandon, mais votre concours personnel nous semble indispensable, et ce que nous vous demandons servira non pas moins vos intérêts particuliers que les intérêts généraux. Nous sommes certains que vous ne nous le refuserez pas.

» Veuillez agréer, Monsieur, les assurances de nos sentiments les plus distingués et dévoués.

» Le Président : LARUE. »

(Archives du Comité de l'Indochine).

1. Nous croyons utile pour que le lecteur se rende compte du sérieux des réponses reçues par le Comité et des lettres de revendications adressées aux Ministères de donner ici quelques extraits de l'une d'elles :

« Paris, le 18 mai 1915

« Le Président du Conseil d'Administration de la Compagnie industrielle des Procédés Raoul Pictet, 28, rue de Grammont, Paris.

« A Monsieur le Ministre du Commerce. Paris.

» Monsieur le Ministre,

» Nous apprenons avec une vive émotion que des accords seraient intervenus entre les Gouvernements Français et Japonais dont une des clauses serait l'octroi au Japon du tarif minimum sur les marchandises japonaises à leur entrée en Indochine.

» Vous comprendrez, Monsieur le Ministre, que des Industriels qui, depuis 30 ans, travaillent avec l'Indochine, qui ont eu des débuts difficiles à tous points de vue, ..., voient avec une inquiétude très grande les pourparlers entamés avec le Gouvernement Japonais sur les bases que nous indiquions au début de cette lettre.

que M. le député Outrey, président d'honneur du Comité, saisissait, par une note, les commissions parlementaires intéressées.

La campagne entreprise par le Comité de l'Indochine pour éclairer le pays et le Gouvernement eut un tel retentissement que, devant ce réveil de l'opinion publique, M. Delcassé, alors ministre des Affaires étrangères, fit, devant les délégations des grandes commissions parlementaires, et renouvela aux commissions des douanes du Sénat et de la Chambre des députés, une déclaration dans laquelle il affirma qu'aucune promesse verbale ou écrite ne liait d'aucune manière son département vis-à-vis du Japon. On comprend aisément toute l'importance de cette affirmation officielle et catégorique qu'il ne peut être question de mettre en parallèle avec les affirmations contraires d'une interview prise au comte Okuma, premier ministre japonais, par le journal *le Matin* et publiée dans le numéro du 1^{er} novembre 1915, peu après que M. Delcassé eût quitté le pouvoir ¹.

» Autant dire que le Japon remplacera totalement la France tout au moins en ce qui nous concerne, c'est-à-dire la mécanique générale et les machines frigorifiques en Indochine.

» Ce n'est pas au moment où le pays vient de sacrifier ses enfants et son argent pour la défense non seulement du territoire, mais de son droit à la vie, que le Gouvernement de la République viendra céder commercialement et industriellement à une puissance étrangère une de nos plus belles colonies.

» Autant vaudrait, avec un traité de ce genre, ne plus avoir à supporter les charges de l'Administration indochinoise et abandonner un territoire sur lequel nous renonçons au point de vue économique.

» Nous vous demandons avec le plus grand respect de consulter les Chambres de Commerce françaises, les industriels et les commerçants exportateurs et importateurs, en un mot ceux qui peuvent vous documenter si vous en aviez besoin.

1. Dans le numéro du Journal *Le Matin* du 1^{er} novembre 1915, Hugues Le Roux, faisant paraître l'interview dont il est question, terminait en effet son article par les déclarations suivantes du Premier japonais :

« Au moment du départ de M. Delcassé, nous travaillions ensemble à éten-

A la suite de ces incidents, une commission interministérielle fut nommée pour « étudier les mesures à prendre en vue de satisfactions à donner au Japon ». Cette commission, à cause du départ de M. Delcassé, ne fut pas réunie et le débat fut ajourné *sine die*.

En réalité, la question allait bientôt être reprise, le Japon, dont on connaît la ténacité, n'abandonnant point l'espoir d'obtenir, à la faveur des circonstances exceptionnelles de l'état de guerre et en reconnaissance de son intervention aux côtés des alliés, un régime plus avantageux pour ses importations en Indochine.

Dès le mois de mai 1916, M. le gouverneur général Roume, rentrant en France, fut engagé à passer par le Japon pour y étudier sur place, entre autres questions celle des relations commerciales de ce pays avec l'Indochine. Le Comité de l'Indochine s'empressa, le 26 mai 1916, de renouveler ses protestations et le ministre des Colonies lui donna l'assurance que le Gouvernement français s'emploierait à « sauvegarder tous les intérêts en cause ».

En conclusion à ce voyage, une nouvelle commission interministérielle fut constituée, dans le même but que celle de 1915, sous la présidence de M. Jean Morel, elle comprenait en outre MM. le député Outrey et le gouverneur général Roume. Sur la demande expresse de ce dernier, le ministre des Colonies avait prié le gouverneur général de l'Indochine de prendre l'avis des Chambres de commerce de la colonie.

Le Comité de l'Indochine reprit alors la campagne qui

dre à l'Indochine l'application de la Convention franco-japonaise, ce qui serait à l'avantage des deux pays; il serait utile que ces négociations fussent activées. »

avait si bien réussi l'année précédente en adressant, le 9 octobre 1916, aux mêmes intéressés une nouvelle lettre-circulaire¹. De plus, il informait de son action les grandes commissions parlementaires. Le résultat fut aussi complet que précédemment. Enfin, une délégation dudit Comité remit à M. Jean Morel un rapport très documenté montrant quel développement considérable avaient pris les exportations japonaises dans les pays n'étant pas protégés par une barrière douanière suffisante : c'est ainsi que les articles de coton vendus par le Japon aux Indes anglaises avaient passé de huit millions de francs en 1909 à vingt millions en 1914, que le Japon exportait en Indochine grâce à la non-application de la convention de 1911 à cette colonie quatre fois moins qu'aux Philippines et trente fois moins qu'aux Indes. D'autre part, ce rapport faisait ressortir que sur les cent millions de francs de marchandises que la France importait en Indochine, seuls les vins, qui ne représentaient que quatre millions de francs, n'auraient subi aucun dommage de l'octroi au Japon du tarif minimum dans cette colonie;

1. Nous jugeons inutile de donner le texte intégral de cette lettre circulaire cependant nous reproduisons le passage suivant qui apporte des arguments que ne contenait pas le document du 10 mai 1915 :

« ... Certes nous ne songeons nullement à contester les services que le Japon a rendus et rend encore à notre cause en fournissant à la Russie, en grandes quantités, les armes et les munitions dont elle a besoin. Mais en agissant ainsi le Japon ne fait que remplir ses obligations de loyal allié, et nous ne pensons pas qu'il y ait là un motif suffisant pour que, en dehors des bénéfices que ce pays retire de ses fournitures, la France soit encore obligée de lui abandonner le marché de l'Indochine. Si l'on entre dans cette voie, il est permis de se demander quelles compensations les Etats-Unis d'Amérique, qui cependant n'ont pas embrassé officiellement la cause des alliés, seront en droit de réclamer à la fin de la guerre.

» D'autre part, il est certain qu'à la cessation des hostilités, de nouvelles conventions commerciales seront conclues entre toutes les nations, belligérantes ou autres. Pourquoi alors vouloir se lier les mains dès maintenant vis-à-vis du Japon en lui concédant au regard de l'Indochine une situation tout à fait privilégiée ?

.....

car, du fait de sa main-d'œuvre huit ou dix fois moins coûteuse que la nôtre, et de la différence des frets le Japon était vis-à-vis de l'Indochine dans une situation infiniment plus avantageuse que celle de la France.

Eclairée, en outre, sur l'opinion indochinoise défavorable à toute concession économique faite au Japon par une dépêche du Conseil colonial de Cochinchine et des présidents de toutes les Chambres de commerce et d'agriculture de la colonie, envoyée le 20 novembre 1916 au Comité de l'Indochine, par qui elle en eut connaissance, la commission interministérielle déposa son rapport le 30 novembre 1916.

Dans ce rapport, elle envisageait qu'il y avait trois solutions possibles pour, à la fois, satisfaire les pressantes réclamations du Japon et sauvegarder les intérêts franco-indochinois.

- 1° Accorder à l'Indochine l'autonomie financière;
- 2° Relever les tarifs douaniers, général et minimum;
- 3° Accorder à l'Indochine la personnalité douanière.

Ayant écarté la première et ne pouvant arriver à l'unanimité sur les deux dernières, elle laissait au Gouvernement le choix entre ces deux solutions possibles. On voit que, de toute manière, la commission interministérielle subordonnait toute concession à faire au Japon à la réforme préalable du régime douanier de l'Indochine, travail de longue haleine et pour lequel la collaboration indispensable des corps élus de la colonie était acceptée.

Quant au choix entre les deux solutions proposées, le conseil de Gouvernement de l'Indochine se prononça en faveur de la personnalité douanière. Mais rien ne montrera mieux la différence entre elles au point de vue

des négociations à poursuivre avec le Japon que ces lignes de M. le député Outrey :

« Si le Japon n'est pas pressé d'obtenir les avantages qu'il réclame, rien n'empêche le Gouvernement de se rallier à la solution de la personnalité douanière qui entraînera des études certainement fort longues... Si, au contraire, le Japon tient à recevoir une satisfaction immédiate, alors le Gouvernement pourra avoir recours à la solution du relèvement des tarifs, qui peut être mise au point très rapidement. Bien entendu, cette mesure (le relèvement des tarifs) ne saurait avoir qu'un caractère provisoire et, après la conclusion de la paix, il y aura lieu, lorsque les conditions de la vie économique seront redevenues normales, de procéder à une nouvelle révision des tarifs douaniers. »

II. — Devant l'attitude de l'opinion française, le Gouvernement japonais cessa non seulement tous pourparlers, mais même toutes suggestions officieuses sur la question de la convention franco-japonaise, dans l'attente d'une occasion propice de reprendre la conversation avec quelques chances de succès. Cette occasion se faisait attendre depuis plusieurs années, quand le Japon crut la trouver, en 1921, au moment de la Conférence internationale de Washington.

L'opinion publique française fut mise au courant des intentions du Gouvernement japonais d'une façon détournée, par une information officieuse publiée par le journal *le Temps*, le 23 août 1921. L'attention des groupements coloniaux de la métropole fut ainsi éveillée et, dès le 12 octobre, l'Union coloniale française et le Comité de l'Indochine décidèrent une action commune auprès

du Gouvernement français. En conséquence, ces deux groupements réunis en séance plénière, le 18 octobre, formulèrent un vœu qui fut adressé aux ministères intéressés, dont celui des Affaires étrangères. Ce vœu donne si clairement l'exposé de la situation créée par « la nouvelle demande du Japon tendant à obtenir le bénéfice du tarif minimum en Indochine » que nous ne pouvons mieux faire que d'en reproduire ici le texte intégral ¹.

« Vœu émis par l'Union coloniale française et le Comité du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de l'Indochine au cours de la réunion du 18 octobre 1921 :

« L'Union coloniale française et le Comité du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de l'Indochine, réunis le 18 octobre 1921, après avoir longuement délibéré :

» I. *Au point de vue de la compétence.* — Considérant
» que sur la compétence, il y a lieu de soutenir que les
» questions concernant uniquement la France et le
» Japon ne peuvent être discutées dans une assemblée
» internationale, puisqu'il s'agit d'une question de souveraineté.

» II. *Au point de vue juridique.* — Considérant qu'aux
» termes de la convention de 1911, article 19, entre la
» France et le Japon, les dispositions qui en font l'objet
» et qui concernent principalement la métropole, pourraient être ultérieurement étendues en tout ou partie
» aux colonies, possessions françaises et pays de protec-

1. Archives du Comité de l'Indochine.

» torat par une déclaration concertée entre les deux
» Gouvernements, que parmi ces dispositions figure
» notamment l'article 5 qui prévoit à l'entrée des pro-
» duits en France et au Japon le régime de la nation la
» plus favorisée ;

» Considérant qu'il en est différemment pour les colo-
» nies et possessions du Japon, dans lesquelles la con-
» vention est applicable *ipso facto* ;

» Considérant qu'il n'existe ainsi aucune réciprocité
» entre le régime douanier des colonies, possessions et
» pays de protectorat français à l'égard du Japon, et le
» régime douanier des colonies et possessions japonaises
» à l'égard de la France, que cette situation, qui résulte
» avec la plus grande évidence du texte même du traité
» diplomatique a été acceptée par le Gouvernement
» japonais ;

» Considérant que si, aux termes de la même conven-
» tion, le Gouvernement français a la faculté d'étendre
» les effets spécialement en matière douanière et pour la
» clause de la nation la plus favorisée, par une déclara-
» tion concertée, il n'en reste pas moins libre d'user de
» cette faculté ou de ne pas en user ;

» Considérant que la liberté d'appréciation et d'action
» du gouvernement français reste absolue, et entière et
» qu'en aucun cas ni en aucune circonstance, la conven-
» tion précitée ne transforme cette faculté en obliga-
» tion ;

» Considérant, d'autre part, que, d'après la législation
» douanière qui était déjà en vigueur en 1911, le Gou-
» vernement français est libre de modifier les tarifs ;

» Considérant enfin qu'aux termes de la loi du 29 juil-
» let 1919 le Gouvernement français ne peut consentir

» à la concession d'un tarif réduit qu'en échange
» d'avantages corrélatifs et que les accords ainsi conclus
» doivent être soumis à la ratification du Parlement; que
» ces mesures législatives doivent être appliquées dans
» le cadre des traités diplomatiques;

» Considérant spécialement, en ce qui concerne la
» convention de 1911, que la liberté d'appréciation du
» Gouvernement français étant absolue pour étendre,
» par voie de déclaration concertée, le bénéfice de cette
» convention à telle ou telle de ses colonies, la loi du
» 29 juillet 1919 ne peut faire grief au Gouvernement du
» Japon; qu'au surplus, cette loi se borne à partager les
» attributions des pouvoirs législatifs et exécutifs et à
» consacrer des principes de négociation, inspirés par la
» plus élémentaire équité;

» Considérant, en conséquence, que la loi du 29 juillet
» 1919 s'impose au Gouvernement français dans les
» négociations qui pourraient éventuellement être
» ouvertes sur la question;

» III. *Au point de vue économique.* — Considérant
» que, lors de la demande faite par le Gouvernement
» japonais, en 1915, afin d'obtenir l'extension à l'Indo-
» chine de la convention du 19 août 1911, non seulement
» les corps élus de l'Indochine, mais aussi les Chambres
» de commerce des régions industrielles et la métropole
» furent unanimes à protester contre la concession au
» Japon du tarif minimum dans nos possessions d'Ex-
» trême-Orient.

» Considérant que la situation, qui avait motivé ces
» protestations, non seulement subsiste, mais qu'elle s'est
» encore considérablement aggravée. En effet, pour ne

» citer qu'un seul article, les tisseurs français, dont les
» produits représentaient, en 1914, environ 28 % en
» valeur des importations françaises totales en Indo-
» chine, ont été obligés de se consacrer presque exclusi-
» vement, pendant la guerre, à une œuvre de défense
» nationale et de se détourner ainsi des marchés colo-
» niaux. L'industrie japonaise, au contraire, durant cette
» période, c'est-à-dire sous l'empire du tarif général,
» a pu vendre en Indochine, en 1919, par exemple,
» 83 fois plus de tissus de coton (en poids) qu'avant la
» guerre;

» Considérant qu'il ne serait pas conforme à l'équité
» d'accorder au Japon une faveur qui aurait pour pre-
» mière conséquence de fermer à l'industrie cotonnière
» française le marché indochinois, et cela à l'heure
» même où le retour de l'Alsace et de la Lorraine dans
» le sein de la mère patrie augmente de 30 % nos
» métiers;

» Considérant que, pour mesurer les répercussions
» profondes que la satisfaction accordée au Japon aurait
» sur la situation économique et l'avenir de l'Indochine,
» il suffit de constater les avantages énormes que le
» Japon retire de sa proximité de l'Indochine, des prix
» de fret, de ceux du charbon, du régime de sa main-
» d'œuvre où domine l'élément féminin, de la modicité
» des salaires de cette main-d'œuvre, de ce fait qu'il est
» affranchi des conséquences des fluctuations de la pias-
» tre, enfin de toute une organisation industrielle, com-
» merciale et bancaire incompatible avec notre législa-
» tion et nos traditions;

» Considérant, d'une part, que le tarif général n'a pas
» été en soi un obstacle aux importations japonaises en

» Indochine, puisque celles-ci se sont substituées aux
» importations des autres pays étrangers de l'Extrême-
» Orient, que, d'autre part, des accords diplomatiques
» ont réservé au Japon un champ d'activité immense en
» Chine ¹ ce qui permet d'affirmer que la concession qu'il
» réclame à nouveau n'a pas pour lui le caractère d'une
» nécessité économique alors qu'il est de toute évidence
» que, actuellement du moins le maintien du statu quo
» est indispensable à l'industrie française. »

» IV. *Au point de vue des indigènes.* — Considérant
» que la France a assumé la charge honorable de faire
» l'éducation des Annamites, sur tous les domaines; que
» grâce à l'instruction qu'ils ont reçue, nombre d'entre
» eux sont à la veille d'entrer dans la vie économique et
» de prendre un rôle dans la production agricole; qu'il
» importe de ne pas leur barrer imprudemment les ave-
» nues qui y mènent et de leur réserver à côté des Euro-
» péens, une place grandissante dans le développement
» industriel du pays; et que cette place ne peut leur
» être conservée que si les manufactures locales conser-
» vent leur prospérité actuelle, et que si une trop puis-

1. On pourrait ajouter encore à cette argumentation, et pour répondre au Japon qui mettait en avant le rôle qu'il a joué pendant la guerre et sa qualité d'ancien allié, que si l'intervention du Japon à nos côtés dans le conflit mondial nous a été d'un précieux secours, elle a été pour ce pays à la fois une source de profits considérables et l'occasion d'accroître sa puissance en Extrême-Orient. En effet les nations européennes se virent dans l'obligation de lui abandonner la garde en Chine des intérêts de la Communauté des Puissances; et il en a largement profité pour accroître le territoire et l'influence qu'il y possède, cela lui ayant été d'ailleurs facilité par la défaillance de la Russie son concurrent le plus redoutable. Cet ensemble de circonstances a permis aux Nippons de faire un pas de géant dans la réalisation du testament impérialiste du comte Ito : « La domination de la mer du Japon, de la mer de Chine et de l'Océan Pacifique est une chose de la plus vitale importance pour notre propre protection.

On concevrait difficilement qu'une rémunération supérieure à celle déjà reçue lui fut nécessaire.

» sante immigration étrangère ne leur suscite pas de
» concurrents trop nombreux.

» Pour tous ces motifs :

» L'Union coloniale française et le Comité du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de l'Indochine
» expriment le vœu :

« 1° Que, sur la question soumise par le Japon, le
» Gouvernement français oppose à la Conférence de
» Washington, la question de l'incompétence;

» 2° Que, fort de la législation en vigueur et préoccupé
» de la sauvegarde absolument légitime des intérêts tant
» français qu'indochinois, le Gouvernement repousse la
» demande du Japon tendant à obtenir le bénéfice du
» tarif minimum en Indochine, et rappelle encore une
» fois que la loi du 29 juillet 1919 subordonne toute concession de tarif réduit à la ratification du Parlement et
» à l'obtention d'avantages corrélatifs;

» 3° Subsidiairement, émettent le vœu que les travaux
» entrepris par la commission, présidée par M. Jean
» Morel, sénateur, ancien ministre des colonies, soient
» poursuivies sans délai. »

En même temps que ce vœu était transmis aux ministères intéressés, M. Chailley, directeur général de l'Union coloniale française, introduisait auprès de M. Berthelot, secrétaire général au Ministère des Affaires étrangères, et à la présidence du Conseil, une demande d'audience, car il avait été décidé, à la même séance du 18 octobre, que pour appuyer la protestation écrite constituée par le vœu, M. Chailley et M. Larue, président du Comité de l'Indochine, feraient, accompagnés de plusieurs sénateurs et députés des régions textiles de la France, une démarche auprès de M. Berthelot. Ce der-

nier répondit favorablement à la demande par une lettre en date du 21 octobre, dont il convient de retenir le passage suivant :

« ... J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le vœu si fortement rédigé et convaincant de l'Union coloniale française et du Comité de l'Indochine relativement à la demande du Japon de bénéficier du tarif minimum en Indochine.

» Ai-je besoin de vous dire que nous avons défendu, sans nous lasser, le même point de vue au Quai d'Orsay ? »

Entre temps, le Comité de l'Indochine recevait, le 21 octobre, un télégramme daté du 19, que lui envoyait la Chambre de commerce d'Haïphong pour lui demander d'agir pour éclairer les pouvoirs publics sur le danger que présentait la demande éventuelle du Japon. Il y avait là de quoi confirmer les craintes qui avaient poussé le Comité et l'Union coloniale à agir.

Le 26 octobre, la démarche prévue auprès de M. Berthelot eut lieu et ce haut fonctionnaire confirma à ses visiteurs les assurances contenues dans sa lettre du 21 et il ajouta que :

« Pour le passé, aucun engagement ne liait le Gouvernement français au sujet du tarif minimum réclamé par le Japon.

» Pour l'avenir, très vraisemblablement, cette question ne viendrait pas devant la Conférence de Washington mais que si, par impossible, elle était posée, le Gouvernement répondrait par la négative. »

En effet, le Japon, averti sans doute des dispositions du Gouvernement français, ne posa pas la question de

l'application à l'Indochine de la convention de 1911 à la Conférence de Washington, et jusqu'en 1924, il ne renouvela pas ses démarches à ce sujet.

CHAPITRE IV

NOUVELLES TENTATIVES DU JAPON TENDANT A L'APPLICATION D'UN TARIF DOUANIER PLUS FAVORABLE A SES EXPORTATIONS EN INDOCHINE.ACHEMINEMENT PROGRESSIF VERS UNE SOLUTION.

I. Mission extraordinaire de M. le Gouverneur Général Merlin au Japon en 1924. — Etudes de la nouvelle demande japonaise faites par la Chambre de Commerce de Saïgon et par le Directeur Général des Douanes de l'Indochine.

II. Mission japonaise du prince Yamagata en Indochine en 1925. — Le Japon renonce à demander le tarif minimum et limite ses prétentions à une liste d'articles seulement. — Nouvelles études et projets de tarifications.

III. Le Protocole du 30 août 1927. — La réforme douanière de la loi du 13 avril 1928. — Tentative japonaise de reprise des négociations en septembre 1929, écartée en mars 1930 les contre parties offertes étant jugées insuffisantes.

I. — Le bruit ayant couru que le ministre des Affaires étrangères se proposait d'envoyer au Japon « des représentants officiels ayant pour objectif de rechercher une entente industrielle », la Chambre de commerce d'Hanoï en avisa par câble le Comité de l'Indochine, insistant pour que « l'Indochine fût représentée dans cette mission, et pour que les représentants métropolitains visitent d'abord la colonie ». C'était le premier indice de la reprise des négociations avec le Japon dont le Comité de l'Indochine eut la confirmation par une note officielle émanant du ministère et dont nous reproduisons le

texte¹, car elle marque le début d'une nouvelle étape dans la série des négociations franco-japonaises concernant le régime des produits japonais en Indochine :

« La question des relations douanières de l'Indochine avec le Japon est de nouveau à l'ordre du jour, sous l'influence des facteurs suivants :

» 1° Les relèvements des coefficients adoptés en France, promulgués l'an dernier en Indochine, ont eu pour résultat de frapper bon nombre d'articles japonais de taxes très lourdes. Le Japon a donc réclamé, faisant valoir qu'il a été notre allié pendant la guerre; que, par suite de la législation douanière indochinoise, il se trouve placé sur le même pied que l'Allemagne, ce qui est à la fois offensant pour lui et contraire à ses intérêts.

» Le Gouvernement général de l'Indochine, interrogé, admet des adoucissements au tarif pour un certain nombre d'articles japonais.

» Communication de ces dégrèvements de droits ayant été donnée au Ministère du Commerce, ce dernier en a fait part aux Comités industriels et commerciaux de la métropole dont certains ont véhémentement protesté.

» Le Ministère des Colonies semble s'être borné à transmettre les arguments du Ministère des Affaires étrangères, du Gouvernement général et du Ministère du commerce aux intéressés, sans prendre parti. Il est certain que le tarif indochinois ne peut être modifié sans l'assentiment du Ministère du Commerce dont le contre-seing est nécessaire. La divergence de vues apparaît très marquée entre les Affaires étrangères qui ont besoin de

1. Le texte de cette note se trouve dans les archives du Comité de l'Indochine

l'appui japonais dans les tractations diplomatiques européennes et notamment à la commission des Réparations, le Gouvernement général qui semble accepter certaines modérations de droits, et le commerce qui est manœuvré par les associations et syndicats industriels.

» 2° Sur cette première question est venue se greffer une seconde :

» Par suite du cataclysme qu'a subi le Japon, il a besoin de concours industriels pour se relever. Il s'agit de ne pas laisser les Américains et les Anglais participer seuls à son relèvement et aux commandes qui vont être lancées.

» Le Ministère des Affaires étrangères a donc pensé qu'il convenait d'envoyer une mission d'industriels et de conseillers techniques, négocier au Japon le placement de commandes importantes pour l'industrie française. Le Ministère des Colonies a estimé que l'Indochine devait avoir sa part dans cette œuvre de reconstitution et a proposé que le Gouvernement général désignât quelques agents compétents.

» Il y a donc à envisager :

» 1° La représentation de l'Indochine dans cette mission, l'Administration ne paraît pas qualifiée pour défendre seule les intérêts de la production indochinoise et il serait avantageux que des délégués du commerce indochinois fussent adjoints à la mission expédiée de la métropole.

» 2° Mais la question des commandes sera vraisemblablement liée à la conclusion d'un cartel franco-japonais où, en échange de contrats de fournitures, le Japon entendra obtenir pour certains de ses produits des avantages

spéciaux. Il faudra donc que la représentation indochinoise comprenne également des spécialistes en matière de tarif douanier et qu'elle ait surtout des instructions nettes sur la nature des articles à dégrever et l'étendue des concessions qui pourront être accordées. »

Comme cette note le souligne déjà, la situation des deux parties n'était pas, en 1924, la même que lors des conventions qui avaient eu lieu pendant la guerre. En effet, en 1921, un décret, du 28 mars, avait relevé les droits concernant les marchandises passibles du tarif général et ce régime avait été étendu à l'Indochine, en vertu de l'assimilation douanière à laquelle est soumise cette colonie, par des arrêtés successifs dont le premier est du 5 juillet 1922.

De la sorte, de nombreuses taxes frappant les articles de provenance nippone étaient devenues prohibitives. De plus, le 1^{er} septembre 1923, un séisme d'une violence extraordinaire (c'est le cataclysme dont parle la note) suivi d'un puissant raz de marée, avait ravagé toute la région sud-est de Yedo, détruisant les villes de Tokio et d'Osaka, en particulier, qui est le grand centre industriel du Japon. Les dégâts avaient été immenses et le Japon pour relever rapidement ses ruines, semblait avoir besoin de concours étrangers : il y avait là une occasion précieuse, à la fois de venir en aide à notre ancien allié, et d'obtenir pour notre industrie d'importantes commandes ¹.

1. Une mission industrielle qui se rendit en effet au Japon celle de M. Ader, obtint pour l'industrie française des commandes intéressantes, entre autres une de 10.000 tonnes de rails dont la répartition entre les producteurs français fut effectuée par les soins du Comité des Forges.

D'ailleurs, par suite des besoins de la reconstitution du Japon, les exportations de France sur ce pays passèrent de 25 millions en 1923 à 85 millions

Enfin, l'énorme avantage dont le Japon jouissait, en 1914 encore, sur ses concurrents du fait du bon marché invraisemblable de sa main-d'œuvre, se trouvait alors, par suite d'une hausse rapide et considérable des salaires, très atténuée. En moins de 10 ans, la valeur-or des salaires japonais avait en moyenne fait plus que tripler et le coefficient d'augmentation était parfois plus considérable encore ¹.

Mais d'autre part les intérêts français en Indochine étaient devenus plus importants que quelques années auparavant, puisque de l'année 1916 à 1924 nos exportations sur notre grande colonie d'Extrême-Orient s'étaient accrues de cent millions à plus d'un demi-milliard.

Néanmoins, la mission annoncée partit pour le Japon le 20 avril 1924, elle se composait de M. Merlin, Gouverneur Général, M. Kircher, Directeur des Douanes et Régies de l'Indochine, MM. Porchet, Grawitz, de la Pommeraye, Présidents des Chambres de Commerce de Haïphong, Hanoï et Saïgon.

de francs en 1924, alors que les importations japonaises en France s'élevaient seulement de 22 à 33 millions de francs pour les mêmes années.

1. Bachot et Cucherousset (dans *Notes Japonaises*, p. 85) donnent le tableau suivant qui permet de se faire une idée de l'importance de cette hausse des salaires. Les chiffres sont donnés en yen qui valait alors 0 \$ 75 soit 12 francs 90 cmes, à cette époque. Dans les catégories marquées du signe (x) les travailleurs sont de plus nourris par l'employeur.

<i>Spécialité</i>	<i>1914</i>	<i>fin 1922</i>
Valet de ferme (x)	53,89 p. an	141,15
—	0,47 p. jour	1,44
Fileuse de soie (x)	0,35 p. jour	1,06
Brasseur (x)	17,33 p. semaine	56,70
Charpentier	0,86 p. jour	2,86
Maçon	1,05 —	3,30
Forgeron	0,74 —	2,09
Imprimeur	0,55 —	2,15
Manœuvre	0,56 —	2,13
Domestique homme (x)	4,50 p. mois	19,44
— femme (x)	2,59 p. mois	16,46

En juillet 1924, le Japon déposait un dossier demandant l'application d'un tarif spécial pour l'importation en Indochine des produits japonais. Ce dossier qui avait été communiqué par le Gouvernement Général de l'Indochine à la Chambre de Commerce de Saïgon pour avis fit l'objet de la part de l'Assemblée, d'une étude attentive et détaillée. De son côté M. Kircher, après examen approfondi du dossier en question, concluait à une nouvelle étude. C'est qu'en effet, comme l'écrivait le 2 octobre 1924 au Comité de l'Indochine le Président de la Chambre de Commerce de Saïgon, il ne s'agissait plus, « d'accorder au Japon des dégrèvements sur les tarifs » actuels, mais de lui appliquer sur le tarif douanier » mis en harmonie avec le tarif métropolitain des dérogations qui lui permettraient de concurrencer l'industrie étrangère¹. »

M. Kircher, directeur des Douanes et Régies de l'Indochine étant rentré en France, fit, le 28 octobre 1924, devant le Comité de l'Indochine assemblé, un exposé semblable à celui qu'il avait fait en septembre devant la Chambre de Commerce de Saïgon. A la suite de quoi, le Comité de l'Indochine communiqua au Gouvernement une note demandant : que ses représentants soient entendus par le Ministre du Commerce avant qu'aucune décision ne soit prise, qui puisse nuire soit aux importations françaises dans la Colonie, soit aux industries indo-

1. Le tarif douanier indochinois, en effet, comportait alors un tarif minimum et un tarif général souvent voisins, alors que déjà en France le tarif maximum était égal à quatre fois le tarif minimum, ce dernier ayant été maintenu aux chiffres anciens. Il était donc possible d'accorder aux marchandises japonaises un tarif préférentiel tout en maintenant ou même en renforçant parfois la protection accordée actuellement à l'industrie française et indochinoise. Mais cela demandait de nouvelles études fort longues et repoussait très loin la date d'un accord définitif.

chinoises ; et que l'Indochine soit représentée officiellement à Paris, dans les négociations l'intéressant, par une personnalité indochinoise qualifiée.

Les retards causés par l'étude approfondie des demandes japonaises et l'opposition rencontrée chez les représentants qualifiés de l'opinion franco-indochinoise eurent pour résultat d'amener le ministre japonais des Affaires étrangères à renoncer par esprit de conciliation, à demander la concession pure et simple du tarif minimum indochinois. L'année 1924 se termina donc sans que, de part et d'autre, aucun engagement eût été pris.

On commettrait une grave erreur en s'imaginant que les protestations émises et les campagnes menées par les groupements économiques français et indochinois leur aient été dictées par une hostilité persistante à tout accord avec le Japon au sujet des tarifs douaniers de l'Indochine. Cette attitude, ces groupements ne l'avaient pas prise à priori, ils n'étaient pas sans savoir à quel point l'amitié traditionnelle du Japon est indispensable au maintien de la situation que la France et sa colonie l'Indochine se sont faites en Extrême-Orient ; mais ils voulaient faire consacrer comme un principe sacré de notre politique internationale que la « France d'Asie » ne doit pas être considérée comme une simple monnaie d'échange par la diplomatie métropolitaine. Ils voulaient aussi, que dans les questions la concernant (et de toute évidence l'octroi au Japon d'avantages douaniers en était une) on prenne l'avis des corps élus de l'Indochine et qu'il en soit tenu compte.

La position prise par la France vis-à-vis du Japon est définie en termes non équivoques par M. le Gouverneur général de l'Indochine dans un discours prononcé le 20

novembre 1924 : « Il est à espérer que les conversations qui ont eu lieu pendant le séjour de la mission au Japon les constatations faites par les représentants qualifiés du commerce indochinois, sur les conditions nouvelles de l'industrie japonaise et de l'état d'esprit du monde officiel et du peuple même à l'égard de la France amèneront les oppositions à se concilier, et que la révision des conventions commerciales entre elles pourra être poursuivie utilement à l'avantage de tous les intérêts en cause. »

II. — En février 1925, une mission japonaise, ayant à sa tête le prince Yamagata, débarquait en Indochine afin de reprendre les conversations entamées l'année précédente lors du voyage de la mission française au Japon. La mission japonaise se composait, en plus du prince, de M. Saburi Sadao, directeur des Affaires commerciales au ministère des Affaires étrangères du Japon, auquel était laissée la direction effective des travaux et MM. Matsuhima-Shikao, Kurigama-Massao, inspecteurs des douanes ; Oute-Kantaro, secrétaire au Ministère du commerce ; Nakase, secrétaire général du Gouvernement de Formose.

Pour travailler avec les Japonais, une commission française avait été constituée qui comprenait : MM. Bord, directeur des douanes et régies de l'Indochine, de la Pommeraye, Darles, Rouelle président et vice-présidents de la Chambre de Commerce de Saïgon ; Grawitz, Perroud, président et vice-président de celle de Hanoï, Porchet, Paquin, président et vice-président de celle de Haïphong ; enfin, de MM. Labaste et Sipièrre, président et vice-président de la Chambre d'agriculture de Saï-

gon. De même que dans la mission qui s'était rendue au Japon, l'année précédente, les représentants du commerce et de l'industrie indochinois allaient donc prendre part aux travaux aux côtés des techniciens des questions douanières.

Il fut procédé de concert à un examen détaillé et approfondi, article par article, des demandes japonaises, au cours des huit réunions qui eurent lieu du 5 au 27 février 1925, à raison de trois à la direction des douanes de Hanoï et cinq à celle de Saïgon. Il ne s'agissait pas là de négociations officielles pouvant engager les gouvernements respectifs de France et du Japon ; mais ce n'étaient que de simples conversations ayant pour but de rapprocher les points de vue des deux nations.

Comme nous l'avons vu, le Japon avait renoncé à demander l'application exclusive des tarifs minimum indochinois à ses produits, et en 1925 il conserva cette attitude. D'autre part, les concessions faites par le Japon à certaines importations indochinoises furent confirmées¹ et la mission japonaise formula en définitive les demandes suivantes :

Tissus de coton : Tarif minimum, plus 20 %.

Filés de coton : Tarif général, moins 15 %.

Tissus de soie : Tarif spécial.

Houilles et bois : Tarif spécial.

Appareils électriques : Tarif des Etats-Unis.

Métaux : Tarif des Etats-Unis.

Meubles : Tarif des Etats-Unis.

1. Les produits visés sont : la laque, le vinaigre et le bétail, les poivres, thés, cafés, nattes et bambous, auquel le Japon appliquait un tarif moins élevé de 20 à 30 % que son tarif général.

Médicaments : Tarif des Etats-Unis.

Tissus de laine : Tarif des Etats-Unis.

Papiers : Tarif des Etats-Unis.

Cependant le Japon continuait à demander le tarif minimum pour quelques produits : poterie, porcelaines, faïences, horlogerie, instruments de musique, sparterie, vannerie, tabletterie, provisions et boissons, cellulose et articles de caoutchouc non fabriqués en Indochine¹. Mais malgré tout, le Japon se faisait moins exigeant et beaucoup de gens en France et en Indochine commençaient à désirer qu'une solution rapide fût donnée à la question des relations de l'Indochine avec le Japon ; il est vrai que beaucoup ignoraient une partie des éléments du problème et ne se rendaient pas toujours un compte exact des difficultés rencontrées. C'est ainsi qu'on rencontre l'opinion suivante : « Il y a pour » la France une grande place au Japon, d'abord parce » que, par l'Indochine, la France occupe vis-à-vis de » cette puissance une place privilégiée. L'Indochine est » à proximité de l'Empire du Soleil Levant ; elle possède » des trésors que le Japon doit aller chercher souvent » fort loin, souvent en Europe. L'Indochine tient en stock » du riz, du coton, du caoutchouc, des bois, du charbon, » des minerais, que le Japon n'hésite pas à aller chercher jusqu'au Cap. Pourquoi ne viendrait-il pas chez » nous ? Il nous oppose à ceci qu'il ne peut point faire » d'échanges en raison des tarifs douaniers qui mettent

1. Pour la parfaite compréhension des demandes japonaises, il est nécessaire de préciser qu'en 1925, trois tarifs différents étaient en vigueur en Indochine suivant les cas : 1° le tarif minimum ; 2° le tarif général antérieur à 1921, appliqué par traité aux Etats-Unis d'Amérique ; 3° le tarif général de 1921 dont les droits étaient quatre fois plus élevés que ceux du tarif minimum.

» ses importations à des prix prohibitifs. Alors, pourquoi
» ne pas tenter cette réforme du protectionnisme ?

» Le Japon fait des avances à la France... Resterons-
» nous prudents et timorés, sans rien faire qui soit une
» réponse ?

» ... Mais ce peuple, si bien préparé à nous connaî-
» tre maintenant, voudrait pouvoir entrer en relations
» avec nos hommes d'affaires. Il nous tend les bras : à
» nous de ne pas lui laisser voir une indifférence qu'il
» ne tarderait pas à prendre pour de l'incapacité. »¹.

Il est curieux de trouver exprimée une telle opinion juste au moment où les points de vue opposés du Japon d'une part, de la France et de l'Indochine d'autre part se rapprochaient plus qu'ils ne l'avaient encore jamais fait. Car, en effet, il avait été fait alors plus de chemin vers une solution qu'à aucun autre moment des négociations franco-japonaises, et l'accord lui-même de 1932 trouve directement sa source dans les travaux de 1924-1925.

Les conversations de la mission japonaise avec la commission indochinoise avaient eu lieu dans une atmosphère particulièrement conciliante. C'est ainsi que, toutes les fois qu'un article lui était signalé comme intéressant particulièrement le commerce français d'exportation vers l'Indochine, M. Saburi renonçait aussitôt à demander pour cet article un tarif plus favorable. D'autre part, ces conversations ont eu, parmi beaucoup d'autres excellents résultats, celui de montrer aux Japonais qu'ils jouissaient en Indochine d'un traitement relativement tolérable alors qu'ils croyaient être, avec les Alle-

1. Bachot et Cucheroüset, *Notes Japonaises*, Hanoï, 1925, p. 66 et 67.

mands, les seuls soumis au tarif général indochinois : c'était guérir une blessure d'amour-propre particulièrement sensible aux Japonais dont l'orgueil national est immense. D'un autre côté, les présidents des Chambres de Commerce de Saïgon, Hanoï et Haïphong, lors du voyage qu'ils avaient fait au Japon avec la mission de M. Merlin avaient pu, grâce aux enquêtes qu'ils y avaient faites, modifier considérablement leur opinion primitivement peu favorable à l'octroi au Japon de concessions même limitées. Avant leur retour du Japon, l'un d'eux déclarait à notre ambassadeur : « Nous ne craignons plus la concurrence japonaise ».

Après le départ de la mission japonaise, la Chambre de Commerce de Saïgon, après avoir examiné les demandes japonaises, en arrivait aux conclusions suivantes¹ :

1° En ce qui concerne les produits pour lesquels le Japon demandait le tarif minimum, ces demandes intéressant surtout les industries métropolitaines, la Chambre de Commerce de Saïgon laissait aux Chambres de Commerce de France, le soin de statuer en dernier ressort, sur la décision à prendre à leur sujet. Cependant elle indiquait qu'il lui semblait préférable de maintenir la protection douanière dont bénéficiaient les produits importés de la métropole.

2° Pour les autres demandes, elle était d'accord pour accepter les demandes japonaises, à l'exception de deux : les tissus de coton pour lesquels elle demandait le maintien du tarif général antérieur à 1921 qui leur

1. Procès-verbal de la séance du 2 mars 1925 de la Chambre de Commerce de Saïgon (Archives du Comité de l'Indochine). L'étude des demandes japonaises avait déjà fait l'objet des 4 séances des 20, 21, 22 et 23 février 1925, pendant le séjour de la mission du prince Yamagata.

était alors appliqué; les appareils électriques pour lesquels elle réservait sa décision.

En somme, la Chambre de commerce de Saïgon était d'avis de n'appliquer aux produits japonais à leur entrée en Indochine un régime plus favorable que le tarif général que dans le cas où cela lui permettrait de concurrencer efficacement des *industries étrangères* ; mais de ne diminuer en aucun cas la protection accordée aux entreprises indochinoises ou françaises.

L'opinion de la Chambre de commerce de Saïgon s'appuyait sur les considérations suivantes¹ : le Japon, étant déjà le client de l'Indochine pour certaines matières premières et pour le riz, accroîtrait sans doute ses achats si ses bateaux pouvaient, au lieu de voyager sur lest, trouver du fret au Japon pour l'Indochine. Les marchandises dont le Japon est acheteur sont produites dans la colonie en quantités sans cesse accrues et les exportations sur le Japon augmenteraient certainement si un courant en sens contraire venait les contrebalancer. Enfin il y a pour la France un grand intérêt à resserrer par des relations commerciales plus suivies, les liens déjà étroits qui l'unissent au Japon, de manière à nous ménager en Extrême-Orient un puissant allié. Dans la mesure du possible, la Chambre de commerce avait aussi essayé de ménager l'intérêt du consommateur indochinois.

Un peu plus tard, la Chambre de commerce de Hanoï

1. Une grande partie des documents que nous avons consultés soit aux Archives du Comité de l'Indochine, soit ailleurs affectant le caractère confidentiel, nous nous excusons de n'avoir pas pu en citer certains passages qui auraient jeté sur ce travail une lumière plus vive et d'avoir dû nous contenter d'essayer d'en dégager l'esprit.

faisait au sujet des demandes japonaises une étude similaire et non moins sérieuse, dans laquelle elle aboutissait à des conclusions analogues à celles de la Chambre de commerce de Saïgon.

On a pu remarquer que, depuis que le Japon avait cessé de réclamer l'application intégrale du tarif minimum indochinois, la plupart de ses demandes ne portaient que sur des chiffres d'importation relativement faibles. Cela nous donne l'occasion de souligner, comme le fit, lui-même, à plusieurs reprises, M. Saburi Sadao, à qui incombait la direction effective de la mission japonaise en Indochine, le côté psychologique du problème et le caractère de satisfactions morales, d'amour-propre, vers lequel tendaient les revendications japonaises. C'est ainsi que pour plusieurs produits, sans gros intérêt matériel, le Japon demandait à se voir appliquer le même tarif que les Etats-Unis pour ne pas subir l'humiliation d'un traitement moins favorable que celui accordé à son rival dans le Pacifique.

Ainsi, une certaine détente se manifestait dans les négociations franco-japonaises, bien que les avis en cette matière ne soient pas unanimes, comme en témoigne ce passage des déclarations que l'attaché commercial à l'ambassade de France au Japon transmettait, au Comité de l'Indochine, le 22 octobre 1925 et qui est ainsi conçu :

« Qu'à mon avis, le Japon ne nous achetait et ne nous
» achèterait que des denrées alimentaires et les matières
» premières dont il avait et aurait un besoin absolu ;
» qu'il ne s'adressait à nous qu'en raison de nos prix
» avantageux, et qu'il ne s'adressait à nous qu'autant
» qu'à qualité égale, nos prix resteraient plus bas que

» ceux des autres pays vendeurs. Que si le tarif minimum lui était accordé, le Japon serait, en Indochine, un concurrent dangereux et pour l'industrie française et pour l'industrie locale.

» Que l'Indochine devait bien se garder d'entrouvrir ses portes aux produits japonais, car, quelle que soit la place qu'on permettra au Japon de prendre, il ne s'en contentera pas et voudra toujours plus. Or, la France n'étant pas l'Amérique, pour prendre, si la nécessité s'en faisait sentir des décisions radicales, la sagesse commandait de n'accorder au Japon aucune concession de tarif.

» Que la main-d'œuvre japonaise est actuellement parmi les plus chères, cependant que son rendement est faible ; que les exigences ouvrières deviennent de plus en plus grandes, et qu'une crise sociale est en perspective ; qu'évidemment le Japon a perdu certains marchés parce qu'il vend trop cher, mais que le Gouvernement prendra des dispositions pour aider les gros industriels qui, eux-mêmes, s'attachent à prendre les dispositions voulues pour diminuer les prix de revient. »

Ces conseils de prudence, malgré ce qu'ils pouvaient avoir d'excessif, étaient en grande partie justifiés par l'attitude même du Japon qui, tout en se montrant plutôt conciliant dans les négociations en cours, n'en augmentait pas moins, en même temps, de 100 % les droits perçus à l'entrée de l'Empire nippon sur 134 articles français, soi-disant de luxe.

La Chambre de commerce de Paris elle-même réclamait le maintien de la protection dans les relations de l'Indochine avec le Japon en affirmant que bientôt le

développement de l'industrie indochinoise lui permettait à bref délai de fournir notre colonie de tous les produits que le Japon pourrait lui offrir, du moins ceux qui sont de consommation courante en Extrême-Orient.

En novembre 1925, le Comité de l'Indochine, ayant réuni sur la question une documentation très complète, établit et présenta un projet de tarif douanier à appliquer au Japon, en Indochine. Ce projet était le résultat d'un travail très sérieux et il n'omettait aucun détail. Portant sur cent dix-sept articles, dont chacun avait fait séparément l'objet d'une étude attentive et d'une discussion conduite avec une expérience commerciale consommée, il ne nous est pas possible de le reproduire ici. Cependant, nous dirons qu'il avait pour but d'accorder au Japon, sans pour cela compromettre les intérêts respectables de l'industrie et du commerce franco-indochinois, toutes les satisfactions nécessaires pour maintenir ce pays sur le même front que nous en face des revendications chinoises. Cela était d'autant plus nécessaire que les Etats-Unis venaient de désertir le camp des Puissances dans ce conflit. On sait, en effet, que les emprunts internationaux consentis à la Chine sont garantis uniquement par le produit des douanes chinoises perçu directement par les Européens ; mais les derniers traités avaient laissé à la Chine la liberté de fixer le montant des taxes et l'on aurait pu craindre que, les fixant à un chiffre dérisoire, la garantie des emprunts ne s'évanouisse.

Des conversations nouvelles avec le Japon allaient être reprises, aussi le Ministère du commerce, à la suite d'interventions dans ce sens de M. Perrier, ministre des Colonies, et de la Commission parlementaire des colonies, présidée par M. Diagne, pria-t-il le président du Comité

de l'Indochine de venir exposer les points de vue de cet organisme à la Commission des accords commerciaux qui devait se réunir le 22 décembre 1925.

A la suite de cette réunion, le Comité de l'Indochine fit connaître au ministre du Commerce son avis au sujet d'une question que le Gouvernement considérait comme une sorte d'introduction aux accords économiques : celle des conditions d'admission en Indochine des nationaux japonais.

Les choses en étaient là, quand, au début de janvier 1926, l'ambassade du Japon demanda la suspension des conversations, sans fixer de date pour leur reprise.

Cependant, en avril 1926, de nouvelles propositions étaient soumises au Comité de l'Indochine, qui, après les avoir étudiées, transmit le 20 mai au Ministère des Colonies un nouveau projet de tarif, dans lequel, en reconnaissance de certaines concessions nouvelles de la part du Japon, il modifiait dans un sens libéral son projet de 1925 (1).

1. Voici quels étaient les tarifs que le Comité de l'Indochine proposait d'appliquer aux marchandises japonaises en Indochine pour lesquelles le Japon demandait un tarif réduit :

Pêches	tarif général	
Denrées coloniales	—	
Vitres et bouteilles	—	
Sparterie et Vannerie ...	—	
Papiers	—	
Produits animaux	—	minimum
Fruits et graines	—	
Huiles et sucs végétaux .	—	(concession sur le précédent projet)
Thés	—	
Teintures	—	
Verres et cristaux	—	(concession)
Bois (non courbés)	—	(concession)
Ouvrages en métaux ...	—	(concession) et tarifs intermédiaires

En possession d'une documentation très complète et de l'avis de la Commission interministérielle, le Ministère du commerce élaborera un nouveau projet de tarif douanier indochinois dont les principes étaient ceux-ci :

Les tarifs de base de l'Indochine (tarif général et tarif minimum) seraient révisés en ce qui concerne les produits pour lesquels le Japon demande un abaissement des droits. Par suite de cette réforme, un grand nombre de produits se verraient appliquer le double du tarif métropolitain, donc des droits ou des coefficients sensiblement plus élevés qu'ils ne l'étaient alors. Et c'est seulement sur ces taxes augmentées que le Japon se verrait accorder des avantages qui ainsi ne pourraient favoriser les produits japonais que dans le cas où ils se trouveraient en concurrence avec ceux d'une autre nation étrangère et qui ne causeraient aucun dommage aux industries tant indochinoises que françaises.

On escomptait que, sur la base de ces nouveaux projets de tarification, une reprise des pourparlers se produirait vers le 15 septembre 1926. Mais cette date s'étant écoulée sans que l'événement attendu se soit produit, un décret du 26 octobre 1926 permit au Gouverneur Général de l'Indochine de modifier tous les six mois, par un simple arrêté, les coefficients appliqués aux droits spécifiques frappant à l'entrée en Indochine les marchandises reprises au tarif spécial d'importation.

Faïences	tarif minimum	} majoré de 10 % (concession) avec diverses majorations intermédiaire (concession) c'est-à-dire que les ma- jorations qui pourront survenir par la suite sur ce tarif ne seraient pas appliquées au Japon.
Peaux	—	
Couleurs	—	
Fils de coton	—	} général actuel
Tissus de coton	—	

La tendance était donc, lors de la rupture des négociations, de n'accorder au Japon d'avantages douaniers véritables que sur ses concurrents étrangers et d'accroître au contraire la protection des produits français et indochinois. M. le Sénateur Néron¹ se faisait au Parlement l'interprète de cette opinion.

« Il est nécessaire, pendant les négociations en cours,
» de ne pas concéder à l'entrée en Indochine des facilités
» qui pourraient paralyser un mouvement d'exportations
» françaises vers l'Indochine très intéressant pour notre
» économie nationale. La concession du tarif minimum,
» à l'entrée en Indochine, *sur les articles que nous sommes*
» *susceptibles d'exporter dans notre grande colonie*
» priverait notre industrie d'un débouché fort appréciable et permettrait aux Japonais, par exemple, de devenir rapidement les maîtres du marché d'Extrême-Orient. Elle aurait, en outre, *une répercussion très fâcheuse sur l'industrie indochinoise elle-même*, qui est actuellement en plein développement, notamment en ce qui concerne les filatures, les tissages, les constructions navales, les exploitations minières, les raffineries, les fabriques de produits chimiques, de porcelaines, de parfums, etc... Enfin, elle paralyserait gravement les efforts considérables tentés par les industriels et les financiers français pour développer et soutenir la production indochinoise qui voit s'ouvrir devant elle un très brillant avenir.

.....

1. Dans son rapport, au nom de la Commission des Douanes du Sénat, sur la conversion en loi du Décret du 22 mars 1923 portant sur les modifications des droits de sortie en Indochine.

» Le problème est donc fort sérieux, et l'émotion qu'il
» ne cesse de provoquer est d'autant plus justifiée que
» les négociations qui ont eu lieu jusqu'à aujourd'hui se
» sont poursuivies dans le secret le plus absolu. Nous
» croyons devoir exprimer le vœu formel qu'aucune déci-
» sion ne sera prise et qu'aucun engagement ne sera
» contracté vis-à-vis des Japonais tant que les concessions
» envisagées n'auront pas été soumises, non seulement
» aux principaux groupements intéressés, mais également
» aux Commissions des Colonies et des Douanes du Par-
» lement.

III. — Si en France on continuait, malgré l'existence d'une sorte de trêve tacite, à se préoccuper de la question des relations douanières de l'Indochine et du Japon, dans ce dernier pays il en était certainement de même et certains faits viennent appuyer cette supposition. C'est ainsi que dans les tout derniers jours de décembre 1926, débarquait au Tonkin une mission économique, envoyée par la Fédération des Chambres de Commerce japonaises, sous la direction du Sénateur Inabota, Président de la Chambre de Commerce d'Osaka.

Pendant deux ans, malgré ces diverses manifestations, il ne fut plus question d'une manière officielle d'accords commerciaux avec le Japon ; mais, si les travaux précédents n'avaient pas abouti à une solution au sujet du tarif douanier à appliquer en Indochine aux produits japonais, ils n'avaient pas été stériles, car un Protocole avait été signé à Paris, le 30 août 1927, entre la France et le Japon pour fixer le régime des établissements et de la navigation dans les rapports entre l'Indochine et le Japon. Le décret du 16 septembre 1927 et l'arrêté du

Gouverneur Général du 30 septembre 1927 promulgaient ce protocole : le traitement de la nation la plus favorisée était accordé réciproquement par le Japon, pour toute l'étendue de son Empire, et par l'Indochine française, aux ressortissants des deux pays pour leur activité économique, pour tout ce qui a trait à l'administration de la justice et à la navigation. De plus le texte de l'article 6 marquait bien qu'il n'y avait dans ce Protocole qu'une sorte d'introduction à un traité de commerce et de navigation relatif à l'Indochine¹.

Cependant, la protection accordée à l'industrie métropolitaine sur le marché indochinois s'avérait indispensable et peut-être même insuffisante, car l'accroissement de valeur de nos exportations sur l'Indochine, qui pour les années 1927, 1928 et 1929 ont varié de 930 millions à 1 milliard 587 millions par an, alors qu'elles se chiffraient en 1923 à environ 500 millions seulement, est complètement illusoire étant donné la dépréciation du franc. Bien au contraire, si l'on considère la valeur-or on peut dire que dans les années 1927 à 1929, nos exportations France-Indochine ont diminué puisque contre 500 millions en 1923, elles oscillent alors de 200 à 300 millions de franc-or.

D'autre part, l'application qui lui était faite du tarif général, ne semblait pas porter au Japon un bien grand préjudice et ne l'empêchait pas de faire annuellement avec l'Indochine un chiffre d'affaires beaucoup plus élevé que ne peuvent le laisser supposer les statistiques doua-

1. « Art. 6. — Les dispositions des articles qui précèdent seront incorporées dans le traité de commerce et de navigation dont les Hautes Parties Contractantes entendent poursuivre les négociations avec le désir d'en assurer la conclusion le plus rapidement possible... » (*Journal officiel de l'Indochine*, 1927, p. 266.)

nières officielles. Cela tient à ce qu'une grande partie des produits japonais, au lieu d'être expédiés directement en Indochine passent par la voie de Hong-Kong où ils subissent un transbordement. Du fait que ces produits ont transité dans ce port, ils sont portés dans les statistiques douanières indochinoises comme « importations de Hong-Kong ». Le fait n'est d'ailleurs pas particulier au Japon et se produit aussi pour des articles en provenance des Philippines, des Indes Néerlandaises et même des Indes Anglaises.

D'après certains renseignements dont nous n'avons aucune raison de suspecter l'exactitude, les importations japonaises en Indochine pour les « filés de coton » seulement, se seraient élevées de cette manière : en 1923, à 13.200 balles, soit 34 millions de francs et en 1924 à 14.300 balles, soit 42 millions de francs. Et cela, malgré l'application du tarif général qui est faite à cet article (même en provenance de Hong-Kong et les frais du transbordement à Hong-Kong. On pourrait se demander quel intérêt ont les producteurs japonais à agir de la sorte puisqu'ils sont astreints à payer les droits du tarif général et de plus les frais de transbordement et de magasinage à Hong-Kong ? L'explication suivante nous en a été donnée : Les marchandises japonaises ainsi transitées à Hong-Kong y sont emmagasinées, puis warrantées, ce qui permet à leurs propriétaires d'en tirer immédiatement profit ; par la suite ces marchandises sont dirigées sur tel ou tel pays d'Extrême-Orient selon les variations des changes.

Enfin un exemple fera comprendre le peu de crédit qu'il faut accorder aux statistiques concernant le commerce japonais avec l'Indochine et qui le représentent

comme tout à fait insignifiant. Dans *La Revue du Pacifique* de février 1925, un article de M. Archimbaud relatif au « Commerce Extérieur avec l'Indochine en 1923 » mentionne que le montant total des importations japonaises dans notre colonie se chiffrait pour cette année à 9.799.000 francs. En fait, nous venons de voir qu'en 1923, les importations japonaises en Indochine se montaient pour les filés de coton seulement à plus de 30 millions de francs.

Tout ceci nous montre que le régime qui lui était appliqué n'empêchait pas le Japon de faire avec notre colonie un commerce profitable. Mais la loi du 13 avril 1928 et le décret d'application du 2 juillet 1928, unifiant mieux les tarifs indochinois et métropolitains, modifièrent cette situation. D'autre part, un arrêté du Gouverneur Général de l'Indochine en date du 24 octobre 1928, rendu après avis du Conseil du Gouvernement et tendant à appliquer à un très grand nombre de produits un tarif spécial à l'Indochine en général plus élevé que celui de la Métropole était entré en vigueur le 1^{er} juillet 1929. Ce nouveau tarif avait évidemment pour effet de restreindre les facilités dont jouissait le commerce nippon dont certains produits furent alors frappés de droits à peu près prohibitifs.

Aussi, dès septembre 1929, à l'occasion de la Conférence internationale du Désarmement naval, le Gouvernement japonais demandait qu'un arrangement provisoire soit conclu, accordant à l'ensemble des marchandises japonaises une réduction de 50 % sur les droits du tarif général indochinois. On peut remarquer que le Japon se montrait plus discret dans ses demandes : il proposait seulement un arrangement provisoire au lieu d'un traité liant

la France pour de longues années et il ne réclamait plus l'application du tarif minimum à tous ses produits comme il le faisait lors des premières négociations ; le tarif général comportant des droits quatre fois plus élevés que ceux du tarif minimum, en demandant sur le premier un abattement de 50 % il acceptait l'application de droits doubles de ceux du tarif minimum.

Malgré cela, consentir à cette diminution de 50 % était bien l'extrême limite des avantages qu'il était possible d'accorder au Japon. C'eût été déjà, en effet, revenir au régime dont il bénéficiait avant la dernière réforme douanière. La Chambre de Commerce de Hanoï ayant eu connaissance des propositions japonaises demandait qu'en ce qui concerne certains articles pour lesquels la concurrence japonaise était plus à craindre que pour les autres on s'en tint aux concessions suivantes : 25 % sur les filés de coton, 30 % sur les tissus de coton et 40 % sur les ciments. Elle demandait aussi qu'une contre-partie fût exigée pour les riz indochinois.

De son côté, le Comité de l'Indochine émettait au sujet des propositions japonaises l'avis suivant :

« 1° Il ne doit être accordé au Japon aucun avantage » même à titre provisoire, s'il n'accorde pas en échange » aux produits indochinois, et notamment au riz, un traitement de faveur à l'entrée de son territoire, à titre » provisoire également s'il y a lieu.

» 2° Il serait impolitique en l'espèce de donner par un » accord provisoire le maximum de ce qui pourrait être » concédé en dernière ligne ; le taux de réduction sur le » tarif général ne doit pas être supérieur à 30 ou 40 %, à » moins de convenir formellement avec le Japon que » pour les fils et tissus de coton par exemple, le taux de

» 50 % ne sera en aucun cas dépassé dans l'accord définitif à venir.

» 3° S'il est prévu en principe un même pourcentage de réduction pour l'ensemble du tarif douanier, il est indispensable de faire exception lorsque l'écart entre le tarif général et le tarif minimum est inférieur à 30 % ; il est nécessaire également de porter parmi les exceptions certains articles pour lesquels le tarif douanier n'atteint pas le taux de protection habituel. »

L'opposition des Chambres de Commerce indochinoises et du Comité de l'Indochine aux propositions japonaises avait surtout pour cause l'absence de compensation et les restrictions faites par le Japon à l'importation de nos riz.

La question du riz était d'ailleurs celle à laquelle l'opinion indochinoise était le plus particulièrement attachée. Dans un ouvrage paru en 1930, l'auteur s'étonne justement de la position prise par le Japon vis-à-vis du principal article du commerce d'exportation de notre colonie.

« Le gouvernement nippon contrôle étroitement le commerce du riz et se réserve le droit de limiter, voire d'interdire les importations. Son intervention s'est souvent produite, surtout à partir de mars 1928. Son but est de protéger les riziculteurs du pays et de les inciter à produire en quantité suffisante pour satisfaire à la demande nationale. Lorsque le prix du riz tend à diminuer au point d'en rendre la culture onéreuse, le gouvernement achète à un prix raisonnable ; il constitue ainsi une réserve pour le cas de besoin et il veille à la reconstituer chaque année. Quand les prix s'exagèrent, au contraire, le gouvernement libère ses stocks à un prix qui provoque aussitôt une baisse salutaire. Dans

» l'un et l'autre cas les cours redeviennent donc rapidement normaux. Lorsque la production locale ne suffit pas, la différence est fournie par les importations des colonies japonaises, Formose et la Corée, et, quand il faut, par les importations étrangères, demandées au Siam et à l'Indochine française.

« Or, le déficit de la production japonaise du riz va sans cesse en s'aggravant. On ne s'expliquerait donc pas que le gouvernement nippon s'entêtât dans sa politique protectionniste et de prohibition. Il paraît certain au contraire que, dans un avenir prochain, les rizières de l'Indochine devront être appelées à apporter leur aide indispensable. Pourquoi, dans ces conditions, le Japon continue-t-il à prohiber l'importation normale chez lui des riz indochinois ?

« Il ne la tolère en quelque sorte qu'au compte-gouttes. Il n'accorde même pas à notre colonie un régime aussi favorable qu'au Siam. Est-ce dans un esprit de solidarité panasiatique qu'il réserve à celui-ci une situation privilégiée ? La raison serait déplorable, alors qu'en Indochine les 9/10 des rizières sont cultivées par des indigènes pour leur propre compte. Ne serait-ce pas plutôt pour peser sur la décision de nos négociateurs dans les pourparlers relatifs à l'entrée des marchandises japonaises en Extrême-Orient. Cette politique que serait également mauvaise.

« A moins de laisser monter les prix du riz à des taux excessifs sur le marché intérieur, le Japon aura besoin d'en importer à l'étranger. La France ne demande pour le riz d'Indochine que de pouvoir faire concurrence aux autres riz étrangers importés au Japon, tandis que les avantages demandés par le Japon pour ses impor-

» tations en Indochine enlèveraient une partie du marché aux industries françaises, métropolitaines ou indochinoises.

« La France ne se refuse pas à réduire pour certains articles japonais les droits inscrits au tarif général des douanes. Mais un traitement équitable pour le riz indochinois au Japon est une condition essentielle de tout accord ¹. »

Les renseignements émanant des Chambres de commerce de la Colonie ayant été communiqués au Ministère des colonies, le manque de compensation aux demandes japonaises les fit écarter et ce fut de nouveau pendant plus d'un an le silence autour de ce problème, le Japon, très occupé du côté chinois, semblant s'en désintéresser.

1. Maurice Caullery, *La Réforme du régime douanier colonial*, Paris, 1930, p. 95 à 97.

CHAPITRE V

CONCLUSION DE L'ARRANGEMENT FRANCO-JAPONAIS RELATIF AUX ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE JAPON ET L'INDOCHINE.

I. Dernières négociations ayant précédé la signature de l'accord. — Insistance du Japon. — Importance des considérations politiques. — La baisse du yen : surtaxe compensatrice de change.

II. Commentaires des dispositions de l'accord. — Critiques. — Satisfactions réciproques accordées aux deux parties.

I. — Ce silence fut de nouveau rompu par le Japon qui, avec la ténacité qui est un des traits dominants du caractère national nippon, jamais lassé ni rebuté par aucun échec, n'avait pas perdu l'espoir d'arriver à la conclusion de l'accord relatif au tarif appliqué à ses importations en Indochine, accord auquel il semblait attacher une importance considérable.

Au début de juin 1931, l'ambassade du Japon faisait en effet parvenir au Gouvernement français de nouvelles propositions dont le ton permettait de conclure à sa hâte d'aboutir à bref délai à une solution. Le Gouvernement de notre pays, fidèle à la ligne de conduite qu'il s'était précédemment tracée, décida, avant de donner une réponse au Japon, de prendre l'avis des principaux groupements intéressés, comme il l'avait fait déjà à plusieurs reprises dans de semblables circonstances. C'est dans ce but qu'en particulier, le Ministère des Colonies

adressa le 10 juin 1931, au président du Comité de l'Indochine, la lettre dont nous extrayons le passage suivant :

« Le Gouvernement japonais vient d'exprimer le désir
» de reprendre les pourparlers, afin d'arriver, le plus tôt
» possible, à la conclusion d'un accord tarifaire entre le
» Japon et l'Indochine. Il tient, toutefois, à déclarer que
» cette reprise de négociations ne peut être envisagée
» que si la question de contingentement, de levée des
» prohibitions d'importation des riz indochinois au
» Japon est placée en dehors du débat. Il ajoute, également, qu'il devra être tenu compte du fait, que dans
» les relations commerciales entre le Japon et l'Indochine, le montant total des importations japonaises en
» Indochine étant bien inférieur à celui des produits
» indochinois au Japon, où ces derniers bénéficient d'un
» tarif minime ou même de la franchise douanière, il
» n'aura pas à offrir à l'Indochine de larges compensations. Il fait remarquer, enfin, que bien qu'il soit
» poussé par l'opinion publique, le Gouvernement japonais s'est abstenu de faire jouer contre les produits
» indochinois l'article de la loi douanière japonaise qui
» permet l'application de droits exceptionnels aux produits d'un pays traitant moins bien les marchandises
» japonaises que celles en provenance d'autres pays.
» J'ajoute que, de renseignements qui me sont parvenus, il y a lieu de craindre qu'une telle mesure de
» coercition ne soit incessamment appliquée aux houilles
» d'Indochine.

« Malgré les réserves faites par le Gouvernement de
» l'Empire nippon, le Gouverneur général de l'Indochine
» estimant, d'ailleurs, que la prohibition actuelle de l'importation du riz de l'Indochine au Japon ne lèse pas

» les intérêts essentiels de la colonie, je juge utile de
» reprendre les négociations afin d'arriver à la conclu-
» sion d'un accord provisoire, à portée restreinte, une
» sorte de *modus vivendi*, qui permettrait, par la suite,
» au Gouvernement français de reprendre la question
» du riz.

» C'est pour cette raison qu'il m'a paru nécessaire,
» avant d'arrêter la position de mon Département, de
» prendre l'avis et de recueillir les suggestions des grou-
» pements représentant les intérêts de la colonie. »

On peut mesurer, grâce à ce document, et à ce que nous avons déjà dit dans le chapitre précédent tout le chemin parcouru par les deux pays, dans le sens de la conciliation, de la diminution des exigences respectives, depuis la Convention du 19 août 1911 qui provoqua le premier débat important sur la question qui nous occupe. A cette époque, d'une part, le Japon demandait l'extension à l'Indochine de ladite Convention, c'est-à-dire l'application, sans aucune distinction, à tous les produits japonais à leur entrée en Indochine, du tarif minimum et du traitement de la nation la plus favorisée; d'autre part, le Gouverneur général de l'Indochine, et à sa suite le Gouvernement français, se montraient irréductibles sur la question de la quasi-prohibition des riz indochinois par le Gouvernement nippon. Il semblait alors que les oppositions ainsi manifestées fussent absolument irréductibles. Depuis, les échanges de vues, qui avaient eu lieu en 1924-1925, avaient contribué dans une large mesure à apaiser ce conflit en dissipant quelques erreurs et préjugés. On commençait à entrevoir la possibilité d'un accord. Aussi, le Japon cessait-il de demander le tarif minimum pour tous ses produits et dès 1929

il ne parlait plus que d'un accord provisoire, seule solution dont, en 1931, le Gouvernement français envisageât la possibilité, comme en témoigne la lettre citée plus haut.

De leur côté, la France et l'Indochine, que le réajustement des tarifs de notre colonie extrême-orientale rendaient moins craintives, étaient acquises à l'idée qu'il serait bon de faire au Japon quelques concessions lui permettant de concurrencer victorieusement ses rivaux étrangers et ceux-là seulement. Enfin, dans un esprit évident de conciliation, le ministre français des Colonies consentait à conclure un accord provisoire sans que la question du riz, réservée pour faire l'objet de négociations ultérieures, fût au préalable tranchée.

Cela était d'ailleurs possible sans compromettre les intérêts des agriculteurs indochinois, qui représentent la presque totalité de la population annamite, pour plusieurs raisons : Nous avons déjà montré que le chiffre des exportations du riz indochinois vers le Japon était à peu près indépendant des droits de douanes qui le frappent à son entrée dans ce pays qui est obligé d'en acheter, malgré tout, les années où sa récolte est en déficit et qui n'en a pas besoin lorsqu'elle est bonne. Le seul avantage que le Japon aurait pu nous consentir eut été de ne pas préférer le riz siamois au riz indochinois, le défaut de standardisation que l'on reprochait à ce dernier étant sur le point de disparaître du fait de la substitution progressive d'Européens et même d'Annamites aux intermédiaires et décortiqueurs chinois peu soigneux.

Mais le problème du riz en 1931 était complètement changé dans une de ses données : Le Japon était ordinairement, sa récolte étant régulièrement insuffisante,

obligé d'importer chaque année de ses colonies, la Corée et Formose, et aussi de l'étranger une certaine quantité de riz; or, depuis trois ans, la récolte avait été tellement abondante qu'à la fin de l'année 1930, les stocks de riz accumulés par le Gouvernement nippon se montaient à environ 11 millions de koku¹, soit plus de 18 % d'une récolte annuelle, si bien que, loin d'avoir besoin des riz indochinois, le Japon était devenu exportateur de cette denrée. Dans ces conditions, on comprend que le Japon se soit opposé formellement à ouvrir davantage ses portes à ce produit² et que par un entêtement ridicule sur cette question, non seulement nous n'aurions rien obtenu, mais nous aurions risqué de compromettre un accord susceptible d'amener une profitable détente dans nos relations avec l'Empire du Soleil Levant.

Il faut néanmoins remarquer que le fait d'écarter du débat la question du riz réduisait presque à néant les compensations que le Japon pouvait offrir en contre-partie des avantages qu'il demandait.

Cela n'empêche pas que l'argumentation japonaise semblait assez solide. En effet, elle ne reposait pas essentiellement, comme il était arrivé d'autres fois, sur la qualité d'ancien allié de la France dont se parait le Japon; elle insistait surtout sur les points suivants : que les principaux articles importés d'Indochine bénéficiaient déjà du tarif minimum ou d'exemption de tous droits; et

1. Le « koku » est une unité de mesure japonaise qui vaut 180 litres 39

2. En 1930, l'inquiétude du Gouvernement Japonais, incapable d'acheter l'énorme stock de riz produit en sus des besoins de l'Empire, fut très grande. Finalement il acheta à crédit la plus grande partie du riz en question. Cependant la Presse japonaise était opposée à un relèvement nouveau, des droits de douanes et à de nouvelles restrictions des importations, dans la crainte où elle était de représailles de la part des pays fournisseurs habituels de riz au Japon. A ce propos elle signalait une fois de plus la coïncidence qui s'était produite entre le relèvement du tarif douanier indochinois en 1929 et la limitation des entrées au Japon des riz de Saïgon.

que les importations japonaises en Indochine n'atteignent qu'un chiffre bien inférieur à celui des importations indochinoises au Japon.

Ce que nos interlocuteurs ne disaient pas, c'est que les produits indochinois auxquels ils appliquaient un régime aussi favorable étaient des matières premières indispensables à l'industrie nipponne qu'elle n'aurait pu sans de grosses difficultés se procurer ailleurs qu'en Indochine française.

Quant à la différence constatée entre le montant des importations japonaises en Indochine et celui des importations indochinoises au Japon, elle est considérable si l'on s'en rapporte aux statistiques officielles. C'est ainsi que d'après les statistiques des douanes japonaises, il apparaît qu'en 1928, le Japon achetait en Indochine pour 20.355.454 yens¹ de marchandises, alors qu'il ne lui en vendait que pour 4.112.046 yens; en 1925, cette disproportion avait été plus grande encore, ces mêmes chiffres étant alors respectivement 48.719.752 yens et 6.206.645 yens; et en 1931, elle demeurait importante puisque l'Indochine avait dirigé sur le Japon, 17 % en poids et 3 % en valeur de ses exportations, tandis qu'elle ne lui achetait que 4 % en poids et 1 % en valeur de ses importations. Mais nous avons eu l'occasion de signaler dans le précédent chapitre le cas qu'il convient de faire de ces indications et l'obligation où l'on se trouve pour connaître le chiffre exact des expéditions du Japon sur l'Indochine d'ajouter aux chiffres officiels une bonne partie des marchandises indiquées comme provenant d'Hong-Kong ou de Changhaï. Il y a là un élément qui

1. Le yen valait alors 12 francs 90 cmes.

réduit de beaucoup le déséquilibre apparent des échanges nippo-indochinois, sans qu'on puisse nier, cependant, qu'il en existe un très réel, quoique moins important.

A la vérité, le Japon, atteint par la crise économique mondiale et à la recherche de nouveaux débouchés pour les produits de son industrie montrait un grand désir d'aboutir rapidement à une solution même provisoire, et dans ce but, il allait jusqu'à accompagner ses demandes de menaces, à peine déguisées, de représailles douanières pour le cas où le Gouvernement français refuserait de lui donner satisfaction. Il précisait même que les charbons et anthracites tonkinois seraient les premiers frappés par une augmentation de 100 % des droits de douane sur ces matières.

Dans ces conditions, il ne pouvait être question d'opposer aux demandes japonaises un fin de non-recevoir catégorique, il était préférable de rechercher un terrain d'entente. Le moment eût été mal choisi pour créer des embarras aux anthracites et aux charbons tonkinois déjà atteints par la crise mondiale. Mais il n'y avait pas lieu, d'autre part, de s'alarmer outre mesure de l'épouvantail dressé par le Japon à notre intention. Il eût été le premier à souffrir d'une mesure de prohibition prise contre nos houilles, dont son industrie ne peut se passer. Ses usines sont équipées pour utiliser les charbons à flamme courte que lui fournit le Tonkin et que seule la Chine serait susceptible de produire moyennant un investissement préalable de capitaux considérables pour la mise en exploitation des gisements, ce que, étant donnée sa situation financière et l'hostilité de la Chine, le Japon ne peut pas faire. Quant aux houilles plus grasses de Corée et de Mandchourie, leur utilisation eût demandé

toute une adaptation de l'équipement des usines nippones.

Le Comité de l'Indochine, en réponse à la lettre dont nous avons reproduit plus haut le passage essentiel, se prononça le 21 juin dans le sens suivant :

Les chances d'une entente, sur le riz, avec le Japon, devenu exportateur, sont minimales; il y a donc lieu, tout en réservant prudemment la question de trouver un *modus vivendi* provisoire.

Il doit être entendu qu'aucun abattement ne sera fait sur les ciments et sur les filés de coton.

Pour tout le reste du tarif, il est désirable d'arriver à un accord, afin de sauvegarder les houilles et anthracites tonkinois. En ce qui concerne les produits suivants, on peut, sans inconvénient, accorder le tarif minimum : charbon, étain et ses alliages, tabac et papiers autres que ceux de presse et d'édition; de même pour d'autres produits de moindre importance : moutons, pelleteries, soies grèges, cires, cornes de bœuf, graphites, marbres, fruits frais, plomb et ses alliages, encre de Chine, peaux tannées et éventails.

En ce qui concerne les produits manufacturés japonais, autres que les ciments et les filés de coton, il y a lieu d'accorder des réductions de 25 à 40 % sur le tarif général; mais le Comité, redoutant qu'une formule générale et non indicative, ne permette des abattements considérables et jette la perturbation dans les échanges, demande à connaître, avant de donner son avis sur ce point, et cela article par article, les abattements envisagés.

Il se trouvait d'ailleurs que l'avis du Comité de l'Indo-

chine différait peu de celui du Gouvernement général de l'Indochine.

Les choses en étaient là quand arrivèrent les vacances. Ces dernières furent utilisées par le Gouvernement français à consulter les syndicats et groupements intéressés par les négociations en cours. Les réponses furent portées à la connaissance du Gouvernement japonais en octobre-novembre 1931 ¹. En même temps, était transmis à ce dernier un projet d'accord limité à un certain nombre de produits seulement. Il fallait, en effet, montrer une grande prudence dans le choix des concessions à accorder, car le moment était peu opportun pour diminuer, en pleine crise économique, la protection dont bénéficiaient l'industrie et le commerce indochinois. Le Ministère du Commerce se rendait compte, avec beaucoup d'exactitude, des difficultés de la tâche qui lui incombait. C'est ainsi que notre ambassadeur au Japon obtint l'assurance que la menace concernant les charbons tonkinois ne serait pas mise à exécution.

1. Les demandes japonaises visaient le tarif minimum; voici le résumé des réponses, concernant les principaux produits, qui furent faites par les groupes de producteurs. Les pourcentages indiquent les abattements sur le tarif général.

Bières.....	aucune concession
Ciments	—
Verres et cristaux	30 % en principe; 50 % pour les bouteilles. T. M. pour les fioles
Tissus et filés de coton	20 %, abattement plus grand en cas de contin- gementement
Ouvrages en métal	réponse négative
Bimbeloterie	—
Ouvrages en caoutchouc	—
Parapluies et parasols ..	—
Produits chimiques	T. M. pour les produits tinctoriaux ou tannants. 50 % pour les sels de plomb, 35 % sur les dérivés des goudrons de houille. Réponse né- gative pour les autres produits chimiques.
Menthol	réponse défavorable
Médicaments	—

Pour les autres produits, les industries intéressées n'avaient fait parvenir aucune réponse.

Au début du mois de décembre 1931, le Ministère du Commerce donnait au Comité de l'Indochine des explications très nette au sujet du projet d'accord limité transmis au Gouvernement nippon; voici quel en était l'esprit :

La plupart des articles envisagés étaient de peu d'importance pour le commerce indochinois, c'était le cas pour les fruits, les déchets animaux, les légumes frais, les poteries, etc...

Quelques-uns cependant étaient plus importants et il était nécessaire d'examiner pour chacun d'eux la solution possible.

Tout d'abord, aucune concession ne pouvait être faite sur le tarif général au sujet des ciments; mais peut-être était-il possible d'arriver à une entente entre producteurs japonais et indochinois pour le partage du marché extrême-oriental de cette marchandise, au lieu de se livrer à une guerre de tarifs.

Moyennant un engagement formel de la part du Japon de maintenir l'exemption accordée jusqu'alors aux charbons tonkinois et de leur appliquer le traitement de la nation la plus favorisée; rien ne s'opposait à ce que les charbons japonais bénéficient en retour du tarif minimum.

En ce qui concerne les cotons, fils et tissus, le Japon tenait surtout à ne pas être désavantagé vis-à-vis des producteurs belges et hollandais. Il était possible d'accorder ici un abattement important sur le tarif général en y joignant des mesures de contingentement, sans lesquelles la concession ne serait pas supérieure à 20 %, afin de ne pas concurrencer les industriels français et indochinois.

Quant aux papiers, il nous était impossible de ne pas accorder le tarif minimum, car, dans ce but, les droits de ce tarif, payés par les papiers, avaient été récemment doublés. Mais il était possible de limiter cette concession à certaines catégories spécifiées de papier.

Les Japonais semblaient enfin tenir beaucoup à obtenir pour leurs bières un traitement favorable.

Au fond, les contre-propositions françaises se rapprochaient beaucoup, en les précisant, des réponses que nous avons résumées dans le tableau donné en renvoi page 98 ; c'était la preuve que, conformément aux assurances officielles qui en avaient été si souvent données, il était rigoureusement tenu compte des desiderata de l'industrie et du commerce français et indochinois¹.

Dans le courant de l'automne 1931, les Japonais parurent apporter beaucoup moins de hâte dans la pour-

1. Voici quel était l'essentiel des contre-propositions faites au Japon : Aluminium, parapluies et parasols, ciments et tous les autres articles non énumérés ci-dessous pour lesquels le Japon demandait le T. M. plus 50 % : *refus de toute concession.*

Sucres, bois bruts, houilles, acide chlorhydrique et engrais azotés, poudre de pyrèthre, parfumerie, sauces autres que la sauce tomate, faïences et porcelaines spécifiquement asiatiques, filets de pêche, chapeaux de feutre et éventails : *tarif minimum*. Il faut remarquer que la poudre de pyrèthre était le seul insecticide admis à ce tarif, et que la parfumerie ne devait en bénéficier qu'à la condition que toute contrefaçon serait éliminée et que l'emballage ne porterait aucun caractère français. Les faïences et porcelaines non spécifiquement asiatiques, la bière en fût, les pneumatiques et chambres à air pour bicyclettes et poussets et les chaussures en caoutchouc : 50 % *d'abattement sur le tarif général*.

Verrerie, bouteilles, lampes de T. S. F. et plaques de photographie : 30 %.

Papier à cigarettes : 50 à 25 % à déterminer. Horlogerie et articles de ménage : 40 %. Boissellerie : 35 %.

Une spécification était demandée pour : les légumes secs, la bimbeloterie, les jouets et les chaussures en caoutchouc.

La question était réservée pour : les légumes conservés, la bière en bouteilles et la sauce tomate.

Les bouteilles pleines et les emballages devaient être taxés comme le contenu.

Les tissus de soie devaient payer une surtaxe et, la réponse de l'Indochine n'étant pas parvenue, pour les bois de placage et contreplacage et pour les nattes de Chine, ces questions étaient réservées.

suite des négociations qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors. Ils étaient disposés à ne pas se montrer intransigeants, car ils tenaient cette fois à aboutir. Cet accord, dont ils essayaient depuis si longtemps d'obtenir la conclusion, était devenu pour eux une question d'orgueil national. Il s'agissait dès lors moins, du côté japonais, de bénéficier d'avantages douaniers substantiels que le Gouvernement nippon savait qu'on ne pouvait lui accorder, que de « sauver la face ». De leur côté la France et l'Indochine étaient disposées à faire toutes les concessions possibles sans accroître le marasme dans lequel leurs industries se débattaient. Si même on avait suivi l'opinion d'une partie de la presse, à laquelle *le Temps* d'ordinaire si réservé, mêlait sa voix, on aurait tout accordé au Japon pour nous concilier ses bonnes grâces.

Dans ces conditions, on pouvait penser que la solution serait trouvée aussi rapidement qu'aisément et M. de Pourville pouvait écrire :

« Les groupements économiques indochinois, qu'ils
» aient leur siège dans la colonie ou dans la métropole,
» savent parfaitement quelles anciennes traditions diplomatiques et sociales unissent les deux nations; et ils
» sont convaincus que ces excellentes relations peuvent
» être maintenues, et même resserrées, sans qu'aucun
» important sacrifice soit exigé ou consenti par l'une ou
» l'autre des deux parties au détriment de l'autre.

» C'est là une constatation pratique que, dans les jours
» qui viennent, personne n'oubliera. Et du moment que
» la voix de l'Indochine sera écoutée, comme elle mérite
» de l'être — et comme elle le sera — on est en droit
» d'augurer pour un prochain avenir, un arrangement

» où chacun des intéressés, ayant compris et fait ce qu'il » devait faire, trouvera ses justes apaisements¹. »

C'est alors qu'un fait nouveau, d'une gravité exceptionnelle, se produisit, qui faillit tout remettre en question et faire échouer si près du but les négociations en cours : la baisse du yen.

En effet, le Japon était durement touché par la « dépression » mondiale : le marché américain était devenu moins facile, en Chine les produits nippons étaient boycottés et de plus, la baisse du prix de l'argent-métal, et par suite du taël, diminuait le pouvoir d'achat de cette immense région ; la chute de la devise britannique enfin, rendait plus difficile la concurrence avec le commerce anglais dans les possessions britanniques d'Asie. A tout cela venait s'ajouter la baisse continue des prix mondiaux minant l'agriculture fortement endettée de ce pays. Comme il est normal en pareil cas, d'énormes quantités d'or quittèrent les caisses des banques japonaises. L'encaisse-or de la Banque du Japon tombait, de 1.071 millions de yens, en janvier 1930 à 520 millions le 17 décembre 1931, pour une circulation de plus de un milliard de billets. Aussi, le Gouvernement japonais renonçant à continuer les sacrifices déjà consentis pour maintenir le yen à sa parité-or, décrétait le 13 décembre 1931 l'embargo sur l'or et, le 17 décembre, suspendait la convertibilité des billets de la Banque du Japon.

La devise japonaise abandonnée à elle-même se déprécia rapidement et en février 1932 on peut estimer que cette baisse atteignait 15 à 25 %. Le Japon était évidem-

1. Albert de Pouvoirville, « Entre Indochine et Japon » (article paru dans *Le Midi Colonial*, n° du 8 octobre 1931).

ment libre de prendre ces mesures concernant sa monnaie; mais cette décision allait exercer des répercussions considérables sur toutes les opérations commerciales et financières du Nippon avec l'étranger et tout d'abord avec l'Indochine. Cette situation créait pour les commerçants et industriels japonais une prime à l'exportation, correspondant au taux de dépréciation de leur devise nationale, destinée à leur faciliter la conquête des marchés extérieurs, parmi lesquels se trouvait celui de notre grande colonie d'Extrême-Orient. Cette prime était d'autant plus forte que, « cette dévalorisation du yen est toute particulière; elle révèle, une fois de plus, l'extrême ingéniosité des Jaunes ¹ ». Il ne saurait être question de donner ici tous les détails du fonctionnement de ce nouveau mécanisme monétaire, car il faudrait être un technicien pour le faire avec toute l'exactitude désirable. Il suffira pour comprendre l'essentiel du système de savoir que le yen n'a plus la même valeur pour tous, qu'« elle change suivant les gens et les personnes, politiques ou morales, qui sont en jeu ¹. »

Autrement dit, les commerçants et industriels japonais bénéficient d'une prime à l'exportation de 15 à 25 % et les pertes qu'ils pouvaient subir quant à l'achat des matières premières de provenance étrangère, leur étaient en partie compensées par l'Etat.

Il n'était pas possible de reprendre dans le détail, les études qui avaient été faites jusqu'à cette date en vue de la conclusion de la convention commerciale au sujet de l'Indochine. Aussi, pour simplifier y avait-il lieu de prendre une mesure générale. C'est pourquoi, afin de

1. Albert de Pouvoirville, « La politique monétaire du Japon et ses répercussions en Indochine » (*La Dépêche Coloniale* du 15-16 février 1932).

rétablir entre le Japon et l'Indochine l'équilibre monétaire et économique, rompu par la dévalorisation du yen, l'opinion franco-indochinoise insistait pour qu'une taxe de compensation, dont le chiffre lui semblait devoir être fixé à 15 %, « soit appliquée généralement à toutes les importations japonaises, avant que toute convention soit signée, avant même que toute conversation soit reprise ¹. »

On pouvait conclure d'ailleurs qu'il n'y avait là qu'une mesure tout à fait normale de préservation de nos intérêts, ne pouvant en aucune manière froisser nos interlocuteurs ; c'est ainsi que d'autres nations et parmi elles la Grande-Bretagne s'étaient vu appliquer une taxe compensatrice de change dans de semblables circonstances.

Dès le 14 mars 1932, la Chambre de commerce de Saïgon faisait parvenir au Comité de l'Indochine les informations suivantes qui montrent combien le danger de la concurrence japonaise en Indochine s'était déjà accru à cette date : la Mitsui Bussan Kaisha vendait en mars 1932, le coaltar 6 \$ 75 les 100 kilos au lieu de 8 \$ 55 quelques mois auparavant ; le prix des ciments « quai Saïgon » passait de 6 \$ 60 à 5 \$ 80 le baril ; le crêpe de soie naturelle en 70 centimètres de largeur, valait, en novembre 1931, 14 \$ 10 et le 8 mars 1932, 10 \$ 83 seulement. En général, les produits japonais avaient baissé de 15 % environ alors que le yen se dépréciait de 30 % ; la surtaxe compensatrice de change de 15 % qui était proposée, était alors pleinement justifiée.

Cependant le décret du 12 novembre 1931, promulgué en Indochine le 9 janvier 1932, (il n'était pas question du

1. Albert de Pouvoirville, « La politique monétaire du Japon et ses répercussions en Indochine » (*La Dépêche Coloniale* du 15-16 février 1932).

Japon à ce moment), créant une surtaxe compensatrice sur les marchandises originaires de pays à monnaie dépréciée, avait été assez peu favorablement accueillie par la presse indochinoise qui y voyait un instrument créateur de vie chère au détriment à la fois des Nhà Que, des paysans annamites, qui ne pourraient plus acheter, et des revenus de la colonie qui baisseraient avec le chiffre des mouvements commerciaux. Malgré certains avis contraire, la Chambre de commerce de Saïgon demandait qu'une taxe de ce genre soit appliquée au Japon dont les entreprises avaient diminué leurs frais généraux et devenaient plus redoutables que jamais.

De nouveaux efforts de conciliation furent faits de part et d'autre, et il fut enfin décidé qu'une surtaxe compensatrice de change serait appliquée en Indochine aux produits japonais, que le taux en serait fixé à 15 % et que cette mesure serait ensuite incorporée dans le texte même de la convention en cours de négociations. Cette question étant réglée, l'accord se fit sur les bases suivantes :

Le Japon reconnaissait qu'il était naturel pour la France de conserver sur le marché indochinois la place qu'elle y avait acquise; donc l'avantage accordé aux produits japonais avait surtout pour but de leur permettre de concurrencer avec succès uniquement les marchandises non françaises. L'accord n'étant que provisoire, la question du riz en était exclue pour être discutée à part et plus tard. Enfin, le tarif minimum serait rarement concédé au Japon afin de ne pas lui assurer une situation par trop privilégiée sur les produits européens.

II. — La signature de l' « Arrangement commercial entre la France et le Japon, tendant à régler provisoirement le statut des échanges entre l'Indochine et le Japon ¹ », eut enfin lieu, après vingt-cinq années d'efforts pour y parvenir sans dommages pour nous, le 13 mai 1932, les plénipotentiaires étant du côté français MM. Tardieu, Rollin et de Chappedelaine ; du côté japonais, M. Harukazu Nagaoka, Jusami, ambassadeur extraordinaire.

C'était un accord provisoire, conclu pour un an à dater de sa mise en vigueur, renouvelable par tacite reconduction, et sujet à ratification de la part de l'Empereur du Japon et du Parlement français.

Il fut ratifié par le Mikado le 10 août 1932 et mis en application provisoire dès le 26 août 1932, sans attendre la ratification du Parlement français qui n'intervint que plus tard.

Du point de vue de la forme, cet arrangement se compose d'un accord commercial en sept articles auquel sont annexées deux listes A et B de produits bénéficiant d'avantages tarifaires. Enfin un protocole de signature et des échanges de lettres précisent certains points et entre autres la question de la surtaxe de change.

Voici l'analyse des principales dispositions de ces textes.

Un certain nombre de produits originaires du Japon et en provenance de ce pays, énumérés dans la liste A, bénéficient à leur entrée en Indochine, soit du tarif minimum, soit de pourcentages de réduction allant de 10 à 60 % sur le tarif général (art. 1^{er}). Les marchandi-

1. Le texte de l'Arrangement se trouve reproduit intégralement en annexe à cet ouvrage.

ses admises au tarif minimum jouissent au surplus, de la clause de la nation la plus favorisée.

Les mêmes avantages sont accordés aussi, par dérogation à la règle du transport direct, aux mêmes produits quand ils seront transbordés dans les ports de Hong-Kong et de Shanghai, mais à trois conditions :

1° Ces expéditions feront l'objet d'un connaissement direct du Japon sur le port indochinois de destination.

2° Ce connaissement sera visé par l'autorité consulaire française du port de transbordement qui attestera que les marchandises transbordées n'y ont subi aucune transformation ou manipulation susceptibles de leur faire perdre leur identité.

3° Enfin, le transport de Hong-Kong ou de Shanghai en Indochine devra être effectué sous pavillon japonais ou français.

Les marchandises en provenance directe du Japon, ou ayant transité dans les conditions que nous venons d'indiquer bénéficieront du tarif minimum pour leur admission en transit sur le territoire de l'Union indochinoise.

En retour de ces avantages concédés au Japon, les produits indochinois, énumérés dans la liste B, se voyaient accorder soit le tarif le plus réduit, soit même l'exemption totale de tous droits, à leur entrée dans l'Empire japonais et ses dépendances. Ces marchandises sont celles qui, le riz mis à part, constituent les éléments les plus importants du commerce d'exportation indochinois, tels que la houille, le zinc (minerai et métal), le coton, les gommes et le caoutchouc, le coprah, etc...

Le protocole de signature précisait certains points délicats. C'est ainsi qu'il subordonnait l'application des avantages prévus dans l'accord pour les produits de par-

fumerie japonais, à une entente entre le Gouvernement général de l'Indochine et les autorités consulaires japonaises afin d'éliminer les nombreuses contrefaçons, de marques étrangères et mêmes françaises, qui existaient.

De même, il précisait les conditions d'admission des faïences et porcelaines, d'origine japonaise, « du type ou du modèle habituellement utilisé en Extrême-Orient. » La détermination de ces types devait être faite par le Gouvernement général, à la demande du Japon et sur présentation d'échantillons ou de reproductions photographiques ; et, en tout cas, rentraient dans cette classification « les bols, avec ou sans couvercle ; les cuillers ; les crachoirs ; les vases ; les théières ; les plateaux ; les assiettes d'un diamètre inférieur à 15 centimètres ; les flacons, cruchons ou carafons pour contenir les boissons alcooliques ».

Ce protocole réglait aussi une question qui, on s'en souvient, avait préoccupé beaucoup les producteurs français et indochinois : celle des fils et tissus de coton. L'opposition avait été grande à l'octroi d'avantages importants au Japon en cette matière. Aussi, donnant satisfaction aux justes revendications des groupements économiques, l'application de la réduction de 40 % sur le tarif général, prévue par l'arrangement pour les fils et tissus de coton, est-elle subordonnée à des mesures de contingentement, en l'absence desquelles la réduction ne serait plus que de 20 %.

Quant aux ciments, aucune concession n'était faite au Japon à leur sujet.

Enfin les échanges de lettres qui suivent l'accord et y sont annexées, précisent que : tout en se réservant la faculté en cas d'accroissement de l'écart des changes,

d'augmenter les taux de la surtaxe compensatrice et d'en étendre l'application à d'autres produits ; la surtaxe compensatrice de change de 15 % *ad valorem* ne sera appliquée qu'aux produits japonais suivants :

Fruits secs ou tapés ;

Parfumeries (autre que savons) : alcooliques ou non ;

Porcelaines, à l'exception de celles du type ou du modèle habituellement utilisé en Extrême-Orient.

Pièces en porcelaines pour le service de la table, etc., comportant des parties en métal commun nickelé, etc...

Tissus de soie et papiers visés à la liste A ;

Artifices pour divertissement y compris les pétards ;

Les pneumatiques et les meubles en bois courbé visés à la liste A.

Cependant, en ce qui concerne les soies, il était entendu que sur ces marchandises, le maximum à percevoir serait de toute façon le tarif général, alors même que le tarif minimum et la surtaxe compensatrice de change cumulés dépasseraient les droits dudit tarif.

Cet arrangement qui mettait fin à une situation un peu anormale et qui se prolongeait depuis vingt-cinq années semblait devoir donner aux deux Parties des satisfactions suffisantes, il présentait les caractères d'un bon compromis et n'était fait que pour un an, le préavis de dénonciation étant de six mois et tombant à trois mois en cas de prorogation d'année en année par tacite reconduction. Si d'une part, la France et l'Indochine, tout en cherchant à ne pas porter préjudice à leurs industries, avaient fait au Japon d'importantes concessions portant sur 117 articles, d'autre part, l'Indochine avait obtenu la consolidation et l'amélioration du régime favorable qui lui était déjà appliqué auparavant par le Japon sur les

articles énumérés dans le tableau B. Evidemment le Japon n'avait pas obtenu tout ce qu'il demandait ; mais certainement il n'avait pas un seul instant espéré l'obtenir ; et de notre côté, la question du riz restait sans solution.

Le résultat ainsi obtenu fut apprécié très diversement par la presse ; certains articles prenaient même un caractère de revendication et l'un d'eux intitulé « Un accord qu'il faut réviser : La convention douanière nippo-indochinoise », concluait ainsi :

« Pour protéger quelques produits qui n'étaient d'ail-
» leurs pas sérieusement menacés, on ouvre la frontière
» de l'Union à une invasion d'articles de bazar fragiles
» et d'un goût contestable, qui aggraveront le chômage
» des ouvriers et petits artisans annamites.

» Comme le disent justement nos confrères de là-bas,
» l'Indochine est prise dans un véritable étau, dans
» l'obligation où elle se trouve de satisfaire et les exi-
» gences métropolitaines, et celles des puissances voisi-
» nes sans cesse à l'affût de la moindre occasion pour
» user de notre esprit conciliant — parfois même pusil-
» lanisme — et nous dicter, à l'esbrouffe, des conditions
» non seulement avantageuses pour elles, mais surtout,
» ce qui est plus grave, ruineuses pour nous.

.....
» Et demandons à ce Gouvernement... de tenir sérieu-
» sement compte de doléances infiniment fondées pour
» y apporter les correctifs équitables que commande le
» souci de la protection d'intérêts légitimes, par là même
» respectables ¹. »

1. Georges-G. Joutel, « Un accord qu'il faut réviser : la Convention douanière nippo-indochinoise », article paru dans *La Presse Coloniale*, n° du 3 septembre 1932.

En réalité, cet accord qui avait été conclu, pour ainsi dire, en collaboration avec les groupements économiques dont les revendications essentielles avaient été écoutées, n'avait pas soulevé parmi les industriels franco-indochinois les protestations que l'on pourrait croire. Une preuve irréfutable, que nous pouvons en donner, est que le Comité de l'Indochine, qui, pour défendre les intérêts qu'il représente était prêt à intervenir auprès des pouvoirs publics pour obtenir la dénonciation de cette convention, au bout d'un an en observant le délai de préavis de six mois, n'a reçu aucune demande de ce genre des industriels et des Chambres de commerce auxquels il s'est adressé alors.

Au contraire, nous pensons qu'entr'ouvrir au Japon la porte de l'Indochine avec toute la prudence voulue était peut être créer pour les petites gens, les coolies par exemple, une ère de vie moins chère en mettant à leur portée des objets que ni l'industrie française ni les manufactures indochinoises ne peuvent leur fournir dans des conditions semblables de bon marché. Il s'agit justement de ces articles de bazar contre lesquels vitupère l'article précédemment cité et qui dans tout l'Orient représentent pour le peuple l'illusion d'un certain confort. Il faut, en effet, sans léser les intérêts des industriels français et sans compromettre l'avenir de la jeune économie indochinoise veiller à assurer, en même temps que sa formation technique, le bien-être de tout un peuple dont nous avons pris la charge. D'ailleurs, ce peuple n'est, dans l'ensemble, pas exigeant et nous ne saurions négliger ses véritables intérêts sans faillir à la tâche que nous nous sommes donnée et diminuer notre prestige en Extrême-Orient.

Si, de plus, l'examen superficiel du texte qui nous occupe peut sembler justifier certaines craintes, son étude approfondie est pleinement rassurante : l'invasion des produits japonais dans notre colonie n'est pas encore à craindre, ou du moins, l'accord du 13 mai n'en sera pas la cause. Les concessions faites à nos interlocuteurs sont, en effet, très limitées :

Pour les tissus de coton par exemple, un dégrèvement de 40 % est prévu sur le tarif général ; or, d'une part, au cours du coton en 1932, les droits inscrits à ce tarif se trouvaient dépasser 100 % de la valeur du produit ; et d'autre part, nous avons vu que cet avantage est subordonné à la fixation d'un contingent annuel¹.

En ce qui concerne les tissus de soie, naturelle ou artificielle, les craintes soulevées par l'octroi du tarif minimum sont vaines, car ce tarif ayant été relevé en 1930 en prévision d'un accord commercial avec la Chine, les droits s'élèvent encore à environ 40 % *ad valorem*.

« Parmi les marchandises pouvant concurrencer l'importation française, relevons entre autres le cas des articles de ménage, des bicyclettes, des motocyclettes, des pneumatiques. Les premiers ne bénéficient que d'une réduction de 25 % sur le tarif général, c'est-à-dire qu'ils paieront encore 300 francs par 100 kilogrammes. Les bicyclettes et motocyclettes frappées jusqu'à présent d'un droit prohibitif de 3.000 francs

1. Un décret et un arrêté interministériel en date du 30 juillet 1932 avaient fixé ces contingents pour la période du 1^{er} juillet 1932 au 31 décembre de la même année. La répartition devait en être faite tous les trois mois par arrêté du Gouverneur Général de l'Indochine. Les importations de ces matières ne pourront avoir lieu que par les deux ports de Haiphong et de Saigon.

Les contingents étaient fixés environ à 600 tonnes pour les fils et 50 tonnes pour les tissus de coton.

» par 100 kilos, ne jouiront également que d'un abattement de 25 %. En ce qui concerne les pneumatiques, le Japon ne paiera plus que le tarif minimum, c'est-à-dire 250 francs les 100 kilos, au lieu de 1.000 francs. Mais il ne s'agit que du pneumatique pour bicyclettes et pousse-pousse, à l'exception du pneumatique pour automobile qui est l'article susceptible de chiffrer.

» D'autre part, dans la catégorie des produits que l'Indochine tire de sa propre fabrication, on remarquera que les négociateurs ont eu le souci de protéger la bière, le ciment, la verrerie, le papier.

» La bière japonaise, malgré les réductions consenties, continuera de payer 112 francs les 100 kilos en bouteilles et environ 80 francs en fûts. Le ciment qui entre couramment déjà, il est vrai, dans notre colonie, ne bénéficie du moins d'aucune réduction de droits. La verrerie se verra appliquer un abattement de 35 à 40 % sur le tarif général, mais ce dernier était prohibitif : 152 francs les 100 kilos pour les bouteilles, par exemple. Quant au papier, seules certaines catégories sont admises au tarif minimum¹. »

On voit par ces quelques exemples que la porte de l'Indochine n'était qu'entr'ouverte aux produits japonais et que nos industries, en faisant un effort, devaient pouvoir conserver sans trop de peine le contrôle du marché de notre colonie extrême-orientale ; tandis que nous consolidions notre position économique en Asie. On peut regretter évidemment que la question de l'admission des riz indochinois au Japon n'ait pas été réglée, mais ce

1. Extrait d'un article paru dans la revue l'*Indochine*, n° du 5-20 septembre 1932, Paris.

pays est devenu, par suite de récoltes excellentes et répétées exportateur de cette denrée et il sera sans doute nécessaire d'attendre que les circonstances changent pour renouveler nos demandes avec une ténacité semblable à celle que montrèrent nos interlocuteurs à rechercher un abaissement en leur faveur des tarifs indochinois.

Voici quelles étaient les craintes et les espoirs lorsque fut paraphé l'arrangement franco-japonais du 13 mai 1932. Le chapitre suivant nous apprendra, dans la mesure toutefois où il est possible de les connaître au bout d'un an à peine d'application, quels sont les résultats qu'a donnés cet accord. Nous saurons dans quelle proportion les Japonais ont profité des avantages qu'ils ont obtenus et si le commerce d'exportation de l'Indochine vers ce pays a progressé.

Cependant, il ne nous sera pas facile d'interpréter les données statistiques, car il est ardu de départager dans ces chiffres ceux qui marquent les résultats de l'accord qui nous intéresse et ceux qui sont la conséquence de la baisse continue du yen.

CHAPITRE VI

INFLUENCE EXERCEE PAR L'ARRANGEMENT FRANCO-JAPONAIS DU 13 MAI 1932 SUR LES ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE JAPON ET L'INDOCHINE.

I. La baisse du yen rend difficile la connaissance des résultats de cet accord. — Résumé de l'histoire monétaire japonaise des deux dernières années. — Expansion économique considérable du Japon depuis la chute de sa monnaie. — Obstacles rencontrés.

II. Aperçu de l'état du commerce extérieur de l'Indochine avec le Japon pendant les dix premiers mois d'application du nouveau régime. — Changements constatés. — Essai pour déterminer les parts respectives qui, dans ces changements, reviennent au « dumping » japonais et aux concessions faites au Japon en mai 1932.

III. Examen détaillé des résultats afin de déterminer le préjudice possible causé aux exportateurs français en Indochine par le nouveau régime. — Part peu importante dans les progrès japonais de ce nouveau régime.

IV. Position respective des deux interlocuteurs devant les résultats obtenus de part et d'autre au point de vue économique.

I. — Comme nous le disions en terminant l'examen des dispositions de l'arrangement franco-japonais du 13 mai 1932 et de l'accueil que lui avait réservé l'opinion française et indochinoise, ce n'est point une tâche aisée que de rechercher quelles ont été les répercussions de cet accord sur les relations commerciales du Japon avec notre grande colonie d'Extrême-Orient. Et la principale difficulté de cette étude provient, non pas des erreurs fort gênantes qui se glissent dans les statistiques douanières et de la façon dont elles sont établies qui rend

souvent impossible de les comparer entre elles, mais surtout des fluctuations, de la chute progressive, de la monnaie japonaise. Comment, en effet, lorsqu'on se trouve en présence d'un accroissement sensible des importations japonaises en Indochine, pour un article donné, faire le partage de ce qui revient aux avantages consentis par l'accord de 1932 et de ce qui a sa source dans la prime à l'exportation créée par la dévaluation du yen ? C'est pourtant ce problème ardu que nous devons nous attacher à résoudre, sous peine de ne donner de notre sujet qu'une vue incomplète. Pour cela il est indispensable de retracer dans ses grandes lignes l'histoire du yen au cours des deux dernières années et surtout depuis le mois d'août 1932 qui vit la mise en application de la convention franco-japonaise du 13 mai de la même année.

Pendant l'été de l'année 1931, l'effondrement des finances allemandes et peu après l'abandon de l'étalon-or pour la livre anglaise et une quinzaine de monnaies satellites avaient ajouté encore au malaise qui pesait déjà depuis deux ans environ sur l'économie mondiale. Et le Japon n'avait pas été sans en subir le contre-coup. D'autant plus que sa situation intérieure était assez faible depuis la fin de 1930. En effet, depuis le mois de janvier 1930, le Japon, qui était revenu au régime de la libre sortie de l'or, voyait s'envoler vers l'étranger 200 millions de yen de sa couverture métallique. En juin 1931, de nouveau la réserve de la Banque du Japon s'était appauvrie de 200 millions. ~

En août 1931, la couverture du yen était de 750 millions environ et représentait donc 68 % de la circulation fiduciaire, proportion très satisfaisante. C'est alors

que la chute de la livre anglaise se produisant, les capitaux japonais s'enfuirent en Amérique et, au 5 décembre 1931, l'encaisse-or tombait à moins de 500 millions de yen pour une circulation d'environ un milliard. Pourtant, le Gouvernement japonais avait pris toutes les mesures jugées utiles pour enrayer cette fuite de l'or.

Devant cette situation inquiétante, l'embargo sur l'or fut rétabli (il avait déjà existé pendant quelques mois au début de 1930), le 13 décembre 1931, et le yen se détacha progressivement de l'étalon-or.

L'opinion japonaise était loin d'être unanime au sujet de cette mesure d'ailleurs forcée, et si certains approuvaient des deux mains, le grand journal *Asahi* écrivait le 7 janvier 1931 : « Les inconvénients de l'embargo nous paraissent, à tout prendre, dépasser ses avantages. La première condition de la prospérité commerciale est la stabilité des changes. »

Par la suite le plafond d'émission de la Banque du Japon fut porté de 120 millions à 1 milliard de yen et de sévères mesures de contrôle du change étaient prises le 1^{er} juillet 1932 ; cependant que depuis le 20 juin le yen, qui jusqu'ici n'avait perdu que 25 à 30 % de sa valeur nominale, tombait brusquement aux environs de 7 francs au lieu de 12 fr. 90, ce qui représente une baisse de 45 % environ. La baisse des monnaies britanniques était dépassée largement. Cependant la situation technique du yen était bonne, la couverture-or dépassant 35 % de la circulation fiduciaire. Sans l'action des facteurs psychologiques et spéculatifs, le yen aurait dû remonter.

Au cours du dernier trimestre 1932, tandis que la couverture-or demeurait stable à 425 millions, le yen oscillait autour du cours moyen de 5 fr. 40. Depuis, la couver-

ture de la monnaie japonaise n'a jamais varié, ce qui n'empêche pas que le yen perdit encore de sa valeur en 1933 pour arriver au cours actuel de 4 fr. 60 environ auquel il se maintient depuis plusieurs mois. D'ailleurs, afin d'éviter toute fluctuation désordonnée de la monnaie nationale et tout affaiblissement nouveau de l'encaisse métallique, le Gouvernement nippon obtint, par une loi entrée en vigueur le 1^{er} avril 1933, le renforcement des pouvoirs qu'il possédait déjà en ce qui concerne le contrôle des opérations de change sur le Yen.

Il est important de remarquer que, jusqu'à ce jour, et malgré des budgets comportant des déficits de l'ordre de un milliard de Yen, soit 40 % du total des crédits, l'inflation a toujours pu être évitée. C'est ainsi que la circulation fiduciaire oscille entre un milliard et un milliard et demi pour une encaisse fixe de 425 millions, tandis que les avances de la Banque du Japon à l'Etat sont en moyenne de 750 millions et s'écartent très peu de ce chiffre. La dépréciation de la monnaie japonaise provient du déficit de la balance commerciale et surtout de facteurs psychologiques tels que la crainte de l'inflation à venir.

Pour parvenir à éviter une inflation massive tout en n'équilibrant ses budgets que grâce à des emprunts énormes, le gouvernement japonais a pratiqué avec succès une politique de baisse du prix de l'argent sur le marché intérieur. Les caisses d'épargne postales ont abaissé de 4,5 à 3 % leur taux d'intérêt, toutes les banques affiliées à la Chambre de Compensation du Japon ont porté de 4,38 à 3,70 % l'intérêt de leurs dépôt fixes et le taux d'escompte de l'institut d'émission est ramené à 3,65 %. Cet ensemble de mesures et le fait que les capitaux japo-

nais ne peuvent s'employer librement à l'étranger, ont fait refluer l'argent inemployé vers les emprunts publics émis à 4 1/2 %, et les anciens emprunts ont vu leurs cours s'enfler au-dessus du pair, laissant ainsi entrevoir la perspective d'une conversion avantageuse et pour l'Etat et pour les grandes Sociétés qui ont une dette obligataire très lourde.

La situation monétaire du Japon, en créant une prime très importante à l'exportation, donna une vigoureuse impulsion au commerce japonais et lui permit de concurrencer jusque chez eux les producteurs étrangers et en particulier les Anglais. Les Japonais purent ainsi reprendre l'avantage dans des régions d'où ils avaient été commercialement chassés par la baisse de la livre et de ses satellites, et même conquérir de nouveaux débouchés.

Les exportations de l'Empire japonais progressent de 1.179.211.000 yen, en 1931 ; à 1.457.245.000 yen, en 1932 ; tandis que les importations étaient respectivement pour les mêmes années, de 1.319.406.000 yen, et de 1.524.516.000 yen. On voit que la balance du commerce japonais s'était améliorée dans une notable proportion puisque l'excédent des importations sur les exportations avait diminué de plus de la moitié.

La comparaison des quatre premiers mois des années 1932 et 1933 permet de constater des résultats encore plus favorables au Japon. En 1932, pendant cette période, le yen valait en moyenne 8 francs, et à la même époque de l'année 1933, il se maintenait à peu près au cours de 5 fr. 60 seulement ; la nouvelle baisse de cette monnaie était donc de l'ordre de 30 %. Or les chiffres correspondants du commerce extérieur nippon sont les suivants :

Exportations.

1^{er} janvier au 10 avril 1933 : 461.743.000 yen
1^{er} janvier au 10 avril 1932 : 313.973.000 yen

Importations.

1^{er} janvier au 10 avril 1933 : 654.255.000 yen
1^{er} janvier au 10 avril 1932 : 510.735.000 yen

L'accroissement total du commerce extérieur était donc d'environ 35 %, proportion supérieure au taux de dépréciation de la monnaie. Mais le progrès est encore plus sensible qu'il ne paraît ainsi, car les exportations avaient augmenté de 47 % tandis que, pour la même période, les importations augmentaient seulement de 27 %. De ce fait, si le chiffre, exprimé en yen, du déficit de la balance commerciale restait sensiblement le même (192.513.000 contre 196.763.000), ce déficit s'abaissait proportionnellement beaucoup, et plus encore si l'on s'en tient à sa valeur-or, car le chiffre de 1933 est donné en yen valant 30 % de moins que le yen de 1932.

Du fait de la baisse continue et considérable de sa monnaie, l'Empire nippon se trouve jouir d'une prospérité commerciale d'autant plus invraisemblable qu'elle est unique au milieu du marasme dans lequel se débat le monde entier. L'écart entre les prix intérieurs — les salaires, par exemple, sont loin d'avoir reconquis leur valeur antérieure à la dévaluation de la monnaie — et les prix mondiaux fait bénéficier l'industrie et le commerce japonais d'une telle prime à l'exportation que leurs marchandises viennent concurrencer, par leur bon marché exceptionnel, les produits européens et américains, non seulement sur les marchés asiatiques, mais jusque dans leurs pays d'origine.

Les principaux efforts des Japonais ont porté surtout sur les tissus de coton et ceux de soie naturelle ou artificielle, sur les faïences et porcelaines et sur les ciments. En ce qui concerne la production mondiale de la soie artificielle, par exemple, le Japon, qui en 1926 était au huitième rang, se place maintenant au second rang, aussitôt après les Etats-Unis quoiqu'avec une production deux fois moins importante.

L'un des marchés sur lesquels le Japon a poussé le plus vigoureusement son offensive est sans conteste celui des Indes anglaises. A la faveur de la convention de 1904 qui régissait encore les relations commerciales des deux pays, et qui, on le comprend aisément, n'était plus adaptée aux circonstances, le Japon parvint à conquérir sur les marchés de l'Inde une place de choix, au moins égale à celle de l'Angleterre elle-même. L'Inde était devenue, depuis que la Chine a perdu la première place, le second client de l'Empire nippon, immédiatement après les Etats-Unis. C'est ainsi qu'en 1932, les exportations japonaises y atteignirent le chiffre record de 192.500.000 yen. Parmi ces importations on remarquait que les tissus de coton s'élevaient à 80.626.000 yen contre 49.818.000 seulement en 1931. De même les filés de coton achetés par les Indes au Japon passaient de 5.592.000 yen en 1931 à 14.343.000 en 1932 ; et les tissus de soie en de 21.525.000 à 32.957.000 yen.

En conséquence, le gouvernement des Indes dénonça le 12 avril 1933 la convention de 1904 avec un préavis de six mois pour prendre fin le 10 octobre 1933. En même temps ce gouvernement annonçait l'adoption d'un « tarif de change », d'après lequel les tissus de soie artificielle pure de provenance japonaise seraient frappés d'un

droit de 100 % *ad valorem*, tandis que ceux importés des autres pays ne payeraient que 26 à 30 %. Pour les tissus mélangés de soie artificielle et d'autres matières, le Japon serait taxé de 47 % et les autres pays de 32 à 36 %. Cela équivaldrait surtout pour les tissus de soie artificielle pure, à une prohibition absolue devant profiter aux producteurs anglais et italiens.

En réponse, les filateurs japonais, à l'instigation de M. Tsuda, président de la célèbre filature Kanegafuchi décidèrent de boycotter le coton brut de l'Inde dont le Japon est un des plus importants acheteurs du monde entier. Mais l'Inde n'est pas seule à réagir contre l'invasion des produits japonais, l'Egypte, le Canada, l'Australie, l'Union Sud-Africaine et la Hollande, en particulier, vont prendre des mesures de défense : C'est une nouvelle guerre de tarifs qui commence.

Le Japon a donc peu d'espoir de conserver l'avantage qu'il s'est acquis sur les divers marchés mondiaux et pourtant une diminution importante de l'activité suscitée par la baisse du yen le conduirait à un désastre national. On connaît l'hostilité de la Chine contre le Nippon. Aussi les milieux japonais craignent-ils, depuis le 16 mai 1933, date à laquelle l'accord douanier sino-japonais est venu à expiration, que le Gouvernement de Nankin, non seulement applique aux produits japonais les mêmes taxes qu'aux marchandises des autres nations mais encore établisse un tarif contre le dumping de change. Telles sont les craintes du Japon et les événements précédents semblent les justifier. En effet, depuis l'été 1931 et l'action japonaise en Mandchourie, un boycottage sévère, non officiel mais encouragé par le gouvernement chinois, a eu lieu contre les produits japonais. Ce boy-

cottage persiste d'ailleurs actuellement aussi vif dans le Chine du Sud et quand les Chinois le voudront, ils pourront renforcer leur action, grâce aux mesures prises par le Gouvernement de Nankin, au sujet des importations étrangères, exigeant un certificat d'origine délivré par les agents consulaires chinois, avec l'inscription, en caractères chinois, sur les colis, du lieu d'origine et de la nature des produits. Cela pourrait permettre aux Chinois d'empêcher les marchandises japonaises de se soustraire au boycottage en passant sous de faux noms comme elles le faisaient fréquemment.

L'hostilité de la Chine a causé au commerce japonais un préjudice considérable; et voici, pour huit des principaux articles (tissus de coton, farine, papier, machines, charbon, sucre raffiné, produits maritimes, bois), la cadence de l'effondrement des importations japonaises en Chine. En 1930 ces importations étaient de 225.250.000 yen ; en 1931 elles n'étaient plus que de 143.788.000 yen ; en 1932 enfin, la chute s'accroît et le chiffre de ces importations tombe à 129.479.000 yen. Mais il faut tenir compte du fait que les cours du yen ont été pendant l'année 1932 inférieurs au pair, en moyenne de 45 % environ ; il est donc nécessaire pour que la comparaison soit exacte d'évaluer en monnaie-or le chiffre de 129.479.000 qui se réduit de la sorte à 70.000.000 yen approximativement.

Après avoir pleinement atteint son but, la Chine semble cependant lasse d'une lutte qui lui est plus préjudiciable encore qu'à son adversaire, le Japon, et pour le premier trimestre 1933, les importations chinoises de produits nippons sont de 97.514.000 yen, au lieu de 49.424.000 yen pour la même période de 1932, ce qui.

même en valeur-or, indique une légère augmentation en faveur du Japon.

II. — Que devient l'Indochine française dans tout ce chaos de l'économie asiatique et devant l'extraordinaire progression des exportations japonaises ? L'accord franco-japonais du 13 mai 1932 est appliqué en Indochine depuis une année entière au moment où nous écrivons ; mais il ne nous sera guère possible de faire état, dans l'étude qui va suivre, que des chiffres concernant le quatrième trimestre de l'année 1932 et le premier semestre de l'année 1933. En effet, les statistiques des Douanes et Régies de l'Indochine ne peuvent paraître qu'avec un certain retard représentant le temps nécessaire pour les établir ; ce qui ne leur permet pas de parvenir en France moins de deux mois après la fin de la période à laquelle elles se rapportent.

Nous devons faire encore quelques réserves. Les statistiques ne permettent pas de recueillir toutes les précisions désirables sur le quatrième trimestre indépendamment de l'année entière, et par suite, nous ne possédons que pour certaines marchandises les chiffres détaillés, article par article, du commerce extérieur indochinois durant le quatrième trimestre 1932. D'autre part, les chiffres que nous donnons pour le premier semestre 1933 sont provisoires et susceptibles d'être rectifiés par l'Administration des douanes de l'Indochine lors de la publication des statistiques annuelles. Mais comme il n'existe pas encore de documentation plus précise sur ces différents points, nous avons dû nous contenter de ces renseignements. Ils sont d'ailleurs suffisants pour montrer l'influence des divers facteurs récents — et l'accord franco-

japonais en est un — sur le courant des échanges commerciaux entre le Japon et la France d'Asie.

Une autre remarque préliminaire s'impose : La place du Japon dans l'économie indochinoise est proportionnellement beaucoup plus importante que celle de l'Indochine dans l'économie japonaise. En effet, le commerce entre ces deux pays représente, en valeur, environ 4 % du total du commerce extérieur indochinois, et seulement 0,6 % du commerce extérieur japonais.

Pour la période d'application de l'arrangement du 13 mai 1932 pour laquelle nous avons connaissance des statistiques douanières, c'est-à-dire pour les trois trimestres qui s'étendent du 1^{er} octobre 1932 au 30 juin 1933, les importations du Japon en Indochine, d'une part, et celles de la France et de ses autres colonies en Indochine, d'autre part, ainsi que leur comparaison avec celles des deux périodes semblables précédentes nous sont données par le tableau suivant :

Importations indochinoises en provenance :

	du Japon		de la France et de ses colonies.	
	tonnes	milliers de francs	tonnes	milliers de francs
1 ^{er} oct. 1932-30 juin 1933....	16.937	19.303	72.588	400.591
1 ^{er} oct. 1931-30 juin 1932....	13.102	14.091	74.408	465.936
1 ^{er} oct. 1930-30 juin 1931....	18.975	19.250	108.427	647.054

(Pendant ces dernières années, les importations provenant de la France et de ses colonies sont toujours légèrement supérieures au quart en poids et à la moitié en valeur des importations totales de l'Indochine.)

On peut se rendre compte aisément qu'après avoir vu

ses exportations sur notre colonie subir en 1931-1932 une importante diminution en poids aussi bien qu'en valeur, sur les chiffres de la période correspondante de 1930-1931 le Japon, depuis la mise en application de la convention franco-japonaise relative à l'Indochine, a regagné en poids les deux tiers et en valeur au delà de ce qu'il avait perdu pendant la période précédente.

La comparaison des mêmes périodes indique pour la France et ses colonies une diminution considérable de leurs importations en Indochine de 1930-1931 à 1931-1932, comme cela s'était produit pour le Japon. En réalité, c'est le total des importations indochinoises qui s'est abaissé, aussi bien en poids qu'en valeur, d'environ 30 %, entraînant pour chacun des pays fournisseurs une diminution de leurs ventes d'un taux analogue.

Mais, et c'est ce qu'il importe de souligner, alors que, de 1931-1932 à 1932-1933, les importations totales de l'Indochine, et la part de la France et de ses autres colonies dans ces importations, accusaient encore un très léger recul de 3 % en poids et 15 % en valeur¹, les ventes japonaises à notre colonie se retrouvaient presque au même chiffre qu'en 1930-1931 quant au poids et la valeur de ces ventes dépassait celle de 1930-1931: Ce qui montre que les importations japonaises ont changé de caractère, les produits lourds ont partiellement cédé la place à des marchandises d'une plus grande valeur spécifique, telles que les produits chimiques et les tissus. C'est ainsi que, de 1930-1931 à 1932-1933, les importations japonaises en Indochine reculent pour les matières pondéreuses (ciments et combustibles minéraux) de 16.800 ton-

1. Ce chiffre de 15 % est dû en grande partie à une baisse des prix.

nes à 7.600 tonnes, tandis que pour des marchandises plus légères et plus chères, il y a au contraire une augmentation ; pour l'ensemble des fils et tissus, les importations nippones passent de 45 tonnes à 87 tonnes environ, et un mouvement favorable au Japon se produit aussi pour les produits chimiques.

Ces constatations s'accordent tout à fait avec ce que nous avons dit de la récente prospérité du Japon et de son orientation de plus en plus marquée vers certaines industries. Ce pays semble bien être le seul qui ne soit pas atteint par la dépression économique mondiale, ou, plus exactement, qui, après l'avoir durement subie (période 1931-1932), l'a actuellement surmontée, sans que l'on puisse d'ailleurs prévoir si ce succès sera durable ou seulement passager.

Le relèvement des ventes japonaises en Indochine est d'ailleurs un fait tout récent et cela vient à l'appui de notre thèse : l'accroissement de la part de l'Empire japonais dans le commerce d'importation indochinois est dû pour la plus grande partie, non pas à l'application de l'arrangement provisoire signé le 13 mai 1932 dont l'influence, sans être nulle, n'a pas été considérable, mais surtout à l'énorme dépréciation de la monnaie japonaise.

En effet, si l'on considère séparément les trois trimestres qui composent la période que nous étudions (1^{er} octobre 1932 au 30 juin 1933), on peut faire les constatations suivantes :

Pendant le quatrième trimestre de 1932, le premier durant lequel « l'accord japonais » ait été en vigueur, les importations japonaises en Indochine, loin d'augmenter,

ont diminué par rapport au quatrième trimestre de 1931 d'environ 12 % en poids et 10 % en valeur¹.

Pendant le premier trimestre 1933, le second pour l'application de « l'Arrangement », la diminution s'accroît encore. Les importations japonaises ne sont plus que de 3.476 tonnes, en diminution à la fois sur le trimestre précédent et sur le trimestre correspondant de 1932. La valeur de ces importations est sensiblement la même que pour le quatrième trimestre de 1932 : 3.395.000 francs au lieu de 3.419.000 francs.

Au contraire, si l'on considère le second trimestre de 1933, les importations japonaises en Indochine s'accroissent considérablement, en valeur plus encore qu'en poids, s'élevant à 9.820 tonnes et 12.489.000 francs.

Comment expliquer cette stagnation pendant sept mois environ, du 26 août 1932 au mois d'avril 1933, puis cette envolée soudaine ? Serait-ce que les Japonais ont mis tout ce temps pour se servir des avantages qui leur étaient concédés par l'accord auquel ils semblaient attacher une si grande importance ? Cela serait d'autant plus étonnant, de la part de commerçants aussi habiles, que, l'accord ayant été signé le 13 mai, ils avaient près de quatre mois pour organiser la mise à profit des concessions obtenues. A notre avis, même si, peut-être, cette explication renferme une part de vérité — ce qui est possible surtout en ce qui concerne le quatrième trimestre de 1932 — et si les intermédiaires chinois, si nombreux en Indochine, ont montré une certaine hostilité discrète

1. Les importations japonaises en Indochine, pour le quatrième trimestre de 1932, se sont élevées à 3.641 tonnes, alors que pour chacun des autres trimestres de 1932, 1931, 1930 ce poids dépassait 4.000 tonnes, atteignant même parfois 8.000 tonnes. En valeur, le quatrième trimestre de 1932 donne 3.419.000 francs contre 3.837.000 francs pour celui de 1931.

vis-à-vis des produits japonais, c'est ailleurs qu'il faut chercher la cause véritable de ce brusque changement.

En effet, si le commerce japonais d'exportation bénéficie d'une prime à cause de la baisse du yen, cette prime, du fait de l'élévation progressive des prix intérieurs, et du fait aussi que le Japon achète à l'étranger presque toutes ses matières premières, n'est pas aussi considérable qu'on pourrait le croire et son importance décroît au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la date du dernier saut de la monnaie dans le sens de la dépréciation. Or, du 26 août 1932 au 18 avril 1933, le cours du yen est resté sensiblement le même, aux environs de 5 fr. 50 ; la prime à l'exportation a donc progressivement diminué et nous avons vu de plus qu'elle était à peu près contrebalancée en Indochine, pour les principaux produits japonais, par une surtaxe compensatrice de change de 15 %.

Mais, le 18 avril 1933, le dollar se détacha brusquement de l'or. Les Japonais, d'une part, avaient aux Etats-Unis des avoirs en dollar dont la valeur s'amenuisa avec la baisse de la monnaie américaine et, d'autre part, le marché de ce pays, qui est leur débouché le plus important, leur était moins largement ouvert, la dépréciation du dollar, accompagnée de certaines restrictions des importations, venant compenser en partie celle du yen. Aussi, le yen franchit-il rapidement une nouvelle étape de baisse, passant de 5 fr. 60 à 4 fr. 50 environ, taux auquel il se maintient depuis lors. Cette nouvelle baisse de 20 % vint donner aux exportations japonaises un nouveau stimulant, d'autant plus grand qu'une partie des articles qui se déversaient auparavant en Amérique du Nord cherchaient à s'écouler ailleurs.

Par suite de ces circonstances nouvelles, la digue qui protégeait l'Indochine française contre le flot des importations japonaises fut en partie submergée et ces importations s'élevèrent brusquement de 3.476 tonnes et 3.395.000 francs, pour le premier trimestre de 1933, à 9.820 tonnes et 12.489.000 francs pour le second trimestre de cette même année.

Il semble donc établi que la part de responsabilité qui incombe aux concessions faites au Japon le 13 mai 1932, dans l'accroissement des importations de ce pays dans nos possessions d'Extrême-Orient, soit minime. On comprendrait mal que les conséquences de ces avantages accordés aux Japonais aient mis plus de sept mois à se manifester, puis qu'elles l'aient fait aussi brusquement, et qu'après avoir été nulles elles aient acquis une importance aussi considérable, si les événements que nous venons de rappeler ne suffisaient à expliquer presque entièrement ce phénomène.

Il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'alarmer outre mesure de cet accroissement des ventes japonaises en Indochine, car, avec 13.296 tonnes et 15.884.000 francs pour le premier semestre de 1933, elles ne représentent même pas la seizième partie des ventes de la France et de ses autres colonies à l'Union indochinoise. De plus, l'avantage créé par la nouvelle dépréciation du yen est actuellement à peu près compensé par la hausse du coût de la vie au Japon qui a eu lieu depuis. Enfin, nous allons voir que, sauf de très rares exceptions, le Nippon n'a pas amélioré sa position économique dans notre colonie au détriment des industries et du commerce français et locaux.

III. — L'étude détaillée article par article des change-

ments survenus, du 1^{er} octobre 1932 au 30 juin 1933, dans les importations japonaises en Indochine, en ce qui concerne les principaux produits visés dans la convention, ne fera que nous confirmer dans cette opinion.

Dans ce qui va suivre, il est entendu une fois pour toutes que, sauf indication contraire, *nous ne parlerons que du premier semestre de l'année 1933 que nous comparerons aux périodes correspondantes des années 1931 et 1932 ; nous désignerons ces semestres seulement par l'année à laquelle ils appartiennent.* L'étude approfondie du quatrième trimestre de 1932 ne nous apprendrait rien en effet, car dans la plupart des cas on n'y constate aucun changement ; c'est une période de transition.

Nous allons rechercher si le but que poursuivaient les négociateurs français de l'Arrangement du 13 mai 1932 a été atteint, savoir : permettre au Japon en Indochine de triompher dans une certaine mesure de ses concurrents étrangers, sans cependant priver l'industrie locale et le commerce français de la protection dont ils ont besoin, la première pour se développer — au plus grand bénéfice de nos protégés —, le second pour conserver la place qu'il s'est acquise sur le marché de cette colonie.

Les premiers produits pour lesquels nous ayons à faire cet examen sont ceux de la pêche pour un certain nombre desquels l'Indochine a accordé au Japon le tarif minimum. La catégorie la plus importante est celle des « poissons secs, salés ou fumés » pour laquelle le Japon a accru ses importations dans de notables proportions, passant d'une quantité insignifiante, pour le premier semestre de 1931 et celui de 1932, à 4.400 kilogrammes en 1933. De même, pour le total des produits de pêche, les ventes japonaises en Indochine passent de 58 tonnes

en 1931 (premier semestre bien entendu) et 3 tonnes en 1932 à 71 tonnes en 1933, sans nuire aux importations de provenance française qui sont respectivement pour ces trois périodes de 80, 122 et 114 tonnes. Evidemment, l'Indochine, le Cambodge surtout, étant elle-même exportatrice de poissons, elle n'achète parmi ces produits que certaines catégories dont elle est dépourvue et ne peut pas constituer un débouché important.

Le Tonkin produit les ciments en quantités toujours plus considérables ; aussi n'a-t-on accordé en Indochine pour cet article aucun avantage aux Japonais. C'est le tarif général qui est appliqué. Pour le premier semestre de l'année courante, les importations de ciments ont été trois fois moins importantes que l'année précédente ; mais pour ces importations réduites, le Japon et la France se sont laissés supplanter par l'Allemagne qui a vendu en 1933 dans notre colonie plus de 1.000 tonnes de ciments, là où la métropole descendait de 524 tonnes en 1932 à 70 en 1933 et le Japon de 3.208 à 40 tonnes.

Cet exemple montre bien que le Japon n'est pas le seul pays capable de nous faire en Indochine une très sérieuse concurrence et qu'il ne faudrait pas, en s'hypnotisant sur le « danger japonais », perdre de vue d'autres menaces tout aussi réelles.

La houille et le goudron de houille de provenance japonaise bénéficient aussi du tarif minimum en vertu de l'Arrangement du 13 mai. En effet, le Tonkin produit bien de l'anthracite et des charbons à flammes courtes, mais il ne possède pas de houilles grasses et manque aussi, par conséquent, du goudron obtenu par leur distillation. Il n'y a donc pas là une concession qui puisse nuire à l'industrie indochinoise. Pour les houilles, les

importations japonaises, qui étaient tombées à 2.926 tonnes en 1932 contre 5.243 tonnes en 1931, remontent à 4.388 tonnes en 1933 ; de leur côté, les importations françaises de cette matière se montent à 271 tonnes 1931, 10 en 1932 et 430 en 1933¹. En effet, la France est trop éloignée pour pouvoir fournir à l'Indochine d'importantes quantités de houille ; mais du moins ne souffre-t-elle pas dans ce cas de la concurrence japonaise, puisqu'elle vient d'augmenter considérablement ses ventes. Pour les goudrons, il n'en est pas de même et le Japon est en passe de devenir le seul fournisseur de l'Indochine pour ce produit. car en 1933 il a vendu 177 tonnes et demie de goudrons dans notre colonie alors que celle-ci n'en a acheté en tout pour cette période que 271 tonnes environ. De plus, tandis que le Japon voyait ses importations de goudron en Indochine passer de 93 tonnes en 1932 à 177, la France voyait les siennes tomber à presque rien : de 135 tonnes à 18 tonnes seulement.

Cependant, il ne faut rien exagérer ; d'une part, à cette augmentation en poids ne correspond qu'une augmentation en valeur beaucoup plus faible : de 52.000 francs pour 1932 à 64.000 francs en 1933 ; il ne s'agit donc pas là d'un produit pour lequel il soit possible d'enlever de gros bénéfices à l'industrie française. D'autre part, et encore une fois, les concessions faites au Japon ne sont pas le plus souvent à la base du recul de nos importations en Indochine. C'est ainsi que, bien que nous n'ayons accordé au Japon aucun avantage en ce qui concerne les produits chimiques (sauf pour le sulfate d'ammoniaque,

1. Comme nous l'avons déjà dit, tous les chiffres cités se rapportent au premier semestre des années indiquée dans le texte et il en sera de même dans toute la suite de ce chapitre. sauf indications contraires.

l'acide formique et les engrais azotés qui ne représentent qu'une part infime dans cette catégorie), il a accru ses importations pour ce chapitre dans d'énormes proportions : de 2.262 tonnes en 1931 et 2.060 tonnes en 1932, elles s'élèvent à 6.509 tonnes en 1933, leur valeur progressant dans la même proportion, tandis que la France et ses colonies voyaient leurs importations pour le même chapitre suivre exactement le chemin inverse en tombant de 6.880 tonnes en 1931 à 3.280 tonnes en 1932 et 3.313 en 1933.

Or, dans le chapitre des produits chimiques, l'article le plus important est le brai de houille, qui a quelque parenté avec le goudron et qui entre pour 5.839 tonnes sur 6.509 dans les importations japonaises de produits chimiques en Indochine. Cette proportion montre suffisamment que, pour les produits chimiques autres que le brai de houille, la France n'a pas à craindre la concurrence japonaise dans sa colonie d'Extrême-Orient. Quant au brai, cette matière est achetée en Indochine uniquement par les sociétés d'extraction de houilles ou d'anthracites qui s'en servent pour faire des briquettes et autres agglomérés avec leurs poussières de charbon ; l'augmentation de sa consommation ne peut donc être que le signe d'une meilleure activité des charbonnages indochinois. D'ailleurs le brai, depuis fort longtemps, ne paye aucun droit de douane à son entrée dans notre colonie, quelle que soit sa provenance. Tout ceci vient à l'appui de notre affirmation que, même lorsque les apparences semblent contraires, ce n'est pas dans les concessions obtenues le 13 mai 1932, mais dans la baisse de sa monnaie ou dans quelque autre cause que le Japon

trouve l'appui le plus puissant pour accroître ses importations en Indochine.

Il est un autre chapitre pour lequel le Japon a amélioré sa position d'une façon surprenante ; c'est celui des poteries, faïences et porcelaines. Ici la cause en est différente, bien que la différence des changes agisse dans le même sens. Les principaux articles de ce chapitre jouissent, quand ils proviennent du Japon, du tarif minimum ou d'un abattement de 50 % sur le tarif général ; mais en réalité, les articles « du type ou du modèle habituellement utilisé en Extrême-Orient » composent en majeure partie ces importations japonaises qui se chiffraient en 1931 à 33 tonnes et 108.000 francs, en 1932 à 5 tonnes et 38.000 francs seulement et s'élèvent subitement en 1933 à 195 tonnes valant 474.000 francs. Mais, étant donné le caractère spécifiquement asiatique de ces produits, il n'y a pas, là encore, de concurrence sérieuse pour l'industrie française.

Pour tous les produits importants que nous avons examinés jusqu'ici, l'opposition des milieux économiques français et indochinois n'avait d'ailleurs pas été vive. Sauf pourtant au sujet des ciments pour lesquels aucune concession n'a été faite et dont nous venons de voir que tout danger semble écarté du côté japonais. Mais nous allons aborder maintenant l'étude de certains articles, tels que les fils et tissus de coton au sujet desquels il fut plus difficile de réaliser l'accord entre les intérêts des producteurs franco-indochinois et japonais.

Les importations japonaises de fils de coton ¹, les seuls

1. Les fils et tissus de coton bénéficient seulement d'un abattement de 40 % sur le tarif général.

que le Nippon vende à l'Indochine, qui étaient de 15 tonnes et demie et de 298.000 francs en 1931, remontent, après être tombées à zéro en 1932, à près de 20 tonnes et 125.000 francs en 1933. Cependant, la part du commerce français dans la totalité des fils de toutes sortes importés en Indochine restait sensiblement la même, étant de 55,5 % en 1931, 67 % en 1932 et 58 % en 1933 (503 tonnes sur 870 en 1933). Ici encore, l'application du nouveau régime n'a pas entraîné de la part du Japon ce qu'on est convenu d'appeler une invasion des produits japonais.

Pour les tissus de coton, de soie naturelle ou artificielle, la situation est beaucoup plus grave ; mais nous pourrions constater une fois de plus que la faute n'en est certainement pas à l'Arrangement signé le 13 mai 1932 qui, quoi que certains en aient dit, était fort bien équilibré.

Tout d'abord, en ce qui concerne les tissus de soie spécifiquement asiatiques, le total des importations indochinoises, qui était strictement nul en 1931, est passé successivement à 3 tonnes en 1932 et 6 tonnes 600 en 1933. La part de la France est évidemment restée nulle aussi bien actuellement qu'en 1931 ; mais le Japon ne s'est pas trouvé aussi avantagé qu'on l'aurait cru, et qu'il le désirait, par l'application du tarif minimum à ceux de ces tissus qui sont écrus ou simplement décrusés, mais non blanchis, ni teints, ni imprimés, ni enduits. En effet, ses importations se sont élevées de zéro en 1931 à 250 kilogrammes en 1932 et 1.220 kilogrammes (127.000 francs) en 1933, alors que les importations chinoises en Indochine de ces tissus étaient respectivement de zéro, 2.160 kilogrammes et 5.240 kilogrammes.

Pour les tissus de soie prévus au n° 459 B du tarif

douanier indochinois (tissus de soie ou de bourres de soie pures ou mélangées, entre elles ou à d'autres textiles, sans métal, la soie ou la bourre de soie dominant en poids) qui bénéficient aussi du tarif minimum, le Japon est resté à peu de chose près l'unique fournisseur de l'Indochine. Déjà, en 1931, il vendait à ce pays 9.880 kilogrammes (2.601.000 francs) de ces tissus alors que notre colonie n'en importait au total que 10.794 kilogrammes. En 1932, avec 3.170 kilogrammes sur 4.020, et en 1933 avec 6.147 kilogrammes (750.000 francs) sur 6.539, la proportion est restée sensiblement la même bien que ces importations aient subi une importante diminution en valeur et en poids due à la réduction du pouvoir d'achat des populations indochinoises. Pour ces articles, les ventes françaises, qui ont toujours été insignifiantes, étaient seulement de 503 kilogrammes (125.000 francs) en 1931, 100 en 1932 et 130 kilogrammes (20.000 francs) en 1933.

Pour la catégorie des tissus de soie appelée « tissus serrés » (foulards et autres), le Japon bénéficie du tarif minimum quand il s'agit de soie naturelle, et il se voit au contraire soumis au tarif général si ces tissus sont de soie artificielle. En 1931, la presque totalité des importations de ces articles, qui s'élevait à 44.000 kilogrammes, venait de Chine, la part de la France étant de 2.900 kilogrammes et celle du Japon de 3.140 kilogrammes (984.000 francs). En 1932, par suite de la crise économique, l'Indochine cessa ses achats qui tombèrent à 13.000 kilogrammes ; mais, tandis que le Japon maintenait ses ventes à peu près au chiffre précédent (3.300 kilos), les importations de tissus français tendaient vers zéro (200 kilos). En 1933, les achats indochinois ont doublé sur 1932 (26.000 kilos), mais alors que la part de la

France, loin de se relever, n'était plus que de 50 kilos; le Japon, remplaçant la Chine, devenait pratiquement l'unique fournisseur avec 24.420 kilos sur 26.000.

On peut dire que dès avant la signature de l'accord japonais et sa mise en application, le Japon et la Chine avaient en Indochine le monopole des fournitures de tissus de soie naturelle. Aujourd'hui le Japon a évincé son rival et a fourni dans le premier semestre 1933 pour plus de 2.500.000 francs de tissus de soie naturelle aux Indochinois. Donc ici, par l'effet conjugué de l'octroi du tarif minimum et de la baisse du yen, l'industrie française des soieries naturelles n'a pu reconquérir sur le marché indochinois la place que la crise économique lui avait fait perdre. Les industriels de Lyon, cette capitale de la soie, s'en plaignent à juste titre.

Mais leur situation n'est cependant pas aussi mauvaise en ce qui concerne l'Indochine, que, suivant leurs habitudes, ils veulent bien nous la peindre. En effet, Lyon est aussi en France un des centres les plus importants pour la fabrication de la soie artificielle.

Or, les importations françaises de soie artificielle en Indochine passent de 34.300 kilos en 1931, et 31.000 en 1932 à 71.700 kilos sur 86.000 au total en 1933, soit, même avec la baisse des prix, pour une valeur de près de 5.500.000 francs. Le Japon, d'ailleurs, ne restait pas inactif et mettait à profit l'octroi qui lui était fait du tarif minimum pour ces tissus (sauf les tissus serrés, foulards et autres), mais sans entamer en rien le quasi monopole des tisseurs métropolitains. Ses ventes en Indochine passent, pour cet article, de 4.000 kilos en 1931 et 1.400 en 1932 à 6.128 kilos en 1933 (premier semestre tou-

jours), éliminant la Chine du marché de notre colonie pour cette marchandise.

Si l'on considère le chapitre entier des tissus de toutes sortes, on constate une progression régulière des importations japonaises : 17 tonnes 700 en 1931, 27 tonnes 400 en 1932 et 45 tonnes 400 en 1933. Mais dans l'ensemble, et sauf la réserve que nous avons faite pour les tissus serrés de soie naturelle, cette augmentation s'est faite au détriment de la Chine, la métropole faisant plus que doubler ses ventes de soieries sur le marché indochinois, pendant le premier semestre de 1933 par rapport aux périodes correspondantes de 1931 et 1932.

Cependant, un décret du 20 mars 1933 prévoyait que les surtaxes compensatrices de l'écart des changes seraient portées de 15 % à 25 % pour les produits originaires ou en provenance de certains pays parmi lesquels se trouvait le Japon. Ce décret, en vertu du principe de l'assimilation douanière devait s'appliquer à l'Indochine, sauf demande de dérogation faite par la colonie. Cette demande eut lieu par délibération du Conseil de Gouvernement de l'Indochine en date du 11 juillet 1933. Mais le décret d'approbation de cette délibération, paru au « *Journal Officiel* » de la République Française du 6 octobre 1933, a maintenu l'augmentation de 15 à 25 % de la surtaxe compensatrice de l'écart des changes en Indochine en ce qui concerne les « tissus de soie d'origine japonaise, visés dans la liste A de l'Arrangement franco-japonais du 13 mai 1932 ».

Cette mesure dictée par le mécontentement de la soierie lyonnaise, semble assez peu justifiée en ce qui regarde l'Indochine. Nous avons vu, en effet, qu'en ce qui

concerne les tissus de soie, la situation de l'industrie métropolitaine n'est pas mauvaise comme certains voudraient le faire croire. De plus, depuis la dépréciation nouvelle du yen survenue en avril 1933, que cette élévation de la surtaxe compensatrice de l'écart des changes a pour but de contrebalancer, le coût de la vie au Japon s'est élevé environ dans les mêmes proportions que la monnaie a baissé. Mais aux protestations des Japonais il a été répondu que cette surtaxe nouvelle avait plutôt le caractère d'une augmentation de tarif. D'ailleurs, l'esprit de l'accord du 13 mai 1932 étant que les produits japonais ne doivent en rien concurrencer les produits français, cette surtaxe fut acceptée par le Japon à peu près sans discussion.

Pour l'ensemble des autres articles pour lesquels la convention douanière, que nous étudions, accorde au Japon des concessions, on ne constate pas de changements appréciables et, sauf encore pour le papier et les ouvrages en bois où l'on enregistre une forte avance des importations japonaises, la tendance est plutôt vers une diminution des achats de produits nippons. C'est ainsi que pour les articles de ménage, les pneumatiques, etc... le poids des importations reste stationnaire tandis que leur valeur diminue d'une façon appréciable à cause de la baisse mondiale des prix. On constate aussi que les bières japonaises, autour desquelles on fit tant de bruit et pour lesquelles nos interlocuteurs demandèrent avec beaucoup d'insistance un tarif favorable, n'ont fait dans notre colonie aucun progrès, et que le vrai fournisseur concurrent de la France reste toujours pour cette boisson l'Allemagne.

Dans le premier semestre de 1933, les importations

japonaises en Indochine se sont élevées au total à 13.296 tonnes et 15.884.000 francs contre 8.947 tonnes et 10.254.000 francs en 1932 et 10.699 tonnes et 17.280.000 francs en 1931. Il y a donc une sensible augmentation pondérale tandis que la valeur de ces importations n'atteint pas au chiffre de 1931. Mais l'augmentation en poids provient essentiellement du chapitre des combustibles minéraux (houilles, goudrons, etc...) et de celui des produits chimiques (brai de houille, engrais, etc..) et l'accroissement de valeur a sa source dans ces mêmes chapitres et dans celui des tissus où le Japon a pris une partie de la place occupée auparavant par la Chine. En 1907 et en 1908, les exportations japonaises destinées à l'Indochine étaient déjà pour la moitié de leur valeur constituées par des houilles et des sous-produits de houilles. Si actuellement la proportion n'est plus tout à fait aussi grande en faveur de ces produits, elle est encore très importante. L'industrie métropolitaine ne court donc pas le risque de perdre le marché indochinois, et quand elle s'y heurte du côté japonais à une trop forte concurrence, ce qui est rare, nous l'avons vu, sa véritable cause réside dans la dépréciation considérable et continue du yen.

Mais il ne suffit pas de constater que l'accord commercial de 1932, n'a pas ouvert les portes de l'Indochine à l'invasion économique des produits japonais, il faut aussi savoir si les compensations que nous avons alors obtenues de nos interlocuteurs se sont avérées efficaces et suffisantes.

Les exportations indochinoises vers le Japon ont vu ces dernières années leur poids s'accroître constamment. Elles étaient de : 247.514 tonnes et 23.036.000 francs pour

le premier semestre de 1931; 270.594 tonnes et 53.391.000 francs pour celui de 1932; 303.213 tonnes et 18.820.000 francs pour celui de 1933.

Cet accroissement pondéral est dû essentiellement à deux produits : la houille et le caoutchouc.

Dès avant l'accord de 1932, les achats japonais de caoutchouc indochinois augmentaient d'une façon continue; mais depuis que le tarif japonais le plus réduit lui est appliqué cet article pénètre mieux encore au Japon. Ces achats qui étaient seulement de 40 tonnes environ pour le premier semestre de 1930, ont passé successivement à 336 tonnes (1931), à 547 tonnes (1932), pour atteindre enfin, sous l'effet des concessions obtenues le 13 mai 1932, les chiffres records de 2.092 tonnes et 4.101.000 francs pour le premier semestre de 1933.

Pour la houille, les exportations de notre colonie vers le Japon étaient en 1931 de 223.456 tonnes; en 1932, elles tombaient à 177.233 tonnes, mais cette diminution était plus que compensée par des ventes exceptionnelles de riz indochinois au Japon se montant à 60.812 tonnes au lieu de 1.000 tonnes environ les années précédentes. Si, en 1933, les achats de riz faits par le Japon étaient retombés à peu près à 1.000 tonnes, ceux de houille remontaient jusqu'à près de 254.000 tonnes. Malgré cela, la baisse des prix mondiaux fait que la valeur totale des exportations de l'Indochine vers le Japon qui était de 23 millions de francs environ en 1911 n'est plus, en 1933, que de 18.820.000 francs. Si en 1932, cette valeur s'était élevée à plus de 53.000.000 de francs, on en trouve l'explication dans l'achat par le Japon de 60.812 tonnes de riz mentionné plus haut et dont, pour obtenir des chiffres comparables à ceux des autres années, il faut

déduire la valeur, soit 36 millions. On trouve alors pour les exportations sur le Japon en 1932, environ 17 millions de francs, ce qui permet de constater une amélioration à l'avantage de l'Indochine de 1932 à 1933, en valeur aussi bien qu'en poids.

On peut remarquer combien la composition des exportations indochinoises vers le Japon a changé. C'est ainsi qu'en 1908 et dans les années voisines, le riz entraînait pour 95 % environ dans la valeur de ces exportations, le reste étant absorbé presque entièrement par le coton brut. Actuellement, 85 % en poids et 50 % en valeur reviennent à la houille, et 40 % en valeur se répartissent entre la laque, le caoutchouc et le zinc (minerai et métal). Dans ces exportations la place tenue autrefois par le riz est maintenant occupée par la houille. Pour le riz il n'y a plus aucun espoir de voir, sauf imprévu, le Japon redevenir le client de l'Indochine française pour des quantités importantes. Cette année encore, la production de riz de l'Empire nippon est largement supérieure aux besoins de la consommation nationale. Cela pose un problème d'autant plus aigu que le riz japonais est plus coûteux que les autres et que pour l'exporter le gouvernement doit le faire à perte. Il est maintenant trop tard pour espérer obtenir des avantages concernant nos riz indochinois, cela n'est plus possible depuis quelques années. De temps en temps il arrivera sans doute encore que le Japon nous achète brusquement de grosses quantités de riz comme il l'a fait en 1932; mais cela ne peut plus avoir le caractère régulier de l'époque d'avant-guerre où le Japon achetait en moyenne à l'Indochine pour 12 millions de francs de riz. D'ailleurs les exportations de riz de notre domaine asiatique étaient alors

orientées d'une façon différente. Elles se déversent de moins en moins vers les peuples jaunes d'Extrême-Orient qui sont à peu près arrivés à produire assez de cette denrée pour leur subsistance. Elles se dirigent au contraire de plus en plus vers les pays de l'Europe ainsi qu'on pourrait en faire la preuve par l'examen des quantités de riz indochinois qui passent le canal de Suez.

Nous avons obtenu lors de la signature de l'Arrangement du 13 mai 1932 l'application du tarif le plus réduit aux zincs indochinois à leur entrée au Japon, qu'il s'agisse du minerai ou du métal. Cette concession venait bien à propos, car le zinc suivait une courbe inverse de celle du caoutchouc : alors qu'en 1930 (pour l'année entière) le Japon avait acheté en Indochine 7.000 tonnes de minerai de zinc et 3.600 tonnes de ce métal, en 1932 (pour l'année entière) il n'achetait plus que 1.000 tonnes de minerai et pas de métal. Encore faut-il préciser que cet achat ne représentait qu'une valeur de 200.000 francs. L'octroi du tarif le plus réduit semble avoir porté ses fruits, dans une bien faible mesure d'ailleurs, puisque pour le premier semestre de 1933 l'Indochine a exporté au Japon 1.524 tonnes de zinc métal valant 1.829.000 francs sans que ces chiffres atteignent ceux de 1931 qui étaient de 2.014 tonnes de zinc métal, d'une valeur de 3.626.000 francs. Cependant, il y a lieu d'espérer que cette petite amélioration ira en augmentant.

Pour les autres produits énumérés dans la liste B, annexée à l'Arrangement franco-japonais, on ne trouve rien de remarquable, sinon que malgré l'application du tarif le plus réduit, le Japon n'achète pour ainsi dire à l'Indochine ni coton brut, ni maïs. Il serait cependant désirable de trouver au maïs des débouchés importants

car les exportations totales de cette denrée ont quintuplé largement en poids et en valeur, à tel point que pour le premier semestre de 1933 l'Indochine a exporté pour 36 millions de francs de maïs et seulement pour 31 millions de francs de houille.

En définitive, en ce qui concerne les exportations vers le Japon, l'Indochine semble avoir bénéficié dans une bien faible mesure des concessions nouvelles qui lui ont été consenties, car ces exportations ont progressé dans la même proportion environ que le total des exportations indochinoises dans le monde entier. Ces dernières se chiffrent, en effet, par 1.270.000 tonnes en 1931, puis 1.540.000 tonnes en 1932 et 1.760.000 tonnes en 1933.

IV. — La situation économique de l'Indochine, bien que cette colonie soit largement atteinte par la dépression mondiale, apparaît donc, quand on la juge d'après la balance du commerce extérieur, meilleure que celle du Japon qui est pourtant dans une période d'activité fébrile et d'étonnante prospérité. En effet, tandis que l'Empire nippon arrive difficilement à réduire le déficit de sa balance commerciale, celle de l'Indochine est favorable et le devient de plus en plus. Qu'on en juge par le tableau suivant dans lequel les chiffres sont donnés en milliers de francs pour le premier semestre des années considérées :

	1931	1932	1933
Importations indochinoises ..	748.270	504.657	467.411
Exportations ..	606.845	557.778	559.168
Balance	— 141.425	+ 53.121	+ 92.757

L'Arrangement commercial signé le 13 mai 1932 entre la France et le Japon au sujet de l'Indochine n'a donc

eu ni pour cette colonie, ni pour l'industrie et le commerce métropolitains, les résultats désastreux qu'avaient annoncés ses détracteurs. Si même, son application ne s'était pas trouvée faussée par une baisse du yen plus grande encore qu'au moment de sa conclusion, cet accord aurait comporté pour nous des avantages réels. En effet, d'une part, les exportations indochinoises vers le Japon, qui ne sont pas conditionnées par le dumping de change dont bénéficie ce pays, auraient suivi une courbe ascendante semblable à celle que nous venons de souligner, et, d'autre part, les importations japonaises en Indochine dont l'accroissement est dû surtout à la prime créée par la dépréciation du yen par rapport à la piastre indochinoise restée stable à 10 francs, auraient peut-être augmenté, dans une proportion encore moindre qu'elles ne l'ont fait, leur concurrence vis-à-vis des produits français.

On peut juger maintenant de la valeur économique de cet accord qui ne mérite ni d'être loué outre mesure, ni d'être chargé de tous les méfaits qui proviennent en réalité d'autres sources. Il a été conclu dans un but de stabilisation des rapports commerciaux nippo-indochinois et afin de prévenir une guerre de tarifs toujours possible et nuisible. Dans la mesure où son application n'a pas été faussée par la dévaluation de la monnaie japonaise, il n'a pas trompé les espoirs que du côté franco-indochinois on mettait en lui. Mais dans les quelques rares domaines où les produits japonais entrent trop nombreux en Indochine et y prennent la place des produits français, le remède ne se trouve pas *actuellement* dans une révision d'un accord qui fut si difficile à conclure. Qui sait, en effet, si vingt années ne seraient pas

encore nécessaires pour qu'un nouvel arrangement de ce genre soit enfin mis sur pied ? Non, le remède doit supprimer la cause du mal en élevant et en étendant aux produits pour lesquels la concurrence japonaise est trop forte, la surtaxe compensatrice de change, qui, au taux de 15 %, est parfois insuffisante alors que le yen est dévalué de 60 %. Ce ne serait pas là violer les engagements pris, car dans une des lettres annexées à l'Arrangement pour en préciser le sens, le Gouvernement français faisait la réserve suivante :

« ...En cas d'aggravation ultérieure de l'écart des
» changes existant à la date de ce jour, le Gouvernement
» français se réserve, conformément à sa législation, la
» possibilité d'augmenter les taux de la surtaxe compen-
» satrice pour les produits ci-dessus énumérés. Il se
» réserve, en outre, la faculté d'appliquer à tout ou par-
» tie des autres produits japonais importés en Indo-
» chine, des surtaxes compensatrices correspondant à
» cette augmentation. Il est entendu que, pour l'applica-
» tion de la surtaxe compensatrice, la valeur de la pias-
» tre est celle définie par l'article premier du décret du
» 31 mai 1930. »

Le moment est venu de faire jouer cette clause et de calmer ainsi les craintes légitimes des représentants de certaines de nos industries. C'est d'ailleurs ce qui vient d'avoir lieu, nous l'avons vu, par un décret du 6 octobre 1933 relevant de 15 à 25 % la surtaxe compensatrice de l'écart des changes à l'entrée en Indochine pour les tissus de soie japonais prévus au tableau A. Nous avons dit en signalant plus haut cette mesure ce que nous en pensions. Il faut, en effet, montrer ici une grande prudence, car une mesure de ce genre qui ne serait pas vraiment

justifiée, serait plus nuisible que profitable aux intérêts français en Extrême-Orient.

D'ailleurs, en Indochine, l'accord, après neuf mois d'application, ne suscite aucune réclamation, car, en effet, il ne peut qu'entraîner une diminution du coût de la vie, surtout pour nos protégés. Nous pouvons citer à l'appui de cette affirmation un témoignage autorisé ; la Commission Permanente du Conseil du Gouvernement de l'Indochine affirme, en effet, dans sa délibération du 11 juillet 1933 :

« En ce qui concerne le Japon, que le récent accord
» tarifaire sauvegarde efficacement les intérêts du com-
» merce et de l'industrie, tant métropolitains que colo-
» niaux, et que la très faible progression des importa-
» tions japonaises depuis un an ne justifie pas de nou-
» velles mesures de protection ¹. »

1. *Journal officiel de la République Française*, n° 186 du 10 août 1933.

CONCLUSION

Nous avons vu, au cours de cet ouvrage, comment le Japon, après avoir conquis de haute lutte le droit d'être traité d'égal à égal par les Grandes Puissances, s'est appliqué avec toute la ténacité qui le caractérise à obtenir d'être traité aussi favorablement en Indochine que dans le reste de l'« Empire » français. Nous avons étudié en détail ses demandes réitérées et les réponses qui y furent faites, tout en essayant de bien marquer les étapes successivement parcourues jusqu'à l'Arrangement du 13 mai 1932, dont le but était de donner au Japon les satisfactions qu'il demandait sur tous les points où cela était possible sans étrangler l'industrie et le commerce franco-indochinois. Ces derniers cependant doivent désormais faire preuve d'une vigilance accrue pour ne pas se laisser distancer par l'activité étonnante des petits hommes du Yamato.

L'examen que nous avons fait dans le dernier chapitre du commerce nippon-indochinois depuis sa mise en application, nous a montré combien il serait erroné de penser que cet accord pût satisfaire pleinement les deux nations qui l'ont conclu. Il se borne, en effet, comme tout bon compromis, à ne mécontenter gravement personne; et c'est pourquoi, malgré les réclamations qui déjà se font jour des deux côtés, il a quelques chances de durer, bien qu'officiellement il ait été fait seulement

pour « régler provisoirement le statut des échanges entre l'Indochine et le Japon ».

Il résulte, des conversations que nous avons eues récemment avec diverses personnalités particulièrement bien documentées sur les questions japonaises et avec le secrétaire de l'ambassade du Japon, à Paris, chargé des questions commerciales, que les Japonais jugent insuffisants les progrès cependant réels de leur commerce d'exportation vers l'Indochine et sont disposés à réclamer de nouveaux avantages. Il faut dire que si l'on consulte les statistiques douanières japonaises, le progrès des importations japonaises en Indochine est plus faible encore que celui indiqué par les documents des Douanes et Régies de la colonie; c'est une divergence dont l'explication est des plus difficiles à trouver. Autrefois on pouvait invoquer le transit par Hong-Kong ou Shanghai; mais avec les dispositions nouvelles contenues dans l'accord, cette tentative d'explication ne tient plus.

D'ailleurs, cette attitude des Japonais ne doit pas être pour nous un sujet d'étonnement, car nous avons vu : qu'il leur sera difficile de maintenir l'essor magnifique qu'ils viennent de donner à leur commerce extérieur grâce à l'écart des changes; que partout des barrières douanières élevées sont sur le point de leur fermer les marchés qu'ils inondent de leurs produits; que, si une détente se manifeste dans leurs relations avec la Chine, il n'y a pas encore là de quoi compenser les pertes imminentes dont ils sont menacés sur d'autres points. Il est donc normal que le Gouvernement nippon recherche les moyens propres à remplacer, dans la plus large mesure possible, les débouchés qui sont sur le point d'échapper au commerce de ses nationaux. Et, bien que le marché

indochinois n'ait pas un très grand pouvoir d'achat, il n'est pas à négliger.

Evidemment le Japon ne peut penser que la France le laissera la supplanter pour les produits qu'elle fournit elle-même à sa colonie et qui représente 55 % des achats de cette dernière ; il n'émet lui-même aucune prétention de ce genre ; mais il peut espérer obtenir un champ d'action plus vaste encore qu'actuellement en ce qui concerne les marchandises que l'Indochine importe de l'étranger et dans lesquelles la valeur des produits nippons, même en tenant compte des derniers progrès réalisés, n'atteint que 7 % du chiffre global de la valeur des articles de provenance étrangère.

Lorsque nous disons que les Japonais ont l'intention de demander l'octroi de nouvelles facilités pour leurs importations en Indochine, cela ne signifie pas qu'ils soient sur le point de dénoncer à bref délai l'Arrangement du 13 mai 1932 ; mais seulement qu'ils désirent voir remplacer le plus tôt possible cet accord « provisoire » par un traité réglant d'une façon définitive et plus avantageuse pour eux les relations de leur pays avec notre colonie d'Extrême-Orient. Ils se rendent fort bien compte de l'impossibilité qu'il y a d'entreprendre des négociations dans ce but tant que leur monnaie est vagabonde. Une base monétaire stable est la première condition pour la conclusion d'un traité de commerce et ils attendent vraisemblablement que cette base existe pour demander l'élaboration d'un régime nouveau.

Sur bien des points cependant, l'accord que nous venons d'étudier marque la limite des concessions que le Gouvernement français peut accorder au Japon sans compromettre gravement les intérêts économiques de la

France en Indochine et sans entraver la formation dans notre colonie d'une industrie complémentaire qu'il est de notre devoir de favoriser, étant donné le rôle d'éducateurs que nous assumons auprès de nos sujets indochinois. Pour obtenir plus, le Japon serait obligé de nous accorder davantage. Il lui faudrait étendre à un plus grand nombre de matières la concession du tarif le plus réduit ou l'exemption de droits qui sont déjà prévues pour quelques-unes dans l'Arrangement de 1932. En effet, du 1^{er} octobre 1932 au 30 juin 1933, période pour laquelle nous possédons des renseignements précis sur l'application du nouveau régime, le Japon a vendu à l'Indochine pour 20.303.000 francs de marchandises alors qu'il lui en achetait pour 21.940.000 francs. Il y a là un certain équilibre qu'il importe de ne pas compromettre par de nouvelles facilités accordées aux importations japonaises. Nous avons vu déjà que cet équilibre est bien précaire et que seul un renforcement de la surtaxe de change pourra sans doute lui permettre de subsister. Ce léger excédent de la valeur des exportations sur celle des importations est d'ailleurs pour un pays neuf comme l'Indochine une nécessité vitale, car sans cela la balance des comptes serait largement déficitaire à cause des capitaux employés en Indochine dont les intérêts doivent annuellement figurer pour une somme importante au passif de cette balance.

Par contre, c'est avec satisfaction que nous voyons dans certains domaines les articles japonais remplacer les marchandises chinoises par exemple. C'est une façon qui ne nous coûte rien de reconnaître les services que le Japon nous rend en Extrême-Orient, et ils sont d'importance: En effet, nous n'avons rien à attendre de l'im-

mense masse inorganique et si violemment xénophobe qu'est la Chine actuelle, alors que l'ordre, la paix extérieure en Asie et sur le Pacifique, dont les cinq pays de l'Union indochinoise « réveillés par nous d'un sommeil » séculaire, engagés dans une voie pleine d'espairs et de « difficultés par l'initiative d'un jeune souverain, ont un » besoin absolu », ne peuvent être assurés que par « une » puissance disciplinée, ordonnée, volontaire et ayant » sur place tous ses moyens d'action. Il n'en est qu'une : » le Japon¹. »

La France, séparée de sa colonie d'Extrême-Orient, par une trop grande distance, peut bien y assurer l'ordre intérieur, mais ne peut pas jouer le rôle de « gendarme de l'Asie » que remplit le Japon. Ce dernier, tout en poursuivant uniquement son propre intérêt, est, là-bas, notre auxiliaire indispensable et irremplaçable, et il le sait. En France, nous ne le savons pas assez et il nous arrive fréquemment de ne pas discerner clairement quels sont nos véritables intérêts dans le Pacifique, de ne pas savoir ce qui nous sert et ce qui nous nuit en Asie.

C'est ainsi qu'à Genève, la France a pris parti pour le « Gouvernement » chinois contre le Japon, et que, paralysée par le fardeau de ses dettes, « elle a soutenu » l'Amérique qui armait la Chine et engageait le Kuomintang dans ses revendications antijaponaises. Elle a » adopté la politique de l'Angleterre qui a investi dix » milliards en Chine et qui a renié l'alliance anglo-nipone. Elle a accepté enfin que ces deux nations arbi-

1. Albert de Pouvourville, « Les aspects divers de l'action japonaise sur les rives du Pacifique » (article paru dans *Le Journal*, n° du 18 août 1933.)

» trent un procès où elles sont parties et empêchent à
» tout prix Japonais et Chinois de s'entendre ¹. »

Le résultat de telles erreurs, est que notre influence morale dans tout l'Extrême-Orient, jusqu'alors incontestée, est en passe d'être gravement compromise. Mais rien d'irréparable n'a été fait et il est temps encore de voir que notre véritable intérêt dans le Pacifique — et en disant ceci nous ne faisons qu'exprimer l'avis unanime des Français d'Asie — est de nous tenir aux côtés du Japon, le véritable défenseur de l'ordre asiatique contre tous les ferments de trouble et de révolte venus de Chine ou de Russie. Nous devons remplacer en quelque sorte la Grande-Bretagne dans l'alliance japonaise dont la rupture a si violemment blessé l'orgueil national nippon. Ce serait le meilleur moyen de maintenir intact notre prestige en Extrême-Orient et de nous attirer davantage encore la sympathie japonaise. Nous oublions trop que trois siècles de politique loyale nous ont valu le respect de tous les Jaunes, qu'il nous importe de le conserver, dans l'intérêt même des vingt millions d'individus qui peuplent l'Indochine et que nous avons pris sous notre protection.

Le Japon s'est d'ailleurs montré un colonisateur habile et bien des nations européennes pourraient tirer de son œuvre en Mandchourie d'utiles enseignements. C'est ainsi que chaque année, un demi-million de Chinois, fuyant le désordre et l'insécurité de leur propre pays, viennent chercher la paix et la prospérité sous l'égide du Japon.

Il nous est plus facile à nous, Français, qu'à toute autre

1. M. Percheron, « La France devant l'Asie » (article paru dans *Le Journal* n° du 24 mai 1933.

nation de remplacer l'Angleterre dans l'alliance qu'elle a rompu avec le Japon et par laquelle ce pays reste solidaire des nations blanches dont il fut l'élève, car nos ambitions plus modérées que celles des Anglo-Saxons ne risquent pas d'entrer en conflit avec les siennes.

Mais si tous nos efforts doivent tendre vers une entente plus intime avec le Japon dont nous ne pouvons que recueillir les bienfaits sur le terrain de la politique asiatique, nous ne devons pour aucun motif nous départir d'une grande prudence dans le domaine économique et livrer sans défense l'Indochine à l'emprise commerciale de ce peuple si redoutablement actif. Cette réserve est d'autant plus nécessaire que nul ne peut prédire ce que sera l'avenir de la monnaie japonaise. Or, tant que celle-ci sera instable et que sa valeur baissera au fur et à mesure que le commerce d'exportation aura besoin d'un stimulant plus grand, il ne sera pas possible d'ouvrir davantage au Japon les portes de l'Indochine.

Un retour à un état de choses plus normal serait à souhaiter et ce serait alors l'occasion d'intensifier largement les relations commerciales entre le Japon et notre colonie d'Extrême-Orient. Par une juste réciprocité, les Indochinois pourraient trouver là un acheteur sûr pour toutes leurs matières premières tropicales ou autres et, de son côté, le Japon évincerait aisément les autres nations pour la plupart des produits manufacturés dont notre colonie a besoin. Le moment serait alors venu de conclure avec le Japon le traité de commerce définitif qu'il réclame au sujet de ses relations avec notre colonie. Et tout en lui accordant des avantages suffisants, rien ne nous empêcherait de réserver une très large place à la métropole et aux industries locales qui correspondent

aux meilleurs possibilités de développement de l'Indochine.

S'il est très légitime de donner le premier rang dans nos colonies aux produits français — comme d'ailleurs la métropole doit acheter le plus possible de ses matières premières à ses colonies — il est cependant de l'intérêt de tous et du devoir de la nation éducatrice de développer et de protéger dans ses possessions lointaines une industrie complémentaire destinée, en tenant compte des possibilités du pays, à suppléer aux produits que la France ne peut leur fournir d'une façon satisfaisante, soit à cause de leur adaptation aux mœurs locales, soit en raison de la distance. C'est bien le cas en Indochine pour certains articles.

Mais pour notre domaine extrême-oriental, ce problème se double d'un second plus ardu encore. L'Indochine est un pays asiatique qu'il serait dangereux de désaxer en l'arrachant à son atmosphère pour l'euro-péaniser à outrance. Notre rôle est de guider son évolution vers la civilisation moderne sans pour cela rompre avec les traditions ancestrales qui garantissent puissamment l'ordre établi. C'est d'ailleurs l'esprit des réformes du jeune souverain d'Annam, en réaction contre les excès d'assimilation. Il faut que matériellement ce pays soit équipé d'une façon moderne pour lutter pour son existence; mais tout doit être adapté au tempérament de la race, des races. Il ne s'agit pas de faire de nos protégés des Européens, il faut en faire des Annamites, des Cambodgiens modernes. Cette tâche se poursuit actuellement avec sagesse sur le plan intérieur¹.

1. *Bulletin de l'Agence Economique de l'Indochine* « Les réformes de S. M. Bao-Dai », n° de septembre 1933, p. 359 et suivantes.

Sur le plan des relations extérieures, il n'est pas moins nécessaire de suivre la même ligne de conduite. Il faut replacer ce pays dans son milieu asiatique et pour cela ouvrir commercialement davantage la porte à ce qu'on est convenu d'appeler « les produits spécifiquement asiatiques ». Il faut préférer voir se développer beaucoup plus largement les échanges du Japon et de la Chine par exemple avec notre colonie plutôt que ceux avec des pays d'Europe autres que la France, sauf quelques réserves nécessaires.

Cette nouvelle orientation de notre politique est d'ailleurs annoncée par le premier effort qu'a été la conclusion de l'accord tarifaire avec le Japon que nous venons d'étudier. Il ne sera pas le seul, un accord du même genre étant en préparation avec la Chine.

Le résultat ne peut être qu'à l'avantage de nos protégés qui bénéficieront, par l'abaissement des barrières douanières qui les séparent des autres pays d'Extrême-Orient d'un abaissement du coût de la vie. Or l'amélioration des conditions de vie des peuples indochinois est pour nous un gage de paix intérieure et de stabilité comme à l'extérieur l'entente avec le Japon est une assurance contre les secousses qui agitent en ce moment l'Extrême-Asie.

Nous formons le vœu que l'accord auquel nous avons consacré cet ouvrage, étendant ses conséquences au delà de son domaine propre, soit le prélude d'une ère d'apaisement et de compréhension mutuelle plus complète dans les relations de la France et de l'Indochine avec l'Empire du Soleil Levant.

ANNEXE

Arrangement commercial entre la France et le Japon tendant à régler provisoirement le statut des échanges entre l'Indochine et le Japon.

Le Président de la République Française et Sa Majesté l'Empereur du Japon, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié et de bonne entente qui existent heureusement entre eux et leurs pays respectifs, en facilitant les relations commerciales entre l'Indochine et le Japon, ont résolu de conclure, à cet effet, un arrangement commercial et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

D'une part :

Le Président de la République Française;

M. André Tardieu, président du Conseil, ministre des Affaires Etrangères, officier de la Légion d'honneur.

M. Louis Rollin, Ministre du Commerce, des Postes, des Télégraphes et des Téléphones, chevalier de la Légion d'honneur;

M. Louis de Chappedelaine, ministre des Colonies, chevalier de la Légion d'honneur;

D'autre part :

Sa Majesté l'Empereur du Japon;

M. Harukazu Nagaoka, Jusammi, décoré de la première classe de l'Ordre Impérial du Trésor sacré, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire en France;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Les produits originaires et en provenance du Japon, énumérés à la liste A, ci-annexée, bénéficieront, à leur importation en Indochine, soit du tarif minimum, soit de pourcentages de réduction sur le tarif général, conformément aux indications portées à ladite liste.

L'octroi du tarif minimum comporte l'application des droits les plus réduits dont bénéficient ou bénéficieront les marchandises similaires importées de l'étranger.

Les pourcentages de réduction sont calculés en fonction du tarif général. Au cas où, par suite de modifications des tarifs de base, les droits qui résulteraient de l'application desdits pourcentages viendraient à être inférieurs ou égaux aux droits du tarif minimum, ces derniers seraient appliqués aux produits japonais. Lorsque le tarif minimum viendra à être ainsi obtenu, il demeurera acquis pour la durée du présent arrangement.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que, dans le cas où les tarifs de base en vigueur en Indochine au jour de la signature du présent arrangement viendraient à être modifiés pour les produits qui, d'après la liste A bénéficient d'un pourcentage de réduction sur le tarif général, des conversations seraient engagées à la demande du Gouvernement japonais en vue de résoudre à l'amiable les difficultés susceptibles de résulter de ces modifications pour l'exportation japonaise.

Article 2

Par dérogation à la règle du transport direct, les marchandises japonaises énumérées à la liste A, lorsqu'elles seront transbordées dans les ports de Hong-Kong ou de Changhaï, seront admises au bénéfice des avantages tarifaires prévus à ladite liste, sous les conditions suivantes :

1° Les expéditions feront l'objet d'un connaissance direct du Japon sur le port indochinois de destination;

2° ce connaissance sera visé par l'autorité consulaire française du port de transbordement, qui attestera que les marchandises transbordées n'y ont subi aucune transformation ou manipulation de nature à leur faire perdre leur identité,

3° le transport, entre le port de transbordement et le port indochinois prévu au connaissement, devra être effectué sous pavillon japonais ou français.

Article 3

Les produits originaires et en provenance de l'Indochine, énumérés à la liste B, ci-annexée, bénéficieront, à leur importation au Japon, soit des droits les plus réduits dont bénéficient ou bénéficieront les marchandises similaires importées de l'étranger, soit de l'exemption des droits, conformément aux indications portées à ladite liste.

Article 4

Pour les produits énumérés aux listes A et B; chacune des Hautes Parties Contractantes garantit le bénéfice des avantages prévus auxdites listes, quelles que soient les modifications de la classification ou de la nomenclature douanière qui pourront intervenir au cours de l'application du présent Arrangement.

Article 5

Les produits originaires et en provenance du Japon, énumérés à la liste A, qui seront admis en transit en Indochine, bénéficieront du tarif minimum applicable aux marchandises étrangères circulant en transit. En cas de transbordement dans les ports de Hong-Kong ou de Changhaï, lesdits produits bénéficieront des mêmes avantages, sous réserve de l'observation des conditions prévues à l'article 2.

Au cas où les droits de transit applicables en Indochine cesseraient d'être établis en fonction des droits de douane à l'importation, les produits énumérés à la liste A bénéficieront, en cette matière, du régime de la nation la plus favorisée.

Article 6

Les dispositions du présent Arrangement sont applicables à tous les territoires et possessions appartenant au Japon ou admis par lui.

Article 7

Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Tokio dès que faire se pourra.

Il entrera en vigueur à la date que les Hautes Parties Contractantes fixeront d'un commun accord.

Il est conclu pour une période d'un an à partir de cette date et pourra être prorogé par tacite reconduction.

Pour venir à expiration à la fin de la première année il devra être dénoncé avec un préavis de six mois. En cas de tacite reconduction, le préavis de dénonciation sera de trois mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Paris, le treize mai mil neuf cent trente deux, correspondant au treizième jour du cinquième mois de la septième année de Showa.

Signé :

André TARDIEU.

Louis ROLLIN.

Louis de CHAPPEDELAINE.

H. NAGAOKA.

LISTE A

Produits japonais admis en Indochine au bénéfice du tarif minimum ou d'un pourcentage de réduction sur le tarif général.

Nota. — Dans la colonne de droite, les lettres T. M. signifient tarif minimum; les pourcentages indiquent le montant des réductions sur les droits du tarif général.

Pour l'interprétation de la présente liste, il est entendu que, pour les articles dont les numéros sont précédés du préfixe « Ex », la concession est limitée aux seuls produits dénommés explicitement.

Pour les numéros non précédés du préfixe « Ex », la concession s'entend pour l'ensemble de l'article.

Le tarif minimum sera appliqué aux matières de toute espèce servant d'emballage à toutes les marchandises énumérées à la présente liste, si ces matières sont, d'après les prescriptions douanières, dédouanées séparément.

Numéros du tarif douanier de l'Indochine	Désignation des marchandises	Tarif applicable aux produits japonais
Ex-17 à 18 <i>quater</i>	Jambon.....	T.M.
Ex-31	Margarine et oléo-margarine...	40%
Ex-35 à 35 <i>quater</i>	Lait concentré :	
	Lait complet, sans sucre ou additionné de sucre.....	20%
	Lait écrémé, sans sucre ou additionné de sucre.....	T.M.
Ex-37	Beurre salé	T.M.
46	Poissons secs, salés ou fumés.	T.M.
Ex-47	Poissons conservés au naturel, marinés ou autrement pré- parés :	
	Poissons salmonidés	T.M.
Ex-48	Huitres marinées	T.M.
Ex-49	Homards et langoustes conser- vés au naturel ou préparés .	T.M.
	Crevettes sèches, biches de mer séchées	T.M.
	Ailerons de requins séchés ...	T.M.
64	Ivoire et écaille factices	T.M.
Ex-68	Froment, farines	T.M.
Ex-77	Vermicelle dit chinois	T.M.
Ex-80 et 80 <i>bis</i>	Légumes secs autres que fèves et féverolles en grains.....	T.M.
83	Pommes de terre	T.M.
84 A et B	Fruits de table frais	T.M.
85	Fruits de table secs ou tapés .	T.M.
Ex-86	Ananas conservés au sucre ou au naturel.....	T.M.

et 91	Sucres	T. M.
93	Sirops et sucres intervertis ..	T. M.
108	Thé.....	T. M.
109	Tabacs	T. M.
Ex-110 A et B	Autres huiles fixes pures :	
et 110 bis	Graisses de poisson et huiles de soja ayant subi l'hydrogénation	T. M.
	Les mêmes destinées à la savonnerie	T. M.
Ex-112	Huiles volatiles ou essences, autres que de rose, de géranium-rosat et d'ylang-ylang	T. M.
Ex-118	Camphre brut ordinaire et camphre dit de Formose et similaires :	
	— en poudre	T. M.
	— raffiné	T. M.
Ex-126	Racines : Panax Ginseng ...	M. T.
Ex-126 bis	Fleurs de pyrèthre.. Poudre de pyrèthre à l'état naturel.	T. M.
Ex-128 à 140	Bois ronds, non équarris, avec ou sans écorce	T. M.
	Bois équarris ou sciés	T. M.
	Merrains	T. M.
	Autres que les fagots et bourrées, les charbons de bois et chènevottes	T. M.
Ex-158, 158 bis	Légumes frais ou salés	T. M.
158 ter, 162		
Ex-163, 169 et	Algues-marines, comestibles, brutes ou préparées (agar-agar, etc.)	T. M.
170 bis	Produits et déchets végétaux non dénommés :	T. M.
172 ter	Bière :	
	— en bouteilles	50%
	— en fûts.....	20%

174 bis	Limonades et sodas, eaux gazeuses	25 %
174 quater	Eaux minérales naturelles selon spécifications à déterminer.....	10 %
190	Houilles	T. M.
192	Goudron minéral provenant de la distillation de la houille	T. M.
Ex-211	Fer ou acier zingué, de 6-10 de mm., d'épaisseur et au-dessous	50 %
Ex-017 à 022	Sulfate d'ammoniaque	T. M.
Ex-0214	Acide formique	35 %
0380	Engrais azotés	T. M.
Ex-0381 quinquies	Produits insecticides à base de pyrèthre	T. M.
Ex-299	Encres à écrire	T. M.
Ex-311	Parfumeries, autres que savons — alcooliques	T. M.
	— non alcooliques	T. M.
Ex-314	Sauces et autres épices préparées non dénommées, à l'exclusion des sauces tomate et picallily	T. M.
Ex-316	Médicaments composés non dénommés : — figurant dans une pharmacopée officielle	50 %
	— n'y figurant pas, mais portant en caractères apparents et en langue française, etc. .	50 %
338 à 340	Poteries cuites en grès	50 %
343 à 346	Faïences : — du type ou du modèle habituellement utilisé en Extrême-Orient	T. M.
	— autres	50 %

346 <i>bis</i>	Pièces en faïence pour le service de la table, etc, comportant des parties en métal commun nickelé, etc. . . .	50%
347 A et B	Porcelaine : — du type ou du modèle habituellement utilisé en Extrême-Orient	T. M.
	— autres	T. M.
347 <i>quater</i>	Pièces en porcelaine pour le service de la table, etc., comportant des parties en métal commun nickelé, etc..	T. M.
438 à 348 <i>quinquies</i>	Glaces	20%
348 <i>sexies</i>	Miroiterie	30%
350	Gobeletterie de verre ou cristal	30%
351 A	Verres à vitres ordinaires	30%
354	Verres de pendules ou autres et verres de montres taillés ou polis	30%
358	Verroteries dites aussi vitrifications	30%
359, 359 <i>bis</i>	Bouteilles, fioles et flacons, même munis d'un bouchon	
359 <i>quater</i> et 359 <i>quinquies</i>	mécanique d'une capacité de : — un demi-litre et plus	30%
	— un décilitre et demi à un demi-litre exclusivement . . .	30%
	— moins d'un décilitre et demi	40%
359 <i>ter</i>	Bouteilles, fioles et flacons se bouchant à l'émeri, d'une capacité de :	
	— un demi-litre et plus	30%
	— un décilitre et demi à un demi-litre exclusivement . . .	30%
	— moins d'un décilitre et demi	40%

Ex-361	Lampes électriques à incandescence, munies ou non de leur monture à filaments métalliques, pesant par unité :	
	— moins de 5 grammes	30%
	— de 5 à 15 grammes	30%
	— plus de 15 grammes	33%
361 bis	Autres appareils électriques ..	30%
362	Objets en verre non dénommés	30%
	Fils de coton pur :	
368	— simples, préparés ou non pour la vente au détail	40%
369	— retors en deux ou trois bouts, non préparés pour la vente au détail, ou disposés en cocons ou olives pour la broderie :	
	— retors à quatre bouts ou plus, non préparés pour la vente au détail	40%
	— retors préparés pour la vente au détail	40%
370	— chaînes ourdies	40%
371	Fils de coton mélangé	40%
404 à 427 inclus	Tissus de coton pur ou mélangé de toutes sortes	40%
Ex.432 à 436	Tissus de coton mélangé de matières autres que la soie, la bourre de soie ou la soie artificielle, le coton dominant en poids	40%
437	Filets de pêche en coton, lin, chanvre, jute et autres végétaux filamenteux	T.M.

459 A	Tissus de soie, spécifiquement asiatiques, habutaï, schantunga, honan, assan, pongées, corah, tussors : — écrus ou simplement décrués, mais non blanchis, ni teints, ni imprimés, ni enduits	T.M.
459 B	Tissus de soie ou de bourre de soie (schappe) pure ou mélangées entre elles, tissus de soie ou de bourre de soie mélangées d'autres textiles, sans métal, la soie ou la bourre de soie dominant en poids	T.M.
Ex-459 G	Tissu de soie artificielle pure ou mélangée de soie, bourre de soie ou d'autres textiles, sans métal, la soie artificielle dominant en poids, à l'exclusion de l'alinéa 9° : Tissus serrés, foulards et tous autres tissus non dénommés aux alinéas précédents	T.M.
Ex-459 H ¹ et H ² , I, J, K	Tissus de soie, bourre de soie ou soie artificielle mélangée d'autres matières textiles (laine, crin ou poils, coton, etc.) ces autres matières dominant en poids sans métal, à l'exclusion de l'alinéa 9° : Tissus serrés, foulards, etc.	T.M.
459 D et E ¹	Tissus de soie, de bourre de soie (schappe), de bourette de soie, de soie artificielle, pures ou mélangées entre elle ou avec d'autres matières textiles, avec métal.	

	— la soie ou la bourre de soie dominant en poids	T. M.
	— la soie artificielle dominant en poids	T. M.
Ex-459 P	Bonneterie de soie ou bourre de soie pures ou mélangées entre elles ou associées à d'autres textiles autres que la soie artificielle ou matières assimilées, la soie ou la bourre de soie représentant plus de 15 % du poids total	T. M.
	Bonneterie de soie artificielle ou matières assimilées, etc. .	T. M.
Ex-461	Papier ou carte autre que de fantaisie, à l'exclusion du papier à cigarettes, du papier réglé et des ouvrages en papier ou carte non dénommés au tarif, c'est-à-dire : — autre à la mécanique pesant au mètre carré : — plus de 35 grammes	T. M.
	— 35 grammes ou moins	T. M.
	— à la forme ou à la main .	T. M.
Ex-462	Carton en feuilles, plaques, rouleaux ou bobines enroulées : — brut à pâte de couleur naturelle ou à base de pâte neuve y compris le carton lustré à presser les draps dit presspan	25 %
504	Mouvements de réveils, de pendules, etc.	50 %
504 bis	Réveils, horloges, pendules, etc.	50 %
544	Aiguilles à coudre et aiguilles pour machines à coudre, etc.	10 %

562 <i>quater</i>	Montures, de parapluies	10%
567 et 567 <i>bis</i>	Tubes en fer ou en acier	50%
568 et 568 <i>bis</i>	Articles de ménage et tous autres articles en fer, en acier ou en tôle noire, non dénommés :	
	— non peints, non polis et n'ayant reçu aucun complément de main-d'œuvre	25%
	— peints, polis, plombés, zingués, galvanisés ou vernissés	25%
	— cuivrés, étamés-unis ou fer blanc nu, étamés-peints, étamés-vernisés.	25%
	— émaillés-unis, même dégradés, granités	33%
	— émaillés-décorés sans or, émaillés-marbrés sans or, imprimés en 1 ou 2 couleurs sans or	33%
	— émaillés-décorés avec or, émaillés-marbrés avec or, imprimés en plus de 2 couleurs ou en or.	25%
574	Ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain : articles de lampisterie et de ferblanterie.	25%
589	Artifices pour divertissements, y compris les pétards	60%
590 et 590 <i>bis</i>	Meubles : en bois courbé, montés ou non montés :	
	— sièges et parties isolées de sièges	35%
	— meubles autres que sièges, pièces et parties isolées de ces meubles	60%

602	Boissellerie	T.M.
603 <i>quater C</i>	Autres ouvrages en bois	35%
609	Nattes dites de Chine assem- blées ou non par des coutu- res	T.M.
611	Vannerie	T.M.
614 <i>bis</i>	1° Bicyclettes, tricycles, moto- cycles et motocyclettes, y compris les véhicules de l'espèce pour enfants	25%
	2° Accessoires et pièces déta- chées de vélocipèdes	25%
Ex-620	Ouvrages en caoutchouc et gutta-percha, balata et simi- laires, y compris le caout- chouc synthétique, non tari- fés ailleurs :	
	— Ex-H et J - Chapes, cham- bres à air ou pneumatiques pour vélocipèdes et pousse- pousse	T.M.
	— I — Blocs, bandages pleins pour garnitures de roues de voitures à l'état brut travaillé ou fini	15%
	— N — Chaussures :	
	— en tissus caoutchouté, gar- nies de feutre, de laine ou d'étoffes	15%
	— sandales à lanières sans talon à semelles en caout- chouc	T.M.
	— chaussons dits « tabi » à semelles en caoutchouc	T.M.
	— autres chaussures à semel- les exclusivement en caout- chouc	15%

— L, M, O, P, Q, R, —	
	Autres ouvrages en caoutchouc, etc. 10 %
Ex-626	Chapeaux de feutre, de poils et de laine et poils : dressés garnis ou non 40 %
643	Eventails, écrans à mains.... T.M.
Ex-627	Chapeaux de feutre de laine dressés garnis ou non 33 %
Ex-644	Brosserie fine : brosses à dents 50 %
Ex-545	Boutons : — d'écaille ou de nacre 50 % — de métal commun 25 %
Ex-646	Articles de bimbeloterie et leurs pièces détachées travaillées : 1° Jeux et jouets ne contenant aucun mouvement mécanique : — en celluloïd 50 % — en caséine durcie, bakélite et matières analogues 40 % — autres 40 % 3° Autres que jeux et jouets et engins sportifs 40 %
Ex-646 bis	Jeux et jouets y compris les engins sportifs contenant des mouvements mécaniques d'horlogerie ou à déclic : — Autres qu'automates fins. 40 %

LISTE B

**Produits indochinois admis au Japon au bénéfice
du tarif le plus réduit ou de l'exemption des droits.**

Nota. — Pour l'interprétation de la présente liste, il est entendu que, pour les articles dont les numéros sont précédés du préfixe « Ex », la concession est limitée aux seuls produits dénommés explicitement.

Pour les numéros non précédés du préfixe « Ex », la concession s'entend pour l'ensemble de l'article.

Numéros du Tarif japonais	Désignation des marchandises	Tarif applicable aux produits indochinois
19	Maïs	Tarif le plus rédt.
Ex-143	Caoutchouc brut	—
144	Gommes arabiques, shell-lac, résine de pin et autres gom- mes et résines de gommes non reprises ailleurs, à l'ex- clusion de celles destinées à à l'usage médicinal	—
256	Laque	—
271	Coton non égrené ou égrené, y compris le coton cardé ou peigné	—
429	Houille	Exempte
Ex-458	Minerai de zinc (y compris le minerai calciné ou grillé) et matte de zinc	Exempts

Ex-467	Zinc :	
	— 1 ^o Lingots ou saumons, plaques et grains	Tarif le plus rédt.
606	Coprah.....	---
Ex-608	Jones et roseaux	---
609	Rotin :	
	— 1 ^o non fendu.....	---
	— 2 ^o autre	---
Ex-612	Bois :	
	— 1 - C Teck	---

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer l'arrangement en date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés ont décidé d'en préciser les conditions d'application et de le compléter par une déclaration, conformément aux dispositions ci-après :

Ad. Article premier :

Les conversations prévues à l'alinéa 4 de l'article premier seront engagées dans un délai aussi bref que possible, entre les Gouvernements japonais et français, au cas où les tarifs de base indochinois — tarif général ou tarif minimum — viendraient à être modifiés pour les articles qui, d'après la liste A, bénéficient d'un pourcentage de réduction sur le tarif général, ainsi que pour l'acide chlorhydrique (n° 044 du tarif); l'acide sulfurique (n° 073 du tarif); les tissus de soie non visés à la liste A (n° 459 G-9°; H¹, H², I, J, K-9° du tarif); les placages et contre-placages, les caisses et caissettes en bois communs, les panneaux démontés (n° 603 quater B du tarif) et la tabletterie de celluloïd (n° Ex-641bis du tarif),

Dans ces conversations, il sera tenu compte des conditions tarifaires, appliquées à ces divers articles avant qu'interviennent les mesures en question, afin que l'équilibre du régime tarifaire résultant du présent Arrangement ne soit pas rompu.

Ad. Liste A.

Ad. n° Ex. 48. — Le tarif minimum s'applique, non seulement aux huîtres marinées, mais aussi aux autres mollusques marins, notamment aux haliotides, à l'état sec ou conservé.

Ad. n° Ex. 49. — Il est entendu que les conserves de crabes sont assimilées aux conserves de langoustes.

Les seiches à l'état sec sont assimilées aux biches de mer séchées, tant pour le classement douanier qu'en ce qui concerne l'application du tarif minimum.

Ad. n° 174 quater. — En ce qui concerne les eaux minérales gazeuses naturelles, le Gouvernement français examinera avec bienveillance et proposera à l'étude du Gouvernement général de l'Indochine, le classement sous le présent numéro des eaux minérales naturelles originaires du Japon et notamment des eaux minérales gazeuses naturelles ci-après dénommées : « Hirano-Sui », « Wilkinson-Tansan » et « Nunobiki-Tansan ».

Ad. n° Ex. 0381 quinquies. — Les jossticks dits « antimoustiques » à base de pyrèthre sont classés sous ce numéro et bénéficient des avantages douaniers prévus pour les insecticides à base de ce produit.

Ad. n° Ex. 311. — L'application des dispositions prévues à la liste A sera suspendue provisoirement pour les articles classés sous ce numéro. Le Gouvernement général de l'Indochine s'entendra avec les autorités consulaires japonaises en Indochine pour fixer d'un commun accord, de manière à éliminer les contrefaçons dans la plus large mesure possible, les conditions auxquelles devront répondre ces articles pour bénéficier du tarif minimum.

Ad. n° Ex. 314. — Le tarif minimum s'applique aux préparations à base de « shoyu » (sauce de soja), y compris les légumes coupés en petits morceaux conservés dans ladite sauce (« Fuku-jinzuke » et similaires).

Ad. n° 343 à 346 et ad. n° 347 A et B. — Par articles de faïences ou de porcelaine « du type ou du modèle habituellement utilisé en Extrême-Orient » on entend les articles spécifiquement asiatiques qui ne sont pas d'un usage courant en Europe. L'importation de ces articles ne pourra être effectuée que par les bureaux de douane désignés à cet effet par le Gouvernement général de l'Indochine.

Les échantillons ou reproductions photographiques nécessaires pour reconnaître les caractéristiques de ces faïences ou porce-

laines, seront soumis au Gouvernement général de l'Indochine par les soins du Gouvernement japonais.

Seront compris sous cette rubrique :

Les bols, avec ou sans couvercle; les cuillers; les crachoirs; les vases; les théières; les plateaux; les assiettes d'un diamètre inférieur à 15 centimètres; les flacons, cruchons ou carafons pour contenir les boissons alcooliques.

Au cas où le Gouvernement japonais désirerait obtenir le classement, sous la rubrique en question, d'articles non dénommés ci-dessus, il soumettrait les échantillons ou reproductions photographiques nécessaires au Gouvernement général de l'Indochine qui examinerait, avec le plus grande bienveillance, l'éventualité de ces reclassements, pourvu que ces échantillons ou reproductions correspondissent au type ou modèle habituellement utilisé en Extrême-Orient.

Ad. nos 368, 369, 370 et 371 et ad. nos 404 à 427 inclus et Ex. 432 à 436. — Le pourcentage de 40 % (quarante pour cent) prévu à la liste A pour les fils et tissus de coton s'entend pour autant que l'importation en Indochine de ces marchandises en provenance de l'étranger sera limitée à un contingent. Dans le cas contraire, la réduction sur le tarif général sera ramenée à 20 % (vingt pour cent).

Le contingent ci-dessus prévu ne pourra prendre fin avant le délai d'un an fixé à l'article 7.

Ad. Article 3

Dans l'éventualité où le Japon exigerait que, pour bénéficier d'avantages tarifaires, les marchandises importées sur son territoire proviennent directement du pays exportateur, il est entendu que les marchandises indochinoises énumérées à la liste B bénéficieraient d'avantages correspondants à ceux qui sont prévus à l'article 2.

Ad. Article 7

Le Gouvernement français déclare qu'en attendant l'approbation des Chambres et la ratification du Président de la République

il est en mesure de mettre le présent Arrangement en application à titre provisoire à la date qui sera fixée conformément à l'article 7.

DECLARATION ANNEXE

Au moment de signer le présent Protocole, le Gouvernement français déclare qu'il n'existe pas actuellement en Indochine d'impôt sur les revenus ou bénéfices des entreprises de navigation maritime. Dans le cas où des impôts de ce genre y seraient établis, le régime applicable à cet égard aux entreprises japonaises, dont les navires visitent les ports indochinois, serait celui qui leur serait appliqué à cette époque en la matière sur le territoire français. La réciprocité devrait être accordée aux navires français immatriculés dans les ports de l'Indochine visitant les ports du Japon, de ses possessions ou des territoires administrés par lui.

Fait en double exemplaire à Paris, le treize mai mil neuf cent trente deux, correspondant au treizième jour du cinquième mois de la septième année de Showa.

Signé :

André TARDIEU.

Louis ROLLIN.

Louis de CHAPPEDELAINE.

H. NAGAOKA.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES.

Paris, le 13 mai 1932,

A Son Excellence, M. Harukazu Nagaoka, Ambassadeur du Japon à Paris.

Monsieur l'Ambassadeur,

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement relatif au statut des échanges commerciaux entre l'Indochine et le Japon, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre

Excellence que le Gouvernement français n'appliquera, à l'importation en Indochine, la surtaxe compensatrice de l'écart des changes dont le taux est de 15 % *ad valorem*, qu'aux produits japonais ci-après :

N^o 85. — Fruits secs ou tapés;

N^o *Ex.* 311. — Parfumerie visées à la liste A (sous réserve des dispositions du Protocole de Signature);

N^o *Ex.* 347 *A et B.* — Porcelaines autres que du type ou du modèle habituellement utilisé en Extrême-Orient;

N^o 347 *quater.* — Pièces en porcelaine pour le service de la table, etc., comportant des parties en métal commun nickelé, etc.;

N^o *Ex.* 459. — Tissus de soie visés à la liste A;

N^o *Ex.* 461. — Papiers visés à la liste A;

N^o *Ex.* 589. — Artifices pour divertissements y compris les pétards;

N^{os} 590 *et* 590*bis.* — Meubles en bois courbé visés à la liste A;

N^o *Ex.* 620. — Pneumatiques visés à la liste A.

Il est entendu que pour les tissus de soie visés ci-dessus, dans le cas où les perceptions effectuées au titre du tarif minimum et de la surtaxe compensatrice des changes, telle qu'elle sera mise en vigueur au moment de l'application du présent Arrangement, viendraient à excéder les droits exigibles au tarif général, les liquidations se feraient sur les bases de ce dernier tarif.

Au cas de réduction ou de disparition ultérieure de l'écart des changes existant à la date de ce jour, la surtaxe compensatrice sera révisée ou supprimée.

Dans l'éventualité où le Gouvernement français envisagerait la suppression de cette surtaxe compensatrice, des négociations seraient ouvertes avec le Gouvernement japonais pour déterminer les modifications au régime fixé dans l'Arrangement en date de ce jour, en ce qui concerne les surtaxes de façonnage ou d'impression dont sont passibles certains des tissus de soie repris sous le n^o 459 du tarif douanier indochinois.

En cas d'aggravation ultérieure de l'écart des changes existant à la date de ce jour, le Gouvernement français se réserve, conformément à sa législation, la possibilité d'augmenter les taux de la surtaxe compensatrice pour les produits ci-dessus

énumérés. Il se réserve, en outre, la faculté d'appliquer à tout ou partie des autres produits japonais importés en Indochine, des surtaxes compensatrices correspondant à cette augmentation. Il est entendu que, pour l'application de la surtaxe compensatrice, la valeur de la piastre est celle définie par l'article premier du Décret du 31 mai 1930.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Signé : André TARDIEU.

AMBASSADE IMPERIALE DU JAPON.

Paris, le 13 mai, 7 showa (1932),

*A Son Excellence, M. André Tardieu, Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères, Paris.*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre en date de ce jour ainsi conçue :

« Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement relatif au statut des échanges commerciaux entre l'Indochine et le Japon, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement français n'appliquera, à l'importation en Indochine, la surtaxe compensatrice de l'écart des changes dont le taux est de 15 % *ad valorem*, qu'aux produits japonais ci-après :

- » N° 85. — Fruits secs ou tapés;
- » N° *Ex.* 311. — Parfumeries visées à la liste A (sous réserve des dispositions du Protocole de Signature);
- » N° *Ex.* 347 *A et B.* — Porcelaines autres que du type ou du modèle habituellement utilisé en Extrême-Orient;
- » N° 347 *quater.* — Pièces en porcelaine pour le service de la

table, etc, comportant des parties en métal commun nickelé, etc;

» *N^o Ex. 459.* — Tissus de soie visés à la liste A;

» *N^o Ex. 461.* — Papiers visés à la liste A;

» *N^o 589.* — Artifices pour divertissement y compris les pétards;

» *N^{os} 590 et 590bis.* — Meubles en bois courbé visés à la liste A;

» *N^o Ex. 620.* — Pneumatiques visés à la liste A.

» Il est entendu que pour les tissus de soie visés ci-dessus, dans le cas où les perceptions effectuées au titre du tarif minimum et de la surtaxe compensatrice des changes, telle qu'elle sera mise en vigueur au moment de l'application du présent Arrangement, viendraient à excéder les droits exigibles au tarif général, les liquidations se feraient sur les bases de ce dernier tarif.

» Au cas de réduction ou de disparition ultérieure de l'écart des changes existant à la date de ce jour, la surtaxe compensatrice sera révisée ou supprimée.

» Dans l'éventualité où le Gouvernement français envisagerait la suppression de cette surtaxe compensatrice, des négociations seraient ouvertes avec le Gouvernement japonais pour déterminer les modifications au régime fixé dans l'Arrangement en date de ce jour, en ce qui concerne les surtaxes de façonnage ou d'impression dont sont passibles certains des tissus de soie repris sous le n^o 459 du tarif douanier indochinois.

» En cas d'aggravation ultérieure de l'écart des changes existant à la date de ce jour, le Gouvernement français se réserve, conformément à sa législation, la possibilité d'augmenter les taux de la surtaxe compensatrice pour les produits ci-dessus énumérés. Il se réserve, en outre, la faculté d'appliquer à tout ou partie des autres produits japonais importés en Indochine, des surtaxes compensatrices correspondant à cette augmentation. Il est entendu que, pour l'application de la surtaxe compensatrice, la valeur de la piastre est celle définie par l'article premier du décret du 31 mai 1930. »

En prenant acte de cette communication et d'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'en cas de dévalorisation éventuelle de la piastre,

le Gouvernement japonais se réserve la faculté de prendre des mesures de nature à compenser l'effet de cette dévalorisation, en s'inspirant de celles que le Gouvernement français appliquera pour les produits japonais importés en Indochine d'après la lettre susvisée de Votre Excellence.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération,

Signé : H. NAGAOKA.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Paris, le 13 mai 1932

A Son Excellence, M. Harukazu Nagaoka, Ambassadeur du Japon à Paris.

Monsieur l'Ambassadeur,

En m'accusant réception de ma lettre relative à l'application de la surtaxe compensatrice de l'écart des changes aux marchandises japonaises importées en Indochine, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître, d'ordre de son Gouvernement, « qu'en cas de dévalorisation de la piastre, le Gouvernement japonais se réservait la faculté de prendre des mesures de nature à compenser l'effet de cette dévalorisation, en s'inspirant de celles que le Gouvernement français appliquera pour les produits japonais importés en Indochine. »

En prenant acte de cette communication, j'ai l'honneur de vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération,

Signé : André TARDIEU

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Paris, le 13 mai 1932

A Son Excellence, M. Harukazu Nagaoka, Ambassadeur du Japon à Paris.

Monsieur l'Ambassadeur,

» Au cours des conversations qui ont abouti à la conclusion de l'Arrangement en date de ce jour, la question de l'application en Indochine de la loi du 9 janvier 1932, qui a modifié, en France, la tarification des articles de porcelaine classés sous le n° 347 A et B du tarif douanier a été réservée. Je suis cependant en mesure d'assurer à Votre Excellence qu'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement français d'étendre les dispositions de cette loi aux porcelaines japonaises qui ne sont pas d'un usage courant en Europe et qui sont reprises dans l'Arrangement en date de ce jour sous la désignation : « Porcelaines du type ou du modèle habituellement utilisé en Extrême-Orient ».

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Signé : André TARDIEU.

AMBASSADE IMPERIALE DU JAPON

Paris, le 13 mai, 7 showa (1932)

A Son Excellence, M. André Tardieu, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, Paris.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre, en date de ce jour et ainsi conçue :

« Au cours des conversations qui ont abouti à la conclusion de l'Arrangement, en date de ce jour, la question de l'application en Indochine de la loi du 9 janvier 1932, qui a modifié, en France, la tarification des articles de porcelaine classés sous le n° 347 A et B du tarif douanier a été réservée. Je suis cependant en mesure d'assurer à Votre Excellence qu'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement français d'étendre les dispositions de cette loi aux porcelaines japonaises qui ne sont pas d'un usage courant en Europe et qui sont reprises dans l'Arrangement en

date de ce jour sous la désignation : « Porcelaine du type ou du modèle habituellement utilisé en Extrême-Orient ».

Je suis très heureux de prendre acte des assurances que vous avez bien voulu me donner au nom du Gouvernement français.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Signé : H. NAGAOKA.

Vu : Le Doyen,
Edgard ALLIX

Vu : Le Président de la Thèse,
OUALID

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos	2
Chapitre premier. — Les relations du Japon avec les nations européennes et avec l'Indochine avant 1853	3
I. Découverte du Japon par les Portugais. — Relations commerciales et religieuses des Européens avec les Japonais au xvi ^e et xvii ^e siècles. — Rupture de ces relations. — Faveurs accordées aux Hollandais; leur rôle d'intermédiaires entre le Japon et le reste du monde.	3
II. Commerce japonais avec le Tonkin et la Cochinchine à cette époque. — Colonies japonaises dans ces pays. — Décadence rapide de ce commerce après les édits de Iyemitsu. — Remplacement des Japonais par les Hollandais en Indochine.	13
Chapitre II. — Les relations du Japon avec la France et l'Indochine depuis sa réouverture au commerce jusqu'à la Convention du 19 août 1911	18
I. Les relations de la France avec le Japon ne datent que de l'ouverture de ce dernier aux puissances et du traité de 1858. — Conclusion du traité du 9 octobre 1858 et de la Convention de Yedo du 25 juin 1866. — Régime établi par ces accords.	18
II. Efforts du Japon pour obtenir, par la révision de ces traités, la suppression de l'exterritorialité et l'indépendance commerciale. — Etapes de cette révision : traité du 4 août 1898 et Convention du 19 août 1911.	26
III. Régime des relations de l'Indochine française avec le Japon avant 1911. — L'article 19 de la convention du 19 août 1911.	36
Chapitre III. — Premières tentatives faites par le Japon pour obtenir l'application à l'Indochine française de la Convention du 19 août 1911.	40
I. Position du problème en 1911-1912. — Opinion publique française aveuglément favorable au Japon pendant la guerre de 1914-1918. — Premières interventions du Comité de l'Indochine	40
II. Echec d'une tentative détournée de reprise de la question faite par le Japon à l'occasion de la Conférence internationale de Washington	54
Chapitre IV. — Nouvelles tentatives du Japon tendant à l'application d'un tarif douanier plus favorable à ses exportations en Indochine. — Acheminement progressif vers une solution	63
I. Mission extraordinaire de M. le Gouverneur général Merlin au Japon en 1924. — Etudes de la nouvelle demande japonaise faites par la Chambre de commerce de Saïgon et par le Directeur général des Douanes de l'Indochine.	63

I. Mission japonaise du prince Yamagata en Indochine en 1925. — Le Japon renonce à demander le tarif minimum et limite ses prétentions à une liste d'articles seulement. — Nouvelles études et projets de tarifications.....	70
II. Le Protocole du 30 août 1927. — La réforme douanière de la loi du 13 avril 1928. — Tentative japonaise de reprise des négo- ciations en septembre 1929, écartée en mars 1930, les contre- parties offertes étant jugées insuffisantes.....	82
Chapitre V. — Conclusion de l'Arrangement franco-japonais relatif aux échanges commerciaux entre le Japon et l'Indochine.....	90
I. Dernières négociations ayant précédé la signature de l'accord. — Insistance du Japon. — Importance des considérations politiques. — La baisse du Yen : surtaxe compensatrice de change	90
II. Commentaires des dispositions de l'accord. — Critiques. — Satis- factions réciproques accordées aux deux parties.....	106
Chapitre VI. — Influence exercée par l'Arrangement franco-japonais du 13 mai 1932 sur les échanges commerciaux entre le Japon et l'Indochine	115
I. La baisse du yen rend difficile la connaissance des résultats de cet accord. — Résumé de l'histoire monétaire japonaise des deux dernières années. — Expansion économique considérable du Japon depuis la chute de sa monnaie. — Obstacles rencon- trés.....	115
II. Aperçu de l'état du commerce extérieur de l'Indochine avec le Japon pendant les dix premiers mois d'application du nouveau régime. — Changements constatés. — Essai pour déterminer les parts respectives qui, dans ces changements reviennent au « dumping » japonais et aux concessions faites au Japon en mai 1932	124
III. Examen détaillé des résultats afin de déterminer le préjudice possible causé aux exportateurs français en Indochine par le nouveau régime. — Part peu importante dans les progrès japo- nais de ce nouveau régime.....	130
IV. Position respective des deux interlocuteurs devant les résul- tats obtenus de part et d'autre au point de vue économique....	145
Conclusion.....	149
Annexe. — Texte intégral de « l'Arrangement commercial entre la France et le Japon tendant à régler provisoirement le statut des échanges entre l'Indochine et le Japon ».....	159

Les Editions Domat-Montchrestien, 160, rue Saint-Jacques, Paris. 1933
